

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BRED BANQUE POPULAIRE

Société anonyme coopérative de Banque populaire au capital de 1 962 341 211,60 euros

Siège social : 18, quai de la Rapée - 75012 Paris

552 091 795 R.C.S Paris

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2025

A. — Comptes individuels annuels.**I. — Bilan et hors bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, banques centrales		10 290 382	15 194 972
Effets publics et valeurs assimilées	4.3	20 561 025	15 188 370
Créances sur les établissements de crédit	4.1	8 775 867	8 455 247
Opérations avec la clientèle	4.2	32 915 316	33 077 198
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.3	11 264 595	9 071 492
Actions et autres titres à revenu variable	4.3	9 018 693	7 751 995
Participations et autres titres détenus à long terme	4.4	1 220 968	1 177 932
Parts dans les entreprises liées	4.4	1 125 845	1 117 080
Opérations de crédit-bail et de locations simples	4.5	0	0
Immobilisations incorporelles	4.6	27 949	18 168
Immobilisations corporelles	4.6	184 248	194 867
Autres actifs	4.8	3 011 039	2 486 003
Comptes de régularisation	4.9	1 602 899	2 462 492
Total de l'actif		99 998 826	96 195 816

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	23 042 663	20 439 241
Opérations avec la clientèle	4.2	59 841 062	57 003 425
Dettes représentées par un titre	4.7	7 950 358	9 228 288
Autres passifs	4.8	1 486 514	1 185 061
Comptes de régularisation	4.9	1 917 528	2 850 959
Provisions	4.10	362 674	290 076
Dettes subordonnées	4.11	226	2 368
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4.12	212 908	212 908
Capitaux propres hors FRBG	4.13	5 184 893	4 983 490
Capital souscrit		1 962 341	1 893 934
Primes d'émission		7 101	7 482
Réserves		2 907 583	2 420 502
Écart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		7	3 269
Report à nouveau		110 000	110 000
Résultat de l'exercice (+/-)		197 861	548 303
Total du passif		99 998 826	96 195 816

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
Engagements de financement	5.1	6 374 631	6 312 010
Engagements de garantie	5.1	3 721 228	3 403 769
Engagements sur titres		5 641 430	3 305 554
Engagements reçus			
Engagements de financement	5.1	4 536 964	3 429 054
Engagements de garantie	5.1	4 627 230	5 006 503
Engagements sur titres		3 320 029	1 381 409

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	3.1	3 514 270	3 244 135
Intérêts et charges assimilées	3.1	- 3 482 343	- 2 988 230
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Revenus des titres à revenu variable	3.3	49 846	348 222
Commissions (produits)	3.4	650 383	612 334
Commissions (charges)	3.4	- 153 941	- 153 262
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	646 082	514 584
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	- 38 485	- 134 280
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	140 878	103 023
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	- 144 760	- 104 260
Produit net bancaire		1 181 930	1 442 268
Charges générales d'exploitation	3.8	- 693 694	- 679 665
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 33 349	- 33 099
Résultat brut d'exploitation		454 887	729 503
Coût du risque	3.9	- 165 278	- 40 850
Résultat d'exploitation		289 608	688 653
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	- 36 145	- 34 478
Résultat courant avant impôt		253 464	654 175
Résultat exceptionnel	3.11	0	0
Impôt sur les bénéfices	3.12	- 55 603	- 105 871
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		197 861	548 303

III. – Annexes aux comptes sociaux

Note 1. – Cadre général

1.1. – Événements significatifs**Augmentation de capital de la BRED Banque Populaire**

La BRED Banque Populaire a porté en décembre 2024 son capital social à 1 962 341 211,60 euros à la fois par augmentation de capital en numéraire et par incorporation de réserves.

Les souscriptions en numéraire se sont élevées à 59 185 444,95 euros. L'incorporation de réserves a été de 9 221 528,25 euros.

Le capital social est divisé en cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent trente mille cinq cent soixante-cinq (184 430 565) parts sociales de valeur nominale de dix euros et soixante-quatre centimes (10,64 euros) chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

1.2. – Le Groupe BPCE et le mécanisme de garantie

Le Groupe BPCE (L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE 7, promenade Germaine Sablon – 75013 Paris ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042), dont fait partie la BRED Banque Populaire comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et Conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking).

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 197 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. – Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

Note 2. – Principes et méthodes comptables généraux

2.1. – Méthodes d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture

Les comptes individuels annuels de la BRED Banque Populaire sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 février 2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 27 mai 2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.2. – Changements de méthodes comptables

Le règlement n° 2023-05 du 10 novembre 2023 de l'Autorité des normes comptables (ANC) relatif aux solutions informatiques, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général s'applique obligatoirement à compter du 1^{er} janvier 2024. Il n'a pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement. Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. – Principes comptables généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.4. – Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par l'établissement BRED Banque Populaire représente 65,9 millions d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 15 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 51 millions d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la Directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). À compter de 2016, il devient Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la Directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2024. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds garantis par des dépôts espèces jusqu'en 2022 et 22,5 % pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés à €ster - 20bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 34,3 millions d'euros au 31 décembre 2024. Il est comptabilisé à l'actif du bilan sur la ligne « Autres actifs » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2024. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution.

Note 3. – Informations sur le compte de résultat

3.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB ;
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. La BRED Banque Populaire considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit (1)	802 234	- 1 222 292	- 420 058	805 404	- 1 034 760	- 229 356
Opérations avec la clientèle	967 186	- 1 607 021	- 639 835	839 671	- 1 196 900	- 357 229
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 730 785	- 653 030	1 077 755	1 586 594	- 756 570	830 024
Dettes subordonnées	14 065	0	14 065	12 466	0	12 466
Autres						
Total	3 514 270	- 3 482 343	31 927	3 244 135	- 2 988 230	255 905
<i>Dont 241,79 millions d'euros en charges et 73,67 millions d'euros en produits au titre des opérations de macrocouverture.</i>						

Le poste « Opérations avec les établissements de crédit » inclut un rattrapage sur la rémunération du compte courant pour 19 183 787 €.

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que les LEP.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 2,2 millions d'euros pour l'exercice 2024, contre une reprise de 0,92 million d'euros pour l'exercice 2023.

3.2. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

Non applicable.

3.3. – Revenus des titres à revenu variable**Principes comptables**

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions et autres titres à revenu variable	6 379	5 624
Participations et autres titres détenus à long terme	43 467	342 598
Parts dans les entreprises liées		
Total	49 846	348 222

En 2023, BRED SA a perçu 300,7 millions d'euros de dividendes non récurrents de Cofibred.

3.4. – Commissions**Principes comptables**

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	6 632	- 236	6 396	7 698	- 264	7 434
Opérations avec la clientèle	175 827	0	175 827	167 734	0	167 734
Opérations sur titres	12 477	0	12 477	14 112	0	14 112
Moyens de paiement	269 177	- 128 278	140 899	255 649	- 128 864	126 785
Opérations de change	1 010	- 79	931	1 013	- 66	947
Engagements hors bilan	58 741	- 9 343	49 398	50 143	- 9 054	41 089
Prestations de services financiers	117 392	- 16 005	101 387	108 110	- 15 014	93 096
Activités de conseil						
Autres commissions	9 127	0	9 127	7 875	0	7 875
Total	650 383	- 153 941	496 442	612 334	- 153 262	459 072

3.5. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**Principes comptables**

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Titres de transaction	1 283 464	1 285 274
Opérations de change	53 158	73 272
Instruments financiers à terme	- 690 540	- 843 962
Total	646 082	514 584

La variation de résultat au sein des différents actifs est liée à la stratégie de la Salle des marchés qui s'adapte au marché.

3.6. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**Principes comptables**

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activité de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	- 1 686		- 1 686	7 073		7 073
Dotations	- 52 837		- 52 837	- 70 674		- 70 674
Reprises	51 151		51 151	77 747		77 747
Résultat de cession	- 36 799		- 36 799	- 141 352		- 141 352
Autres éléments						
Total	- 38 485		- 38 485	- 134 280		- 134 280

3.7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire**Principes comptables**

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles.

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	11 107	0	11 107	11 334	0	11 334
Refacturations de charges et produits bancaires	- 22	- 20 064	- 20 086	- 122	- 19 992	- 20 114
Activités immobilières						
Prestations de services informatiques						
Autres activités diverses	120 403	- 118 401	2 002	82 437	- 80 562	1 875
Autres produits et charges accessoires	9 390	- 6 295	3 095	9 374	- 3 706	5 668
Total	140 878	- 144 760	- 3 882	103 023	- 104 260	- 1 237

Refacturations de charges et produits bancaires :

À partir de 2021, les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe restent présentées en frais de gestion. Le montant des cotisations en PNB s'élève à 19,98 millions d'euros en 2024 et le montant des cotisations en charges d'exploitation s'élève à 33,39 millions d'euros en 2024 contre 32,88 millions d'euros en 2023.

3.8. – Charges générales d'exploitation**Principes comptables**

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de personnel		
Salaires et traitements	- 244 583	- 233 207
Charges de retraite et assimilées	- 53 009	- 50 097
Autres charges sociales	- 76 571	- 68 401
Intéressement des salariés	- 20 902	- 18 587
Participation des salariés	- 43 118	- 33 341
Impôts et taxes liés aux rémunérations	- 29 029	- 33 010
Total des frais de personnel	- 467 212	- 436 643
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	- 11 556	- 22 090
Autres charges générales d'exploitation	- 214 926	- 220 931
Total des autres charges d'exploitation	- 226 482	- 243 022
Total	- 693 694	- 679 665

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 2 516 cadres et 1 181 non-cadres, soit un total de 3 697 salariés.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

3.9. – Coût du risque

Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Par contrepartie, il s'agit toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature, partie à un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupération sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires	0	0	0	0	0
Clientèle	- 173 807	90 182	- 5 497	318	- 88 804
Titres et débiteurs divers	- 1	798	0	0	797
Provisions					
Engagements hors bilan	- 4 982	3 264			- 1 718
Provisions pour risque clientèle	- 98 130	22 173			- 75 957
Autres	0	404			404
Total	- 276 920	116 821	- 5 497	318	- 165 278

<i>Dont :</i>					
<i>Reprises de dépréciations devenues sans objet</i>		116 821			
<i>Reprises de dépréciations utilisées</i>		61 224			
<i>Total reprises :</i>		178 045			
<i>Pertes couvertes par des provisions</i>		- 61 224			
<i>Total reprises nettes</i>		116 821			

(En milliers d'euros.)	Exercice 2023				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupération sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires	0	0	0	0	0
Clientèle	- 157 276	86 780	- 1 623	338	- 71 781
Titres et débiteurs divers	- 138	32 696	0	0	32 558
Provisions					
Engagements hors bilan	- 2 399	3 955			1 556
Provisions pour risque clientèle	- 26 504	22 988			- 3 516
Autres	0	333			333
Total	- 186 317	146 752	- 1 623	338	- 40 850
<i>Dont :</i>					
<i>Reprises de dépréciations devenues sans objet</i>		146 752			
<i>Reprises de dépréciations utilisées</i>		34 329			
<i>Total reprises :</i>		181 081			
<i>Pertes couvertes par des provisions</i>		- 34 329			
<i>Total reprises nettes</i>		146 752			

3.10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	- 18 985	0		- 18 985	- 22 965	0		- 22 965
Dotations	- 36 379	0		- 36 379	- 31 884	0		- 31 884
Reprises	17 394	0		17 394	8 919	0		8 919
Résultat de cession	- 17 397	262	- 24	- 17 159	- 12 202	0	689	- 11 513
Total	- 36 382	262	- 24	- 36 145	- 35 167	0	689	- 34 478

En 2023 : Dans le cadre d'opérations de défiscalisation, la BRED a provisionné les titres des sociétés Jaspe 7 et Cofibred 8 pour 17,3 millions d'euros sur un total de 31,9 millions d'euros. Cette dotation a été compensée par une reprise de provision en impôt sur le résultat. La liquidation des sociétés Pakousi, Jaspe 5, Jaspe 6 a généré une moins-value de 12,2 millions. Cette moins-value a été compensée par une reprise de provision sur titres.

En 2024 : Dans le cadre d'opérations de défiscalisation, la BRED a provisionné les titres des sociétés Cofibred 8, Diderot financement 30 et Diderot financement 31 pour 36,3 millions d'euros. Cette dotation a été compensée par une reprise de provision en impôt sur le résultat. La liquidation de la société Jaspe 7 et l'annulation par Cofibred 8 de ses propres titres suite à la fin de l'opération de défiscalisation « ICP Mobilier », ont généré une moins-value de 17,3 millions. Cette moins-value a été compensée par une reprise de provision sur titres.

3.11. – Résultat exceptionnel

Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2024.

3.12. – Impôt sur les bénéfices

Principes comptables

Les réseaux Caisses d'Épargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La BRED Banque Populaire, a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, la BRED Banque Populaire n'est pas assujettie à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE.

À noter toutefois les cas particuliers des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

Détail des impôts sur le résultat 2024

La BRED Banque Populaire est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

Bases imposables aux taux de (En milliers d'euros.)	25,00 %	19,00 %	15,00 %	Total
Au titre du résultat courant	305 084	0	0	
Au titre du résultat exceptionnel	305 084	0	0	
Imputations des déficits				
Bases imposables	305 084	0	0	
Impôt correspondant	76 271	0	0	76 271
+ contributions 3,3 %				2 492
- déductions au titre des crédits d'impôts				- 35 343
Impôt comptabilisé				43 420
Impôt des territoires outre-mer				242
Provisions IS filiales intégrées sous Groupe BRED				- 15 092
Crédits impôts étrangers				34 557
Provisions pour impôts et divers				- 7 524
Total				55 603

La provision pour impôts et divers est liée à d'une part à l'écart de liquidation de l'IS de 2023 et à une provision d'impôts différés liée aux opérations de défiscalisation prises en compte comptablement de manière prudente au fur et à mesure du déroulement des opérations.

3.13. – Variations du Fonds pour risques bancaires généraux

Le FRBG s'élève au 31 décembre 2024 à 101,9 millions d'euros.

Note 4. – Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

4.1. – Opérations interbancaires

Principes comptables

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins et six mois au moins pour les créances sur les collectivités territoriales en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Actif (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances à vue	952 978	992 538
Comptes ordinaires	951 184	975 366
Comptes et prêts au jour le jour	1 794	17 172
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	1 674	1 345
Créances à terme	7 726 528	7 378 910
Comptes et prêts à terme	7 059 782	6 459 288
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
Valeurs et titres reçus en pension à terme	666 746	919 622
Créances rattachées	94 687	82 454
Créances douteuses	1	1
Dont créances douteuses compromises	1	1
Dépréciations des créances interbancaires	- 1	- 1
Dont dépréciation sur créances douteuses compromises	- 1	- 1
Total	8 775 867	8 455 247

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 800,63 millions d'euros à vue et 4 090,43 millions d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 2 227,42 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 922,33 millions d'euros au 31 décembre 2023, qui sont présentés en déduction du passif en note 4.2.

Les créances sur les établissements de crédit éligibles au refinancement de la Banque Centrale du ou des pays où l'établissement est installé ou au Système européen de Banque Centrale sont nulles au 31 décembre 2024.

Passif (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue	2 382 809	2 222 119
Comptes ordinaires créditeurs	882 703	964 958
Comptes et emprunts au jour le jour	1 500 106	1 257 161
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	12 928	10 485
Dettes à terme	20 554 486	18 119 517
Comptes et emprunts à terme	15 758 332	15 334 857
Valeurs et titres donnés en pension à terme	4 796 154	2 784 660
Dettes rattachées	92 440	87 120
Total	23 042 663	20 439 241

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 9,27 millions d'euros à vue et 5 301,18 millions d'euros à terme.

4.2. – Opérations avec la clientèle

4.2.1. – Opérations avec la clientèle

Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'État

Le prêt garanti par l'État (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du ministre de l'Économie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'État.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'État couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la déchéance de son terme. La garantie de l'État pourra être appelée avant la déchéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'État sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du ministre de l'Économie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'État, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'État est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15 % du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers

exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15 % du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à six ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2023.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins et six mois au moins pour les créances sur les collectivités territoriales en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut ;
- probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- le scénario central utilisé par le groupe est celui validé en septembre 2024. Il correspond aux prévisions du consensus sur les principales variables économiques ayant un impact sur le calcul des pertes de crédit attendues ;
- un scénario pessimiste, correspondant à une réalisation plus dégradée des variables macroéconomiques définies dans le cadre du scénario central ;
- un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macroéconomiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité Watchlist et provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par la BRED pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Ces provisions concernent à titre principal, les secteurs des professionnels de l'immobilier, du BTP, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'agro-alimentaire et du commerce-distribution spécialisé.

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	1 346 295	1 507 433
Créances commerciales	202 077	173 447
Autres concours à la clientèle	30 199 570	30 241 464
Crédits à l'exportation	1 043	280
Crédits de trésorerie et de consommation	8 763 461	8 622 466
Crédits à l'équipement	9 867 401	9 401 626
Crédits à l'habitat	8 188 461	9 287 699
Autres crédits à la clientèle	473 140	313 908
Valeurs et titres reçus en pension	2 893 792	2 602 373

Prêts subordonnés	12 272	13 114
Autres		
Créances rattachées	274 062	290 870
Créances douteuses	1 445 164	1 398 290
Dépréciations des créances sur la clientèle	- 551 852	- 534 306
Total	32 915 316	33 077 198

Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale ou au Système européen de Banque Centrale : 5 457,30 millions d'euros.

Les Prêts Garantis par l'État (PGE) s'élèvent à 622,92 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 048,23 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Dettes vis-à-vis de la clientèle

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'épargne à régime spécial	7 733 117	7 625 990
Livret A	2 351 358	2 110 124
PEL / CEL	1 585 555	1 695 907
Autres comptes d'épargne à régime spécial	3 796 204	3 819 960
Créance sur le fonds d'épargne (1)	- 2 227 422	- 1 992 334
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (2)	53 991 061	51 066 079
Dépôts de garantie	85 889	74 384
Autres sommes dues	77 623	73 650
Dettes rattachées	180 793	155 655
Total	59 841 062	57 003 425

(1) Conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

(2) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	25 376 799	0	25 376 799	28 336 738	0	28 336 738
Emprunts auprès de la clientèle financière	10 101 990	3 816 221	13 918 211	7 534 468	3 263 630	10 798 098
Valeurs et titres donnés en pension livrée	0	2 326 910	2 326 910	0	418 207	418 207
Autres comptes et emprunts	0	12 369 142	12 369 142	0	11 513 036	11 513 036
Total	35 478 788	18 512 273	53 991 061	35 871 206	15 194 873	51 066 079

4.2.2. – Répartition des encours de crédit par agent économique

(En milliers d'euros.)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	18 654 321	893 471	- 368 099	515 683	- 288 610
Entrepreneurs individuels	1 251 809	97 821	- 30 575	39 173	- 23 523
Particuliers	8 425 372	446 407	- 149 580	168 277	- 122 711
Administrations privées	80 416	7 565	- 3 597	2 859	- 2 279
Administrations publiques et Sécurité Sociale	116 220	- 100	0	0	0
Autres	587 801	0	0	0	0
Total au 31 décembre 2024	29 115 940	1 445 164	- 551 852	725 992	- 437 124
Total au 31 décembre 2023	29 597 727	1 398 290	- 534 306	670 355	- 427 642

4.3. – Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

4.3.1. – Portefeuille titres

Principes comptables

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction. Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaut avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

À la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) et de FCP (Fonds Communs de Placement), les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

— Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de

remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

À la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Effets publics et valeurs assimilées	1 829 544	18 591 023	140 458		20 561 025
Valeurs brutes	1 829 038	18 626 832	140 012		20 595 882
Créances rattachées	506	36 223	446		37 175
Dépréciations	0	- 72 032			- 72 032
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 196 225	10 068 370	0		11 264 595
Valeurs brutes	1 196 225	10 036 823	0		11 233 048
Créances rattachées		61 604	0		61 604
Dépréciations		- 30 057	0		- 30 057
Actions et autres titres à revenu variable	8 681 219	337 474		0	9 018 693
Montants bruts	8 681 219	425 624		0	9 106 843
Créances rattachées					0
Dépréciations		- 88 150		0	- 88 150
Total	11 706 989	28 996 867	140 458	0	40 844 314

(En milliers d'euros.)	31/12/2023				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Effets publics et valeurs assimilées	1 629 463	13 518 802	40 105		15 188 370
Valeurs brutes	1 629 084	13 557 638	39 963		15 226 685
Créances rattachées	379	19 271	142		19 792
Dépréciations	0	- 58 107			- 58 107
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 057 893	7 963 114	50 485		9 071 492
Valeurs brutes	1 057 893	7 970 426	50 000		9 078 319
Créances rattachées		40 203	485		40 688
Dépréciations		- 47 515	0		- 47 515
Actions et autres titres à revenu variable	7 402 683	349 312		0	7 751 995
Montants bruts	7 402 683	439 175		0	7 841 858
Créances rattachées					0
Dépréciations		- 89 863		0	- 89 863
Total	10 090 039	21 831 228	90 590	0	32 011 857

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés est de 13 478,50 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus et moins-values latentes de l'ensemble des titres de placement s'élèvent respectivement à 66,60 et 255,50 millions d'euros.

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (en valeur nette)

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	1 180 516	7 097 751	140 012	8 418 279	877 351	5 980 296	0	6 857 647
Titres non cotés	802 064	7 099 272	0	7 901 336	730 611	6 285 011	89 963	7 105 585
Titres prêtés	1 043 695	14 395 949	0	15 439 644	1 080 186	9 178 073	0	10 258 259
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	65 915	446	66 361	0	37 745	626	38 371
Total	3 026 275	28 658 887	140 458	31 825 620	2 688 148	21 481 125	90 589	24 259 862
Dont titres subordonnés	9 477	37	0	9 514	5 559	36	0	5 595

Sur cette catégorie de titres de placements, les titres en moins-value font l'objet d'une dépréciation. Les moins-values latentes s'élèvent à 220,41 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 350,32 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les plus-values latentes sur cette catégorie de titres de placement s'élèvent à 35,45 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 29,38 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des titres classés en investissement au 31 décembre 2024 est de 140,01 millions d'euros.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 768,24 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 384,61 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Actions et autres titres à revenu variable (en valeur nette)

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés	8 660 715	66 348		8 727 063	6 920 859	66 348		6 987 207
Titres non cotés	20 504	271 126		291 630	481 824	282 964		764 788
Créances rattachées				0				0
Total	8 681 219	337 474	0	9 018 693	7 402 683	349 312	0	7 751 995

Les actions et autres titres à revenu variable incluent 329,58 millions d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2024 contre 349,31 millions d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2023.

Sur cette catégorie de titres de placements, les titres en moins-value font l'objet d'une dépréciation. Les moins-values latentes s'élèvent à 88,14 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 89,86 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Pour cette catégorie de titres de placement, les plus-values latentes s'élèvent à 120,11 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 132,01 millions d'euros au 31 décembre 2023.

4.3.2. – Évolution des titres d'investissement

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes/surcotes	Autres variations	31/12/2024
Effets publics	39 963	100 049						140 012
Obligations et autres titres à revenu fixe	50 000		50 000					0
Total	89 963	100 049	50 000	0	0	0	0	140 012

En 2024, la BRED Banque Populaire a augmenté son stock de titres d'investissement de 50,05 millions.

4.3.3. – Reclassements d'actifs

Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

Reclassement en raison de l'illiquidité des marchés (CRC n° 2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC))

La BRED Banque Populaire n'a opéré aucun reclassement d'actif en application des dispositions du règlement susmentionné afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

4.4. – Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Principes comptables

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

À la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

4.4.1. – Évolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Valeurs brutes	2 327 006	71 762	2 398 768
Participations et autres titres détenus à long terme	1 209 926	62 996	1 272 922
Parts dans les entreprises liées	1 117 080	8 766	1 125 845
Dépréciations	- 31 994	- 19 960	- 51 954
Participations et autres titres à long terme	- 31 994	- 19 960	- 51 954
Parts dans les entreprises liées	0		0
Immobilisations financières nettes	2 295 012	51 802	2 346 814

BPCE Achats a fait l'objet d'une fusion-absorption dans la SAS BPCE Services au cours du 1^{er} semestre 2024. Ces titres ont été décomptabilisés de manière concomitante à la comptabilisation des titres reçus de BPCE Services. Le résultat d'échange d'un montant de 1 480 euros a été constaté en résultat.

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières sont non significatives au 31 décembre 2024, comme au 31 décembre 2023.

Les titres BPCE SA dont la valeur nette comptable au 31 décembre 2024 s'élève à 934,8 M€ représentent l'essentiel du poste.

On trouve, parmi les autres titres détenus à long terme, les certificats d'associé au fonds de garantie des dépôts pour un montant de 31,2 millions d'euros.

La valeur des titres de l'organe central a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

Ces valorisations sont fondées sur la notion de valeur d'utilité. En conséquence, elles prennent en compte la situation spécifique de la BRED Banque Populaire, l'appartenance de ces participations au Groupe BPCE et leur intégration au sein du mécanisme de solidarité, leur intérêt stratégique pour la BRED Banque Populaire et le fait qu'elles sont détenues dans un objectif de long terme.

Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques fondés sur une vision de détention et d'appartenance au groupe à long terme et non sur des paramètres de valorisation à leurs bornes.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable s'élève à 934,8 millions d'euros pour les titres BPCE.

4.4.2. – Tableau des filiales et participations

Filiales et participations (En milliers d'euros.)	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant (hors résultat de l'année)	Quote-part du capital détenue (En %.)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales détenues par la BRED (plus de 50 %)					
Cofibred	656 015	1 053 863	100,00	985 540	985 540
BRED Bank Cambodia	140 029	128 025	100,00	128 199	116 821
Participations détenues par la BRED (inférieur à 50 %)					
BPCE	197 857	18 522 613	4,95	934 806	934 806
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)				23 274	392
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations				30	30
Participations dans les sociétés françaises				31 379	17 872
Participations dans les sociétés étrangères				548	548
Dont participations dans les sociétés cotées				443	443

Filiales et participations (En milliers d'euros.)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales détenues par la BRED (plus de 50 %)					
Cofibred			52 884	37 457	0
BRED Bank Cambodia			13 677	- 6 099	
Participations détenues par la BRED (inférieur à 50 %)					
BPCE			1 068 421	1 455 069	0
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					0

Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					88
Participations dans les sociétés étrangères					53
Dont participations dans les sociétés cotées					0

4.4.3. – Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
Diderot Financement 25	88 avenue de France 75013 Paris	SNC
Diderot Financement 30	Quartier Valmy, Immeuble Le Village 1 33 Place Ronde 92800 Puteaux	SNC
Diderot Financement 31	Quartier Valmy, Immeuble Le Village 1 33 Place Ronde 92800 Puteaux	SNC
Syndication Risque et Distribution	7 Pro Germaine Sablon 75013 Paris	GIE

4.4.4. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Établissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2024	31/12/2023
Créances	4 520 808	10 278 264	14 799 073	13 049 204
Dont subordonnées	-	-	-	-
Dettes	1 364 682	539 711	1 904 393	2 803 143
Dont subordonnées	-	-	-	-
Engagements donnés	113 684	115	113 799	98 506
Engagements de financement	25 000	-	25 000	30 000
Engagements de garantie	88 684	115	88 799	68 506
Autres engagements donnés				

4.5. – Opérations de crédit-bail et de locations simples

Non applicable.

4.6. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

4.6.1. – Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	112 196	19 398	- 1 342	0	130 252
Droits au bail et fonds commerciaux	33 914	7 177	0	0	41 090
Solutions informatiques	73 914	7 914	0	0	81 828
Autres	4 368	4 307	- 1 342	0	7 334
Amortissements et dépréciations	- 94 028	- 8 275	0	0	- 102 303
Droits au bail et fonds commerciaux	- 32 116	- 327	0	0	- 32 443
Logiciels Solutions informatiques	- 61 912	- 7 948	0	0	- 69 860
Autres		0	0	0	
Total valeurs nettes	18 168	11 123	- 1 342	0	27 949

4.6.2. – Immobilisations corporelles

Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades /couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30-60 ans
Ravalement	10-20 ans
Équipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	460 816	17 188	- 2 777	0	475 227
Immobilisations corporelles d'exploitation	456 187	17 059	- 2 615	0	470 631
Terrains	61 665	0	0	0	61 665
Constructions	138 756	174	0	0	138 930
Parts de SCI					
Autres	255 766	16 885	- 2 615	0	270 036
Immobilisations hors exploitation	4 629	129	- 162	0	4 596
Amortissements et dépréciations	- 265 949	- 25 054	23	0	- 290 980
Immobilisations corporelles d'exploitation	- 263 618	- 24 864	20	0	- 288 462
Terrains					
Constructions	- 84 138	- 3 543	0	0	- 87 680
Parts de SCI					
Autres	- 179 481	- 21 321	20	0	- 200 782
Immobilisations hors exploitation	- 2 331	- 190	3	0	- 2 518
Total valeurs nettes	194 867	- 7 865	- 2 754	0	184 248

4.7. – Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	7 841 978	9 183 816
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	75 000	0
Dettes rattachées	33 380	44 472
Total	7 950 358	9 228 288

4.8. – Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	- 2	0	6
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	887 925	32 897	1 030 696	69 280
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres (1)	0	96 899	0	86 898
Créances et dettes sociales et fiscales	133 111	146 180	93 675	130 864
Dépôts de garantie reçus et versés	0	20	0	19
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	1 990 003	1 210 520	1 361 632	897 994
Total	3 011 039	1 486 514	2 486 003	1 185 061

(1) Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1.

Les autres débiteurs divers comportent notamment les appels de marges.

Les débiteurs divers incluent des créances CICE et CIR pour un montant de 430,28 millions d'euros au 31 décembre 2024.

4.9. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	974 801	957 347	527 245	515 634
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	261 924	56 366	1 516 352	1 386 617
Charges et produits constatés d'avance	112 181	245 864	148 102	234 921
Produits à recevoir/Charges à payer	179 103	433 766	158 387	550 165
Valeurs à l'encaissement	62 631	194 259	84 698	147 767
Autres	12 259	29 926	27 708	15 856
Total	1 602 899	1 917 528	2 462 492	2 850 959

4.10. – Provisions

Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risque de contrepartie.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en quatre catégories :

Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

S'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report des droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe BPCE a provisionné l'impact correspondant dans ses comptes au 31 décembre 2024.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement

Les Comptes épargne logement (CEL) et les Plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour la banque, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

4.10.1. – Tableau de variations des provisions

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour risques de contrepartie	238 806	120 441	- 40 801	- 2 310	316 136
Provisions pour engagements sociaux	32 919	3 256	- 5 806	0	30 368
Provisions pour PEL/CEL	18 351	0	- 2 181	0	16 170
Autres provisions pour risques	0	0	0	0	0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme					
Immobilisations financières					
Promotion immobilière					
Provisions pour impôts					
Autres	0	0	0	0	0
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0
Provisions pour restructurations informatiques					
Autres provisions exceptionnelles					
Total	290 076	123 697	- 48 789	- 2 310	362 674

4.10.2. – Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Utilisations	Reprises	Conversion	31/12/2024
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	785 277	262 223	- 162 938	- 74 050	1 502	812 014
Dépréciations sur créances et litiges sur la clientèle	533 302	172 836	- 86 932	- 74 050		545 156
Dépréciations sur autres créances	251 975	89 387	- 76 006	0	1 502	266 858
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	238 806	120 442	- 40 801	- 2 310	0	316 136
Provisions sur engagements hors bilan	5 739	4 982	- 3 264	- 424		7 033
Provisions pour risques pays	1 160	0	- 404	0		756
Provisions sectorielles et collectives	179 020	92 111	- 14 089	0		257 041
Provisions pour risque de contrepartie clientèle	52 888	23 349	- 23 044	- 1 886		51 306
Autres provisions	0	0	0	0		0
Total	1 024 083	382 665	- 203 739	- 76 361	1 502	1 128 150

4.10.3. – Provisions pour engagements sociauxAvantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Banques Populaires. L'engagement de la BRED Banque Populaire est limité au versement des cotisations.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la BRED Banque Populaire concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Provisions – Engagements sociaux

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Régime CARBP	Retraites	Autres engagements	Total	Régime CARBP	Retraites	Autres engagements	Total
Dette actuarielle	78 524	5 286	38 483	122 292	85 187	5 972	39 242	130 401
Juste valeur des actifs du régime	- 64 492	- 3 653	- 40 852	- 108 996	- 63 350	- 4 091	- 37 356	- 104 797
Effet du plafonnement d'actifs								
Écarts actuariels non reconnus	7 871	351	8 850	17 072	2 688	105	4 522	7 314
Coûts des services passés non reconnus			0				0	
Solde net au bilan	21 903	1 984	6 481	30 368	24 524	1 986	6 408	32 919
Engagements sociaux passifs	21 903	1 984	6 481	30 368	24 524	1 986	6 408	32 919

Analyse de la charge de l'exercice

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023
	Régime CARBP	Retraites	Autres engagements	Total	Total
Coût des services rendus	0	0	- 2 316	- 2 316	- 2 115
Coût des services passés	0	0	0	0	457
Coût financier	- 2 961	- 114	- 1 285	- 4 361	- 4 005
Produit financier	1 997	117	1 195	3 310	3 662
Prestations versées	3 585	0	2 221	5 806	8 000
Cotisations reçues		0	0	0	0
Écarts actuariels comptabilisés en résultat	0	0	39	39	228
Autres	0	0	72	72	- 193
Total	2 621	3	- 73	2 551	6 034

La réforme des retraites en France (Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 et décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023) a été prise en compte pour l'évaluation de la dette actuarielle au 31 décembre 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime comptabilisé en coût des services passés.

Ventilation de la juste valeur des actifs du régime

	CAR-BP		Indemnités de fin de carrière	
	Poids par catégorie (en %)	Juste valeur des actifs (En milliers d'euros.)	Poids par catégories (en %)	Juste valeur des actifs (En milliers d'euros.)
Trésorerie	5,67 %	3 655	0,00 %	0
Actions	35,92 %	23 165	46,84 %	19 137
Obligations	49,81 %	32 125	0,00 %	0
Immobilier	0,00 %	0	0,00 %	0

Dérivés	0,00 %	0	0,00 %	0
Fonds deplacement	8,60 %	5 547	53,16 %	21 715
Total	100,00 %	64 492	100,00 %	40 852

Principales hypothèses actuarielles

En pourcentage	Régime CARBP		Autres engagements	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3,39 %	3,17 %	3,41 %	3,20 %
Rendement attendu des actifs de couverture	2,30 %	2,40 %	2,40 %	2,40 %

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

4.10.4. – Provisions PEL / CELEncours des dépôts collectés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
- Ancienneté de moins de 4 ans	77 549	193 302
- Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	765 715	799 518
- Ancienneté de plus de 10 ans	554 546	591 546
Encours collectés au titre des plans épargne logement	1 397 810	1 584 366
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	210 815	205 061
Total	1 608 625	1 789 427

Encours des crédits octroyés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2022
Encours de crédits octroyés		
- Au titre des plans épargne logement	1 137	235
- Au titre des comptes épargne logement	240	166
Total	1 377	401

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL)

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Dotations / reprises nettes	31/12/2024
Provisions constituées au titre des PEL			
- Ancienneté de moins de 4 ans	1 836	- 1 836	0
- Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 604	- 1 604	0
- Ancienneté de plus de 10 ans	9 572	2 961	12 533
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	13 012	- 479	12 533
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	5 365	- 1 739	3 626
Provisions constituées au titre des crédits PEL	- 24	32	7
Provisions constituées au titre des crédits CEL	- 2	6	4
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	- 26	37	11
Total	18 351	- 2 181	16 170

4.11. – Dettes subordonnées**Principes comptables**

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	226	2 368
Dettes rattachées	0	0
Total	226	2 368

4.12. – Fonds pour risques bancaires généraux

Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds régional de solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. note 1.2).

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2024
Fonds régionaux de solidarité	125 042	21 429	0		146 471
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	87 866	0	21 429		66 437
Total	212 908	21 429	21 429	0	212 908

Au 31 décembre 2024, les fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 101,85 millions d'euros affectés au Fond réseau Banque Populaire, 44,62 millions d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel et 66,4 millions d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité.

4.13. – Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2022	1 681 432	7 482	2 313 828	110 000	158 559	4 271 301
Mouvements de l'exercice	212 502	0	109 943	0	389 744	712 189
Total au 31 décembre 2023	1 893 934	7 482	2 423 771	110 000	548 303	4 983 490
Impact changement de méthode						0
Affectation résultat 2023			548 303		- 548 303	0
Distribution de dividendes			- 52 001			- 52 001
Réduction de capital						0
Augmentation de capital	68 407		- 9 222			59 185
Autres mouvements (1)		- 381	- 3 261			- 3 642
Résultat de la période					197 861	197 861
Total au 31 décembre 2024	1 962 341	7 101	2 907 590	110 000	197 861	5 184 893

(1) Autres mouvements : en lien avec le Crédit Maritime

Le capital social est fixé à 1 962 341 211,60 euros. Le capital social est divisé en cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent trente mille cinq cents soixante-cinq (184 430 565) parts sociales de valeur nominale de dix euros et soixante-quatre centimes (10,64 euros) chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Une augmentation de capital, par souscription en numéraire, d'un montant de 59 185 444,95 euros a été réalisée aux termes d'une délibération du Conseil d'administration du 2 décembre 2024, par l'émission au pair de 5 588 805 parts sociales nouvelles de 10,64 euros de valeur nominale chacune.

Au 1^{er} juin 2024, la BRED Banque Populaire a procédé à une distribution d'intérêt sur parts sociales pour un montant de 52,001 millions d'euros paiement intégral en numéraire.

4.14. – Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	- 34 856	481 851	1 894 395	14 239 399	3 980 236	0	20 561 025
Créances sur les établissements de crédit	1 614 280	927 961	4 349 123	1 105 094	779 409	0	8 775 867
Opérations avec la clientèle	6 484 942	1 251 540	4 058 677	10 299 761	10 820 396	0	32 915 316
Obligations et autres titres à revenu fixe	349 527	- 112 821	303 663	2 669 700	8 054 526	0	11 264 595
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0	0
Total des emplois	8 413 893	2 548 531	10 605 858	28 313 954	23 634 567	0	73 516 803
Dettes envers les établissements de crédit	10 871 136	2 968 876	1 899 597	6 966 835	336 219	0	23 042 663
Opérations avec la clientèle	49 158 432	3 836 944	6 084 666	673 164	87 856	0	59 841 062
Dettes représentées par un titre	4 392 612	2 438 823	1 023 323	20 267	75 333	0	7 950 358
Dettes subordonnées	226	0	0	0	0	0	226
Total des ressources	64 422 406	9 244 643	9 007 586	7 660 266	499 408	0	90 834 309

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présentée en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8.

Note 5. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

5.1. – Engagements reçus et donnés**Principes généraux**Engagements de financement

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

5.1.1. – Engagements de financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	250 199	250 060
En faveur de la clientèle	6 124 431	6 061 950
Ouverture de crédits documentaires	95 010	79 961
Autres ouvertures de crédits confirmés	6 008 540	5 963 932
Autres engagements	20 882	18 057
Total des engagements de financement donnés	6 374 631	6 312 010
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	4 536 964	3 429 054
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	4 536 964	3 429 054

5.1.2. – Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	432 964	378 652
- Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	162 927	207 444
- Autres garanties	270 037	171 208
D'ordre de la clientèle	3 288 264	3 025 117
- Cautions immobilières	195 659	220 931
- Cautions administratives et fiscales	27 592	25 270
- Autres cautions et avals donnés	1 036 228	1 029 840
- Autres garanties données	2 028 785	1 749 076
Total des engagements de garantie donnés	3 721 228	3 403 769
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	4 627 230	5 006 503
Total des engagements de garantie	8 348 458	8 410 272

5.1.3. – Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	4 879 769		3 544 975	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0		0	
Total	4 879 769	0	3 544 975	0

Au 31 décembre 2024 les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent notamment :

- 0,157 million d'euros de titres et de créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 0 million d'euros au 31 décembre 2023 ;
- la BRED Banque Populaire ne détient aucune créance nantie auprès de la SFEF au 31 décembre 2024 comme au 31 décembre 2023.

5.2. – Opérations sur instruments financiers à terme**Principes comptables**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges

concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

5.2.1. – Instruments financiers et opérations de change à terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Opérations sur marchés organisés	0	13 846 991	13 846 991	0	0	32 366 696	32 366 696	0
Contrats de taux d'intérêt	0	65 166	65 166	0	0	41 205	41 205	0
Contrats de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres contrats	0	13 781 826	13 781 826	0	0	32 325 491	32 325 491	0
Opérations de gré à gré	138 075 396	122 157 304	260 232 700	- 848 739	99 621 500	98 612 235	198 233 735	- 702 569
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	135 594 470	9 264 205	144 858 675	- 797 771	97 152 127	16 892 220	114 044 347	- 600 998
Swaps financiers de devises	2 480 925	33 002 589	35 483 514	98 119	2 469 373	9 726 289	12 195 662	69 771
Autres contrats à terme	0	79 890 511	79 890 511	- 149 086	0	71 993 726	71 993 726	- 171 342

Total opérations fermes	138 075 396	136 004 296	274 079 691	- 848 739	99 621 500	130 978 931	230 600 431	- 702 569
Opérations conditionnelles								
Opérations sur marchés organisés	0	2 930 140	2 930 140	858 858	0	2 800 140	2 800 140	960 711
Options de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres options	0	2 930 140	2 930 140	858 858	0	2 800 140	2 800 140	960 711
Opérations de gré à gré	0	6 421 896	6 421 896	- 314	0	6 203 145	6 203 145	8 220
Options de taux d'intérêt	0	5 942 072	5 942 072	2 488	0	5 857 189	5 857 189	9 741
Options de change	0	377 576	377 576	- 766	0	276 614	276 614	790
Autres options	0	102 249	102 249	- 2 036	0	69 342	69 342	- 2 311
Total opérations conditionnelles	0	9 352 036	9 352 036	858 544	0	9 003 285	9 003 285	968 931
Total instruments financiers et change à terme	138 075 396	145 356 332	283 431 727	9 805	99 621 500	139 982 216	239 603 716	266 362

5.2.2. – Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes	126 179 560	11 895 836	0	42 266 794	180 342 189
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	123 698 634	11 895 836	0	9 264 205	144 858 675
Swaps financiers de devises	2 480 925	0	0	33 002 589	35 483 514
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	5 942 072	5 942 072
Options de taux d'intérêt	0	0	0	5 942 072	5 942 072
Total	126 179 560	11 895 836	0	48 208 865	186 284 261

(En milliers d'euros.)	31/12/2023				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes	92 380 101	7 241 399	0	26 618 509	126 240 009
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	89 910 728	7 241 399	0	16 892 220	114 044 347
Swaps financiers de devises	2 469 373	0	0	9 726 289	12 195 662
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	5 857 189	5 857 189
Options de taux d'intérêt	0	0	0	5 857 189	5 857 189
Total	92 380 101	7 241 399	0	32 475 698	132 097 198

5.3. – Opérations en devises

Principes comptables

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat.

Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations de change comptant		
Monnaies à recevoir non reçues	1 062 485	1 711 098
Monnaies à livrer non livrées	258 019	736 259
Total	1 320 503	2 447 357

5.4. – Ventilation du bilan par devise

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	80 271 866	79 787 524	80 029 782	76 628 933
Dollar	15 849 342	12 809 677	13 052 239	11 298 986
Livre Sterling	1 648 299	6 680 405	1 008 487	7 415 515
Franc Suisse	180 860	177 760	192 991	155 238
Yen	1 820 655	67 847	1 807 234	85 209
Autres	227 804	475 613	105 083	611 935
Total	99 998 826	99 998 826	96 195 816	96 195 816

Note 6. – Autres informations

6.1. – Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 111-1 du règlement ANC 2020-01, la BRED Banque Populaire établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BRED.

6.2. – Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 16 février 2024 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au cours de l'année 2024 la BRED Banque Populaire a eu une activité avec :

- sa filiale bancaire au Vanuatu : tenue d'un compte ordinaire bancaire, accord d'un prêt au 31 décembre 2024 à hauteur de 45,3 millions d'euros (prêts en devises, équivalent euros donnés ici), accord d'emprunt(s) à hauteur de 40,5 millions d'euros, impact résultat de - 1,2 million d'euros sur le prêt/emprunt ;
- sa filiale bancaire aux îles Fidji : tenue d'un compte ordinaire bancaire, accord d'emprunt(s) à hauteur de 39,2 millions d'euros, impact résultat de - 2,3 millions d'euros sur emprunt, échange de prestations inférieures à 100 milliers d'euros.

Tableau de résultat des 5 derniers exercices

(En milliers d'euros.)	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice					
Parts sociales : montant	1 375 718	1 495 867	1 681 432	1 893 934	1 962 341
Nombre de parts émises	132 026 661	142 871 707	159 680 143	178 841 760	184 430 565
Capitaux propres	3 633 696	3 957 252	4 271 301	4 983 490	5 184 893
Résultat global des opérations					
Produit net bancaire	1 004 639	1 101 117	1 062 294	1 442 268	1 181 930
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	408 096	449 698	563 513	736 400	432 334
Impôts sur les bénéfices	- 90 503	- 92 703	- 61 234	- 105 871	- 55 603
Participation des salariés due au titre de l'exercice	- 30 433	- 45 100	- 51 281	- 32 966	- 42 460
Résultat après impôts et participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	155 022	223 904	158 559	548 303	197 861
Report à nouveau avant affectation du résultat	110 000	114 216	110 000	110 000	110 000
Résultat porté aux réserves	129 702	196 431	112 746	468 887	140 391
Report à nouveau après affectation	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
Intérêts affectés aux parts sociales	17 569	20 494	37 885	52 001	47 577
Résultat par titre portant jouissance (part sociale)					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,20	2,36	3,16	3,74	1,87
Résultat après impôts et participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,19	1,70	1,11	3,43	1,11
Intérêts versés à chaque part sociale	0,14	0,16	0,26	0,32	0,27
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 516	3 491	3 594	3 637	3 697
Montant de la masse salariale de l'exercice	201 633	207 144	220 485	233 207	244 584
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	105 539	113 826	117 610	118 498	129 580

- les 1 352 196 parts nouvelles créées en décembre 2020 portent jouissance à compter du 30 septembre 2020 ;
- les 10 845 046 parts nouvelles créées en décembre 2021 portent jouissance à compter du 9 août 2021 ;
- les 27 653 482 parts nouvelles créées en décembre 2022 portent jouissance à compter du 9 août 2022 ;
- les 19 161 617 parts nouvelles créées en juin 2023 portent jouissance à compter du 26 juin 2023.
- les 5 588 805 parts nouvelles créées en décembre 2024 portent jouissance à compter du 18 décembre 2024

V. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale constate que l'exercice 2024 présente un résultat bénéficiaire de 197 861 573,69 euros et décide de l'affecter comme suit, conformément aux propositions du Conseil d'administration :

(En euros)	
Bénéfice de l'exercice	197 861 573,69
Dotation à la réserve légale	- 9 893 078,68
Report à nouveau	110 000 000,00
Bénéfice distribuable	297 968 495,01
Intérêts aux parts sociales	47 577 105,11
Dotation aux autres réserves	140 391 389,90
Le solde, soit étant reporté à nouveau.	110 000 000,00

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide de servir, au titre de l'exercice 2024, un intérêt de 0,265 € pour chaque part sociale portant jouissance au 1^{er} janvier 2024.

En application des articles 117 quater et 200 A du Code général des impôts, l'intérêt versé aux parts sociales, est soumis (pour son montant brut et sauf dispense sous conditions de revenus) à un prélèvement à la source qui est définitif, sauf option pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce second cas, l'intérêt versé aux parts sociales est éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3.2° du Code général des impôts et le prélèvement à la source est imputable sur l'impôt dû.

Le paiement de l'intérêt aux parts sociales sera effectué à partir du 1^{er} juin 2025. La totalité de l'intérêt aux parts sociales est payable en numéraire.

Il est rappelé que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents est le suivant :

Exercice	Nombre de parts sociales	Montant total des intérêts distribués aux parts	Montants éligibles à l'abattement de 40 % (1)
2021	142 871 707	20 494 050,01 €	20 494 050,01 €
2022	159 680 143	37 884 972,76 €	37 884 972,76 €
2023	178 841 760	52 001 198,10 €	52 001 198,10 €

(1) Pour les personnes physiques

Cette résolution est adoptée par 50 867 260 voix.

VI. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes individuels annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Bred Banque Populaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

Risque identifié

BRED Banque Populaire est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de la Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Par ailleurs, la Banque enregistre, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur

la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).

Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par la Banque.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.

Notre réponse

Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit :

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties,
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
 - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ;
 - ont apprécié le caractère approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2024,
 - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;
 - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés ;
 - ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans les comptes de la Banque. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Banque des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.

Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 551,8 M€ pour un encours net de 32,9 Mds € (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 1,4 Mds). Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à -165,3 M€ (contre -40,9 M€ sur l'exercice 2023).

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.9, 4.2 et 4.10 de l'annexe.

Valorisation des titres BPCE

Risque identifié

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres. L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.

Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable au sein du bilan de la Banque et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres.

Notre réponse

Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.

Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise des équipes d'experts en évaluation de chaque cabinet.

Les travaux menés ont consisté principalement en :

- une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales entités ;
- l'obtention et la revue des plans d'affaires des filiales et principales participations et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité ;
- un contre-calcul des valorisations ;
- l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels.

Les méthodes et principes comptables afférents aux titres de participation et parts dans les entreprises liées sont décrites dans la note 4.4 de l'annexe.

Valorisation des autres instruments financiers

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités financières ou en lien avec son offre de services à la clientèle, BRED Banque Populaire détient un portefeuille de titres (effets publics, obligations, actions...) et contracte des dérivés.

Ces instruments sont valorisés selon différentes approches, en fonction de leur nature, de leur classement et de leur complexité.

Nous avons considéré que la valorisation des instruments financiers constituait un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du jugement dans leur valorisation, qui porte notamment sur :

- l'utilisation de modèles de valorisation internes ;
- la détermination de paramètres de valorisation non nécessairement observables sur le marché pour les instruments financiers à terme, ou de paramètres de type taux d'actualisation, taux de croissance long terme pour les autres titres non cotés ;
- la prise en compte de trajectoires financières ;
- l'estimation des ajustements de valorisation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité.

Notre réponse

S'agissant de l'activité propre de BRED Banque Populaire, nous avons évalué les processus et les contrôles mis en place pour identifier et valoriser les instruments financiers détenus, notamment la gouvernance des modèles de valorisation et le contrôle des résultats comptabilisés sur ces opérations.

En lien avec nos spécialistes de la modélisation du risque et des techniques quantitatives, nous avons :

- réalisé des valorisations indépendantes sur un échantillon d'instruments dérivés et analysé les écarts éventuels ;
- confronté les valeurs de marché avec les cours de cotation observés en date d'arrêté pour les instruments cotés ;
- analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leurs évolutions dans le temps : nos analyses ont notamment porté sur la gouvernance et les méthodologies retenues sur les réserves de marché constituées.

Nous nous sommes assurés que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes conformes aux principes décrits dans les notes de l'annexe.

Les méthodes et principes comptables afférents relatifs aux instruments financiers sont décrits dans les notes « Titres » et « Instruments financiers à terme », et illustrées par les notes 4.3 et 5.2 de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-après :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bred Banque Populaire par l'Assemblée Générale du 21 mai 1999 pour le cabinet KPMG SA et du 31 mai 2023 pour le cabinet Deloitte & Associés, compte tenu des acquisitions ou fusions de cabinets intervenues depuis ces dates

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG SA était dans la 26ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de

fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 28 avril 2025

KPMG SA
Sophie Meddouri
Associée

Deloitte & Associés
Charlotte Vandeputte
Associée

B. – Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2024

I. – Bilan consolidé

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	5.1	11 155 343	15 801 198
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	14 979 600	13 437 533
Instruments dérivés de couverture	5.3	396 797	460 608
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	22 902 652	16 441 234

Titres au coût amorti	5.5.1	2 649 136	2 482 162
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	9 507 172	8 958 123
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	43 654 490	41 820 293
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		4 713	26
Placements financiers des activités d'assurance	9.3.1	9 652 377	9 047 477
Contrats d'assurance émis – Actif		35 231	43 028
Contrats de réassurance cédée – Actif		116 278	114 712
Actifs d'impôts courants		39 035	24 018
Actifs d'impôts différés	11.2	204 434	307 859
Comptes de régularisation et actifs divers	5.7	1 317 774	1 079 630
Actifs non courants destinés à être cédés	5.8	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12.4.1	437 905	420 960
Immeubles de placement	5.9	2 214	2 436
Immobilisations corporelles	5.10	348 375	341 622
Immobilisations incorporelles	5.10	61 816	46 015
Écarts d'acquisition	3.5.1	57 794	0
Total des actifs		117 523 136	110 828 932

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		333	7
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	1 974 897	1 870 746
Instruments dérivés de couverture	5.3	341 900	386 914
Dettes représentées par un titre	5.11	7 760 911	9 185 203
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.12.1	24 047 688	20 985 478
Dettes envers la clientèle	5.12.2	65 612 569	61 508 761
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	- 1 266
Contrats d'assurance émis – Passif		9 140 664	8 560 212
Contrats de réassurance cédée – Passif		31 760	53 847
Passifs d'impôts courants		42 981	10 011
Passifs d'impôts différés	11.2	10 161	187 482
Comptes de régularisation et passifs divers	5.13	1 324 592	1 259 703
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	5.8	0	0
Provisions	5.14	144 641	143 746
Dettes subordonnées	5.15	5 456	7 349
Capitaux propres		7 084 585	6 670 739
Capitaux propres part du groupe		6 980 778	6 609 541
Capital et primes liées		1 969 442	1 901 416
Réserves consolidées		4 724 478	4 487 090
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		- 104 145	- 98 067
Résultat de la période		391 003	319 102
Participations ne donnant pas le contrôle	5.17	103 807	61 198
Total des passifs et capitaux propres		117 523 136	110 828 932

II. – Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	3 601 423	3 300 904
Intérêts et charges assimilées	4.1	- 3 417 744	- 2 872 962
Commissions (produits)	4.2	676 645	634 061
Commissions (charges)	4.2	- 185 891	- 178 236
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	672 359	277 768
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	56 039	98 940

Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	4.5	3 421	3 175
Produits des contrats d'assurance émis	9.2.1	345 571	340 935
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	9.2.2	- 270 073	- 279 147
Produits et charges afférentes aux activités de réassurance cédée	9.2.3	- 21 551	- 7 585
Produits nets des placements liés aux activités d'assurance	9.2.4	346 758	400 918
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis	9.2.5	- 330 584	- 380 565
Produits ou charges financières afférents à des contrats de réassurance cédée	9.2.6	425	317
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance	9.2.7	3 809	- 272
Produits des autres activités	4.6	13 243	16 666
Charges des autres activités	4.6	- 25 893	- 18 621
Produit net bancaire		1 467 957	1 336 296
Charges générales d'exploitation	4.7	- 768 491	- 759 029
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		- 66 744	- 63 505
Résultat brut d'exploitation		632 722	513 763
Coût du risque de crédit	7.1.1	- 195 498	- 103 619
Résultat d'exploitation		437 224	410 143
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	12.4.2	17 056	31 027
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	33 911	780
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3.5.2	0	0
Résultat avant impôts		488 191	441 951
Impôts sur le résultat	11.1	- 90 781	- 109 439
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0	0
Résultat net		397 411	332 512
Participations ne donnant pas le contrôle		- 6 408	- 13 410
Résultat net part du groupe		391 003	319 102

III. – Résultat global

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat net	397 411	332 512
Éléments recyclables en résultat net	- 5 235	- 4 591
Écarts de conversion	6 765	- 6 683
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	11 952	40 311
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	- 26 673	- 29 227
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	27 901	159 207
Réévaluation des contrats d'assurance en capitaux propres recyclables	- 50 272	- 143 179
Réévaluation des contrats de réassurance cédée en capitaux propres recyclables	72	- 116
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	4 636	- 6 889
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres recyclables	0	0
Impôts liés	20 383	- 18 017
Éléments non recyclables en résultat net	395	26 215
Réévaluation des immobilisations		0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	8 625	- 13 311
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	- 8 935	36 654
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	3	- 477

Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance		0
Réévaluation des contrats d'assurance avec éléments de participation directe – non recyclables		0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables	0	0
Impôts liés	702	3 349
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 4 841	21 623
Résultat global	392 570	354 135
Part du groupe	384 924	346 397
Participations ne donnant pas le contrôle	7 646	7 739

IV. –Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital et primes liées			Titres super-subordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées
	Capital	Primes (1)	Actions de préférence		
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 retraités	1 681 432	7 482	0	0	4 028 563
Affectation du résultat					506 824
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 retraités	1 681 432	7 482	0	0	4 535 387
Distribution	0	0	0	0	- 37 887
Augmentation du capital	212 502	0	0	0	- 10 731
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle			0		0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	212 502	0	0	0	- 48 617
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	0	0	0	0	4 491
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0
Résultat de la période	0	0	0	0	0
Résultat global	0	0	0	0	4 491
Autres variations	0	0	0	0	- 4 171
Capitaux propres au 31 décembre 2023	1 893 934	7 482	0	0	4 487 089
Affectation du résultat de l'exercice	0	0	0	0	319 102
Effets des changements de méthode de calcul des engagements sociaux					- 84
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2024	1 893 934	7 482	0	0	4 806 106
Distribution	0	0	0	0	-52 010
Augmentation de capital	68 407	0	0	0	- 9 222
Autres mouvements	0	- 381	0	0	- 8 525
Transfert entre les composantes de capitaux propres	0	0	0	0	0
Emission de TSSDI	0	0	0	0	0
Remboursement de TSSDI	0	0	0	0	0
Rémunération TSSDI	0	0	0	0	0
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle (1)	0	0	0	0	0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	68 407	- 381	0	0	- 69 757
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	0	0	0	0	2 386
Plus ou moins values reclassées en réserves	0	0	0	0	0
Résultat de la période	0	0	0	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	2 386
Autres variations (2)	0	0	0	0	- 14 257
Capitaux propres au 31 décembre 2024	1 962 341	7 101	0	0	4 724 478

(1) Variation principalement due à l'acquisition de la filiale Madagasikara

(2) Comptabilisation de la correction de 14 228 k€ sur les intérêts sur réserves obligatoires versés en trop par BPCE

(En milliers d'euros.)	Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global						
	Recyclables					Non Recyclables	
	Réserves de conversion	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance	Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 retraités	- 14 416	- 81 850	- 188 438	150 522	35 560	- 38 960	0
Affectation du résultat							
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 retraités	- 14 416	- 81 850	- 188 438	150 522	35 560	- 38 960	0
Distribution	0	0	0	0		0	
Augmentation du capital	0	0	0	0		0	
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle							
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	0		0	
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	- 8 525	28 142	108 654	- 106 361	- 20 817	36 390	0
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0		0	
Résultat de la période	0	0	0	0		0	
Résultat global	- 8 525	28 142	108 654	- 106 361	- 20 817	36 390	0
Autres variations	0	0	0	0		0	
Capitaux propres au 31 décembre 2023	- 22 941	- 53 708	- 79 784	44 161	14 743	- 2 571	0
Affectation du résultat de l'exercice	0	0	0	0		0	
Effets des changements de méthode de calcul des engagements sociaux							
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2024	- 22 941	- 53 708	- 79 784	44 161	14 743	- 2 571	0
Distribution	0	0	0	0		0	
Augmentation de capital	0	0	0	0		0	
Autres mouvements	0	0	0	0		0	
Transfert entre les composantes de capitaux propres	0	0	0	0		0	
Emission de TSSDI	0	0	0	0		0	
Remboursement de TSSDI	0	0	0	0		0	
Rémunération TSSDI	0	0	0	0		0	
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle (1)	0	0	0	0		0	
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	0		0	
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	10 384	8 864	30 916	- 37 144	- 19 452	7 991	
Plus ou moins values reclassées en réserves						- 13 834	
Résultat de la période	0	0	0	0		0	
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	10 384	8 864	30 916	- 37 144	- 19 452	- 5 843	
Autres variations (2)	0	0	0	0		0	
Capitaux propres au 31 décembre 2024	- 12 556	- 44 844	- 48 868	7 018	- 4 710	- 8 414	

(1) Variation principalement due à l'acquisition de la filiale Madagasikara

(2) Comptabilisation de la correction de 14 228 k€ sur les intérêts sur réserves obligatoires versés en trop par BPCE

(En milliers d'euros.)	Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global			Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Non Recyclables						
	Réévaluation des contrats d'assurance avec participation directe	Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestations définies				
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 retraités	0	0	12 221	506 824	6 098 939	55 046	6 153 986
Affectation du résultat				- 506 824			
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 retraités	0	0	12 221	0	6 098 939	55 046	6 153 986
Distribution		0	0	0	- 37 886	0	- 37 886
Augmentation du capital		0	0	0	201 771	0	201 771
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle							
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires		0	0	0	163 885	0	163 885
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	0	0	- 10 188	0	31 786	- 5 671	26 114
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0	0	0	0
Résultat de la période		0	0	319 102	319 102	13 410	332 512
Résultat global	0	0	- 10 188	319 102	350 888	7 739	358 626
Autres variations		0	0	0	- 4 171	- 1 587	- 5 758
Capitaux propres au 31 décembre 2023	0	0	2 033	319 102	6 609 541	61 198	6 670 739
Affectation du résultat de l'exercice		0	0	- 319 102	0	0	0
Effets des changements de méthode de calcul des engagements sociaux					- 84	- 15	- 98
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2024	0	0	2 033	0	6 609 456	61 183	6 670 641
Distribution		0	0	0	- 52 010	- 5 125	- 57 135
Augmentation de capital		0	0	0	59 185	52	59 237
Autres mouvements		0	0	0	- 8 906	- 6	- 8 912
Transfert entre les composantes de capitaux propres		0	0	0	0		
Emission de TSSDI		0	0	0	0		
Remboursement de TSSDI		0	0	0	0		
Rémunération TSSDI		0	0	0	0		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle (1)		0	0	0	0	40 331	40 331
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires		0	0	0	- 1 731	35 251	33 520
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		0	6 197	0	10 142	1 203	11 345
Plus ou moins values reclassées en réserves					- 13 834	0	- 13 834
Résultat de la période		0	0	391 003	391 003	6 408	397 411
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		0	6 197	391 003	387 310	7 611	394 922
Autres variations (2)		0	0	0	- 14 257	-239	- 14 496
Capitaux propres au 31 décembre 2024		0	8 230	391 003	6 980 779	103 807	7 084 585

(1) Variation principalement due à l'acquisition de la filiale Madagasikara

(2) Comptabilisation de la correction de 14 228 k€ sur les intérêts sur réserves obligatoires versés en trop par BPCE

V. – Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôts	488 191	441 951
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	71 208	65 665
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
Dotation nette aux provisions	368 975	325 035
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	- 11 301	- 19 446
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	- 173 973	- 125 085
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	- 522 731	- 661 105
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	- 267 821	- 414 937
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 452 946	- 4 107 358
Flux liés aux opérations avec la clientèle	2 153 327	4 531 543
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	- 9 504 355	- 9 413 890
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	- 153 090	361 075
Impôts versés	- 116 797	- 139 227
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	- 5 167 969	- 8 767 857
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) – Activités poursuivies	- 4 947 599	- 8 740 843
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) – Activités cédées		
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	308 123	- 48 826
Flux liés aux immeubles de placement	18	- 578
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 42 176	- 55 487
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) – Activités poursuivies	265 965	- 104 891
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) – Activités cédées		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	1 715	161 651
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	- 1 893	220
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C) – Activités poursuivies	- 178	161 871
Effet de la variation des taux de change (D) – Activités poursuivies	- 18 557	3 248
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	- 4 700 369	- 8 680 614
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés		
Caisse et banques centrales	15 801 586	33 811 764
Caisse et banques centrales (actif)	15 801 593	33 812 667
Banques centrales (passif)	- 7	- 902
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs (1)	999 132	808 772
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	- 1 848 119	- 10 987 323
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à l'ouverture	14 952 599	23 633 214
Caisse et banques centrales	11 155 384	15 801 586
Caisse et banques centrales (actif)	11 155 717	15 801 593
Banques centrales (passif)	- 333	- 7
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs (1)	1 119 089	999 132
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	- 2 022 243	- 1 848 119
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à la clôture	10 252 230	14 952 599
Variation de la trésorerie nette	- 4 700 369	- 8 680 614

(1) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

VI. – Annexe aux états financiers du Groupe BRED**Note 1. – Cadre général****1.1. – Le Groupe BPCE**

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et Conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité Titres Retail), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney), Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking).

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. – Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 197 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. – Événements significatifs

Augmentation de capital de la BRED Banque Populaire

La BRED Banque Populaire a porté en décembre 2024 son capital social à 1 962 341 211,60 euros à la fois par augmentation de capital en numéraire et par incorporation de réserves.

Les souscriptions en numéraire se sont élevées à 59 185 444,95 euros. L'incorporation de réserves a été de 9 221 528,25 euros.

Le capital social est divisé en cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent trente mille cinq cent soixante-cinq (184 430 565) parts sociales de valeur nominale de dix euros et soixante-quatre centimes (10,64 euros) chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Acquisition BRED Madagasikara

Le 20 décembre 2024, à la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de Société Générale Madagasikara et par les autorités réglementaires compétentes, la BRED Banque Populaire a acquis 70 % des parts de l'entité Société Générale Madagasikara à Madagascar – institution financière spécialisée dans la banque de détail – auprès de la Société Générale pour un montant total de 152 millions d'euros.

Cette acquisition a été réalisée par le biais d'une contrepartie numéraire, financée par un emprunt du même montant.

Au 31 décembre 2024, l'entité nouvellement dénommée BRED Madagasikara Banque Populaire a été consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe.

En raison du peu de temps écoulé entre la clôture de l'acquisition de Société Générale Madagasikara et la publication des états financiers consolidés, le Groupe a enregistré les actifs et passifs identifiables à leurs valeurs comptables enregistrées dans la liasse IFRS de Société Générale Madagasikara. Le Groupe dispose de 12 mois pour finaliser la comptabilité d'acquisition et l'évaluation des actifs et passifs identifiables de Société Générale Madagasikara à leur juste valeur.

Par ailleurs, la part du compte de résultat entre la date d'acquisition et la date de clôture a été jugée non significative aux bornes du Groupe BRED.

Au 31 décembre 2024, le Groupe a enregistré un écart d'acquisition provisoire de 58 millions d'euros.

Dans le cadre de l'opération d'acquisition de Société Générale Madagasikara, COFIBRED a reçu une garantie de passif.

Affectation temporaire au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	
Caisses et banques centrales	171
Actifs financiers à la JV OCI	150
Actifs financiers au coût amorti	666
Immobilisations corporelles et incorporelles	32
Passifs financiers au coût amorti	- 878
Autres	- 6
Actif net acquis à 100 % (C)	135
Participations ne donnant pas le contrôle (B)	41
Prix d'achat total (A)	152
Écart D'ACQUISITION PROVISOIRE (GOODWILL) (A) + (B) - (C) (1) (2) (3)	58

(1) Conformément à la norme IFRS 3 révisée, l'évaluation définitive de l'écart d'acquisition provisoire sera finalisée dans un délai de 12 mois suivant la date d'acquisition.

(2) Les variations des écarts d'acquisition sur la période sont présentés dans la note 3.5 « Écarts d'acquisition ».

(3) L'écart d'acquisition provisoire n'est pas déductible fiscalement.

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de développement de la BRED Banque Populaire à l'international visant à consolider ses activités dans l'océan Indien. Il s'agit d'une région où la BRED Banque Populaire dispose déjà d'une forte présence, à la Réunion et Mayotte où elle est implantée depuis 1985, ainsi qu'à Djibouti à travers sa filiale BCI MR.

En tant que banque coopérative, la BRED Banque Populaire contribue durablement au dynamisme économique et social de ses territoires d'implantation et sera au service de l'ensemble des acteurs économiques de Madagascar.

Elle reprend la totalité des activités opérées par Société Générale Madagasikara, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs.

Ce sont plus de 1 000 collaborateurs qui accompagnent près de 300 000 clients particuliers, entreprises et institutionnels au sein de 70 agences.

Cession de Vialink

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe BRED a cédé sa participation dans la société Vialink au Groupe Signaturit. Le résultat de l'opération s'élève à + 56 millions d'euros au 30 juin 2024, enregistré en Gains ou Pertes sur Autres Actifs.

La BRED détient désormais 19 millions d'euros de titres non consolidés Solar Luxco (groupe Signaturit) soit environ 7 %. La BRED continue à utiliser les produits de Vialink (KYC, signature électronique...) et à maintenir une relation commerciale rapprochée.

Ces produits sont également largement utilisés dans le Groupe BPCE.

Aurora

En 2024 le Groupe BRED a restructuré le groupe Aurora qui était détenu par la BRED via ses filiales belges NJR et IRR et qui était consolidé par mise en équivalence du fait de sa structure juridique. Aurora détenait au travers de différentes structures cinq SAS qui détiennent des centres commerciaux localisés en France. L'opération s'est déroulée en plusieurs étapes au cours de l'année 2024 afin que Cofibred détienne les titres de ces cinq SAS au 31 décembre 2024.

Nouvelle Calédonie

La Nouvelle Calédonie a été le théâtre d'émeutes en mai 2024, ayant entraîné des dommages matériels sur la BCI NC, des vols d'espèces ainsi que la dégradation de la situation économique du pays. La filiale a examiné chacune des créances significatives pouvant être affectée par cette situation et a provisionné en conséquence celles-ci en coût du risque sur encours douteux. La quote-part de résultat de l'entité mise en équivalence est de ce fait passée de 10,8 M€ en 2023 à - 2,1 M€ en 2024.

Mayotte

Le territoire de Mayotte a été frappé par le cyclone Chido en décembre 2024. Les expositions du groupe sur ce territoire via Bred, Sofider et Cofilease ont été couvertes par une provision sectorielle au 31/12/2024. Les impacts détaillés seront analysés en 2025.

1.4. – Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

Note 2. – Normes comptables applicables et comparabilité

2.1. – Cadre réglementaire

Les comptes consolidés du Groupe BRED ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

2.2. – Référentiel

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2022 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le Groupe BRED a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macrocouverture.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BRED a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables

Norme IFRS 18

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Elle a été publiée par l'IASB le 9 avril 2024. Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, la norme IFRS 18 sera applicable au 1^{er} janvier 2027 avec un comparatif au 1^{er} janvier 2026. Une application anticipée est autorisée.

Amendement IFRS 9 phase 1

L'IASB a publié, le 30 mai 2024, les amendements à IFRS 9 « Classement et évaluation des instruments financiers » (modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7) applicables au 1^{er} janvier 2026 sous réserve d'adoption par la Commission européenne. Ces amendements donnent des précisions sur le caractère basique des prêts, le classement des prêts sans recours et les titrisations.

2.3. – Recours à des estimations et jugements

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2024, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 10) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.14) ;
- les actifs et passifs d'assurance (note 9) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 11) ;
- les impôts différés (note 11) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 3.5) ;
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 12.2.2).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

2.4. – Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des normes comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2023. Les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 février 2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 27 mai 2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.5. – Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation

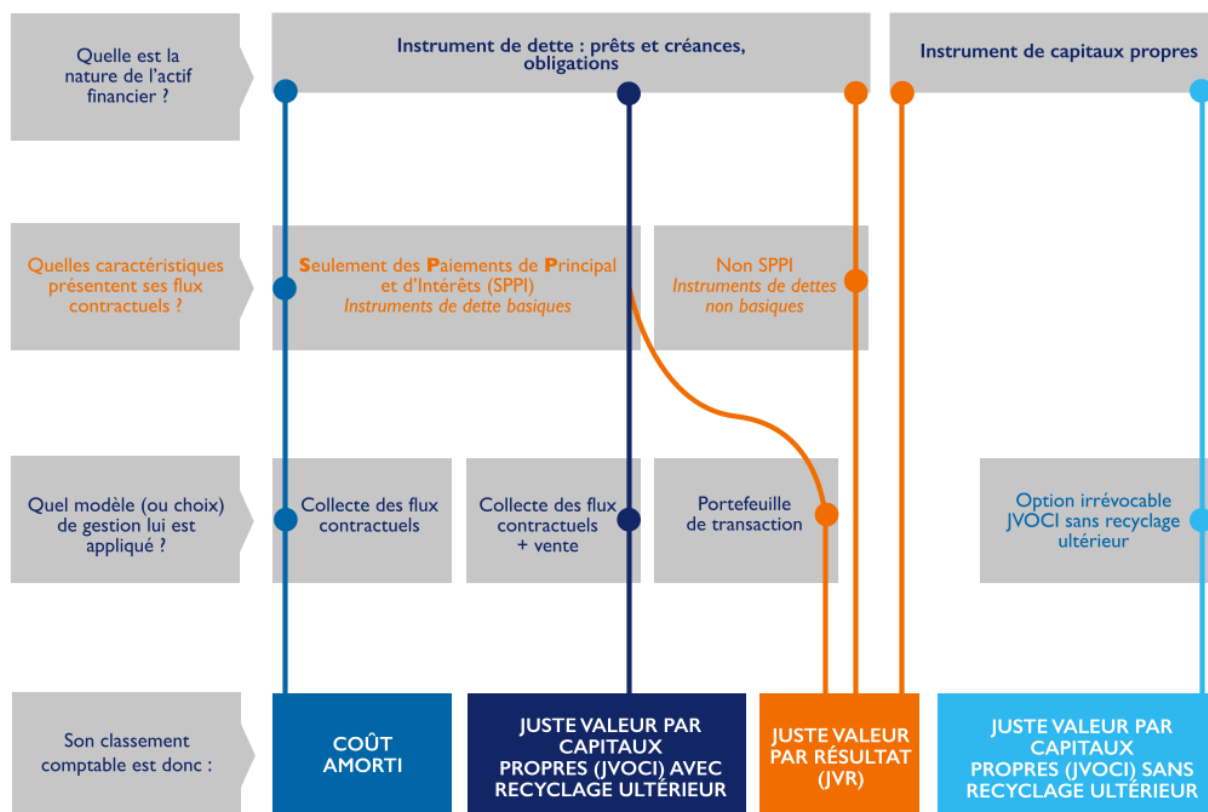
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.5.1. – Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BRED.

Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou business model).



Modèle de gestion ou business model

Le business model de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

À titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
 - les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit,
 - les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus,

- les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).
Pour le Groupe BRED, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication et sauf simplification opérationnelle) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés ;
- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).
Le Groupe BRED applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. À titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie.
Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique ;
- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts).
Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée ;
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux régleménté sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt régleménté fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (mismatch) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garantie, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels ;
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers ;
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Passifs financiers

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti, sauf pour les passifs encourus à des fins de transaction (trading liabilities) et les passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer à la juste valeur selon l'option juste valeur.

En date de comptabilisation initiale, les principes de comptabilisation décrits pour les actifs financiers s'appliquent à l'identique aux passifs financiers, à ce titre :

- les passifs financiers classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti sont comptabilisés à la juste valeur minorée ou majorée des coûts de transaction ;
- les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction associés seront comptabilisés directement au compte de résultat.

Si un passif financier est désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat alors :

- le montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit du passif (i.e. le spread émetteur) est à présenter en capitaux propres excepté si cet enregistrement aurait pour conséquence de créer ou accroître une non-concordance comptable au niveau du résultat (la détermination de cette non-concordance se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite). Les montants inscrits en capitaux propres ne sont pas, par la suite, recyclés en résultat ;
- le reste de la variation de la juste valeur du passif financier est présenté en résultat.

Le traitement des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation, le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

2.5.2. – Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêt, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la

juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

La norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » présente un certain nombre de critères quantitatifs et qualitatifs pour évaluer si une économie est hyperinflationniste, parmi lesquels un taux cumulé d'inflation sur trois ans approchant ou dépassant 100 %. Le Laos est en hyperinflation au 31 décembre 2024. La filiale dans ce pays est donc en situation d'hyperinflation au sens IAS 29 mais l'impact étant non significatif, les comptes de la filiale n'ont pas été retraités au 31 décembre 2024.

Note 3. – Consolidation

3.1. – Entité consolidante

L'établissement consolidant est la BRED Banque Populaire SA.

3.2. – Périmètre de consolidation – méthodes de consolidation et de valorisation

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable. Le périmètre des entités consolidées par le Groupe BRED figure en note 14 – Détail du périmètre de consolidation.

3.2.1. – Entités contrôlées par le groupe

Les filiales contrôlées par le Groupe BRED sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 14.5.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

3.2.2. – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 » dépréciation d'actifs ».

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet,

IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9. Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

3.2.3. – Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

3.3. – Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.3.1. – Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2. – Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés ont été éliminés. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3. – Regroupements d'entreprises

En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût du regroupement d'entreprise pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement, ou
 - des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle),
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes est effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

3.3.4. – Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées – part du groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées – part du groupe » ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées – part du groupe » pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

3.3.5. – Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

3.4. – Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2024

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2024 sont les suivantes :

- cession de Vialink au second trimestre ;
- consolidation par Intégration Globale de BRED Madagasikara Banque Populaire détenue à 70 % ;
- liquidation de Aurora Capital SA au quatrième trimestre.

En 2024, le nombre de sociétés consolidées s'élève à 35 dont 31 sociétés consolidées par intégration globale et 4 consolidées par mise en équivalence.

3.5. – Écarts d'acquisition

3.5.1. – Valeur des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note relative au périmètre de consolidation.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur nette à l'ouverture	0	0
Acquisitions (1)	57 794	0
Perte de valeur	0	0
Reclassements et autres mouvements	0	0
Écarts de conversion	0	0
Valeur nette à la clôture	57 794	0

(1) L'écart d'acquisition de 57,8 M€ au 31 décembre 2024 est lié à l'acquisition de BRED Madagasikara.

Tests de dépréciation

Conformément à la réglementation, l'ensemble des écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés.

3.5.2. – Variations de valeur des écarts d'acquisition

Néant.

Note 4. – Notes relatives au compte de résultat

L'essentiel

Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les commissions ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti ;
- le produit net des activités d'assurance ;
- les produits et charges des autres activités.

4.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB ;
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit (1)	789 596	- 1 220 148	- 430 552	796 903	- 984 670	- 187 767
Prêts / emprunts sur la clientèle	1 356 761	- 1 680 341	- 323 580	1 227 624	- 1 262 513	- 34 889
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	135 497	- 357 043	- 221 546	116 069	- 393 463	- 277 394

Dettes subordonnées	///	0	0	///	0	0
Passifs locatifs	///	- 953	- 953	///	- 661	- 661
Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	2 281 854	- 3 258 485	- 976 631	2 140 596	- 2 641 307	- 500 711
Opérations de location-financement	19 562	0	19 562	14 193	0	14 193
Titres de dettes	686 108	///	686 108	390 598	///	390 598
Autres	0	///	0	0	///	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	686 108	///	686 108	390 598	///	390 598
Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la JV par capitaux propres (1)	2 987 524	- 3 258 485	- 270 961	2 545 387	- 2 641 307	- 95 920
Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	6 077	///	6 077	4 637	///	4 637
Instruments dérivés de couverture	601 439	- 158 419	443 020	738 323	- 228 132	510 191
Instruments dérivés pour couverture économique	6 384	- 840	5 544	12 558	- 3 523	9 035
Total des produits et charges d'intérêt	3 601 423	- 3 417 744	183 680	3 300 904	- 2 872 962	427 942

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 68,115 millions d'euros (58,271 millions d'euros en 2024) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial sont nulles au titre de la reprise nette (produit) à la provision épargne logement pour 2,3 millions d'euros (1 million d'euros de reprise nette au titre de l'exercice 2023).

4.2. – Produits et charges de commissions

Principes comptables

En application de norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 17) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière ;
- les produits des autres activités, (cf. note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location ;
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe.

Il en ressort que les commissions donc sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

Commissions sur prestations de service

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;

- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	7 666	- 712	6 954	8 916	- 691	8 225
Opérations avec la clientèle	192 981	- 317	192 664	191 494	- 443	191 051
Prestation de services financiers	58 258	- 18 865	39 393	45 943	- 13 244	32 699
Vente de produits d'assurance vie	7 340	///	7 340	5 814	///	5 814
Moyens de paiement	302 604	- 153 566	149 038	287 335	- 152 368	134 967
Opérations sur titres	9 358	0	9 358	10 793	0	10 793
Activités de fiducie	7 864	0	7 864	6 866	0	6 866
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	69 443	- 11 797	57 646	60 587	- 11 048	49 539
Autres commissions	21 131	- 635	20 496	16 313	- 443	15 870
Total des commissions	676 645	- 185 891	490 754	634 061	- 178 236	455 825

4.3. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro-couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat (1)	622 226	412 958
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
- Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
- Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Résultats sur opérations de couverture	- 41 615	- 230 853
- Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	0	0
- Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	- 41 615	- 230 853
Variation de la couverture de juste valeur	- 106 822	- 372 610
Variation de l'élément couvert	65 207	141 757
Résultats sur opérations de change	91 748	95 663
Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat	672 359	277 768

(1) Y compris couverture économique de change.

La ligne « Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat » inclut sur l'exercice 2024 :

- la variation de juste valeur des dérivés qui sont :
 - soit détenus à des fins de transaction,
 - soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères restrictifs requis par la norme IAS 39 ;

- la variation de juste valeur des dérivés affectée à hauteur de 2,489 millions d'euros par l'évolution des réfections pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA, Debit Valuation Adjustment – DVA et Funding Valuation Adjustment – FVA).

Marge initiale (day one profit)

Non applicable au 31/12/2024.

4.4. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat ;
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts ;
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés ;
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque ;
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	- 2 354	44 278
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	58 393	54 662
Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	56 039	98 940

4.5. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti

Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Gains	Pertes	Net	Gains	Pertes	Net
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	3 282	0	3 282	3 214	0	3 214
Titres de dettes	262	0	262	0	0	0
Gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti	3 544	0	3 544	3 214	0	3 214
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	- 123	- 123	11	- 50	- 39
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti	0	- 123	- 123	11	- 50	- 39
Total des gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	3 544	- 123	3 421	3 225	- 50	3 175

4.6. – Produits et charges des autres activités

Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur activités immobilières	0	0	0	0	0	0
Produits et charges sur opérations de location	2 982	0	2 982	3 092	0	3 092
Produits et charges sur immeubles de placement	0	- 205	- 205	0	- 231	- 231
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	4 584	0	4 584	4 954	0	4 954
Charges refacturées et produits rétrocédés	94	- 128	- 34	441	- 171	270
Autres produits et charges divers d'exploitation	5 584	- 26 837	- 21 253	8 179	- 24 605	- 16 426
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	///	1 277	1 277	///	6 386	6 386
Autres produits et charges d'exploitation bancaire (1)	10 262	- 25 688	- 15 426	13 574	- 18 390	- 4 816
Total des produits et charges des autres activités	13 244	- 25 893	- 12 649	16 666	- 18 621	- 1 955

(1) Pour rappel en 2021, un produit de 4,91 millions d'euros comptabilisé au sein du poste « Produits des autres activités » au titre de l'amende Échange Image-Chèque (EIC) suite à la décision favorable rendue par la Cour d'Appel de renvoi. Compte tenu de l'incertitude et de l'historique sur le dossier (cf. Risques juridiques dans la partie du Gestion des risques), une provision d'un montant équivalent a été comptabilisée en contrepartie au poste « Charges des autres activités ». Le 28 juin 2023, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'Autorité de la concurrence. Le dossier est donc définitivement clos, tout éventuelle voie de recours semblant hautement improbable. En conséquence, la provision pour litiges, amendes et pénalités constituée en 2021, a été reprise (pour les établissements concernés).

Les produits et charges des activités d'assurance sont présentés en note 9.

4.7. – Charges générales d'exploitation

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 69,02 millions d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 14,97 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 54,05 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire – FRN

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et l'ordonnance n° 20151024 transposant cette directive, ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. Le fonds est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution – ACPR – pour les établissements situés en France). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément aux décisions 2019-CR-03 et 2019-CR-04 sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, l'ACPR a déterminé les contributions au fonds de résolution pour l'année 2024.

La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par le groupe est nul en 2024 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5 % pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés à €ster - 20bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 34,6 millions d'euros au 31 décembre 2024. Il est comptabilisé au coût amorti à l'actif du bilan sur la ligne « Comptes de régularisation et actifs divers » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2024. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges de personnel	- 551 705	- 518 070
Impôts, taxes et contributions réglementaires	- 25 921	- 57 769
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	- 182 517	- 173 957
Charges de location	- 8 348	- 9 232
Autres frais administratifs	- 216 786	- 240 958
Total des charges générales d'exploitation	- 768 491	- 759 029

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe restent présentées en frais de gestion. Le montant des cotisations en PNB s'élève à 20 millions d'euros en 2024 et le montant des cotisations en charges d'exploitation s'élève à 33 millions d'euros en 2023 contre 33 millions d'euros en 2023.

4.8. – Gains ou pertes sur autres actifs

Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession et provisions des titres de participation consolidés.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	196	780
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	33 715	0
Total des gains ou pertes sur autres actifs	33 911	780

Note 5. – Notes relatives au bilan

5.1. – Caisse, banques centrales

Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse	366 257	310 009
Banques centrales	10 789 086	15 491 189
Total caisse, banques centrales	11 155 343	15 801 198

5.2. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement-livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.2.1. – Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option (1)	Total	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option (1)	Total
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers (3)			Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers (3)		
Effets publics et valeurs assimilées	1 829 237	0	0	1 829 237	1 629 296	0	0	1 629 296
Obligations et autres titres de dettes	1 196 818	584 564	0	1 781 382	1 058 698	612 488	0	1 671 186
Autres			0		0	0	0	0
Titres de dettes	3 026 055	584 564	0	3 610 619	2 687 994	612 488	0	3 300 482
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension	0	146 471	0	146 471	0	137 245	0	137 245
Prêts à la clientèle hors opérations de pension	0		0		0	0	0	0
Opérations de pension (2)	0		0		0	0	0	0
Prêts	0	146 471	0	146 471	0	137 245	0	137 245
Instruments de capitaux propres	8 681 215	46 550	///	8 727 765	7 402 682	3 978	///	7 406 660
Dérivés de transaction (2)	2 494 745	///	///	2 494 745	2 593 146	///	///	2 593 146
Dépôts de garantie versés	0	///	///	///	0	///	///	0
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	14 202 015	777 585	0	14 979 600	12 683 822	753 711	0	13 437 533

(1) Uniquement dans le cas d'une « non-concordance comptable ».

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.23) ou (cf. note 5.15.1).

(3) Inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts d'OPCVM ou de FCPR présentés au sein des obligations et autres titres de dettes (3,08 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 3,08 millions d'euros au 31 décembre 2023). Les prêts à la clientèle comprennent notamment certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales. Cette catégorie inclut également les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'a pas été fait le choix de les évaluer par capitaux propres pour un montant de 2,716 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 2,46 millions d'euros au 31 décembre 2023. Les critères de classement des actifs financiers en juste valeur par le résultat en raison du non-respect du critère SPPI retenus par le groupe sont communiqués en note 2.5.1.

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA / DVA (Credit Valuation Adjustment et Debit Valuation Adjustment).

5.2.2. – Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1^{er} janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

- élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable.
L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie ;
- alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance.
L'option s'applique dans le cas de passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur ;
- instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés.
Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.
L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
Ventes à découvert	96 310	///	96 310	86 596	///	86 596
Dérivés de transaction	1 785 032	///	1 785 032	1 686 157	///	1 686 157
Comptes à terme et emprunts interbancaires	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre non subordonnées	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	///	-	-	///	-	-
Opérations de pension	-	///	-	-	///	-
Dépôts de garantie reçus	-	///	-	-	///	-
Autres	///	93 555	93 555	///	97 993	97 993
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 881 342	93 555	1 974 897	1 772 753	97 993	1 870 746

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est négative et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IFRS 9.

5.2.3. – Instruments dérivés de transaction

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	96 351 018	854 946	921 266	83 006 735	1 128 222	1 119 030
Instruments sur actions	23 431 014	103 843	160 265	38 311 232	69 771	143 580
Instruments de change	52 081 422	633 201	657 385	37 473 095	355 361	345 049
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	171 863 454	1 591 990	1 738 917	158 791 062	1 553 354	1 607 659
Instruments de taux	5 942 072	41 965	41 382	5 857 189	77 177	75 074
Instruments sur actions	2 967 928	858 858	0	2 837 423	960 711	0
Instruments de change	183 662	700	1 466	138 126	1 276	486
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	9 093 662	901 523	42 848	8 832 738	1 039 164	75 560
Dérivés de crédit	102 249	1 232	3 267	73 126	628	2 938
Total des instruments dérivés de transaction	181 059 365	2 494 745	1 785 032	167 696 926	2 593 146	1 686 157
Dont marchés organisés	16 776 964	858 858	0	35 166 835	960 711	0
Dont opérations de gré à gré	164 282 401	1 635 887	1 785 032	132 530 091	1 632 435	1 686 157

5.3. – Instruments dérivés de couverture

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE, et donc le Groupe BRED, a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macrocouverture.

Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bicourbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité. En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures – taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture)

Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt. Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %. Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bicourbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de surcouverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

Couverture d'un investissement net libellé en devises

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie. Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	36 415 987	322 681	268 613	25 951 313	387 811	293 350
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	1 253 416	36 180	488	1 221 786	0	30 035
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	37 669 403	358 861	269 101	27 173 099	387 811	323 385
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de juste valeur	37 669 403	358 861	269 101	27 173 099	387 811	323 385
Instruments de taux	5 523 820	37 936	67 074	3 830 492	63 705	63 529
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	96 565	0	5 725	259 295	9 092	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	5 620 385	37 936	72 799	4 089 787	72 797	63 529
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	5 620 385	37 936	72 799	4 089 787	72 797	63 529
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0	0	0
Total des instruments dérivés de couverture	43 289 788	396 797	341 900	31 262 886	460 608	386 914

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Échéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Inf. à 1 an	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	Sup. à 5 ans
Couverture de taux d'intérêts	4 925 067	32 244 020	4 640 720	130 000
Instruments de couverture de flux de trésorerie	1 132 820	4 040 000	221 000	130 000
Instruments de couverture de juste valeur	3 792 247	28 204 020	4 419 720	0
Couverture du risque de change	96 565	1 253 416	0	0
Instruments de couverture de flux de trésorerie	96 565	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	1 253 416	0	0
Couverture des autres risques	0	0	0	0

Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0
Total	5 021 632	33 497 436	4 640 720	130 000

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés principalement présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Éléments couverts

Couverture de juste valeur

(En milliers d'euros.)	Couverture de juste valeur								
	Au 31 décembre 2024								
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	Dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	Dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	Dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
Actifs									
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	19 270 480	- 107 063	-	1 208 880	- 19 082	-	-	-	-
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	19 270 480	- 107 063	-	1 208 880	- 19 082	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	17 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	17 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs									
Passifs financiers au coût amorti	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 487 480	- 107 063	-	1 208 880	- 19 082	-	-	-	-

(1) Intérêts courus exclus.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

(En milliers d'euros.)	Couverture de juste valeur								
	Au 31 décembre 2023								
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	Dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	Dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	Dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
Actifs									

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 554 701	- 272 452	-	1 250 794	- 3 804	-	-	-	-
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	12 554 701	- 272 452	-	1 250 794	- 3 804	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	17 000	-	-	348 248	- 5 542	-	-	-	-
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	17 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	348 248	- 5 542	-	-	-	-
Passifs									
Passifs financiers au coût amorti	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	12 771 701	- 272 452	-	1 599 042	- 9 346	-	-	-	-

(1) Intérêts courus exclus.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

Dans le cadre de ses activités de marché et de sa gestion actif-passif, la BRED Banque Populaire possède des titres en euros et en dollars dont la rémunération est indexée sur l'inflation. Pour limiter son exposition aux divers risques générés par ces titres, la BRED a contracté des dérivés. Ces opérations suivent les règles classiques de comptabilité de couverture décrites en note 5.3.

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues (1)	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (2)	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	- 29 144	- 29 144	-	-	10 522
Couverture de risque de change	- 5 725	- 5 725	-	-	- 135
Couverture des autres risques	-	-	-	-	-
Total – couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises	- 34 869	- 34 869	-	-	10 387

(1) Dont ICNE des couvertures de flux de trésorerie pour un montant de 6,04 millions d'euros.

Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues (1)	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (2)	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	176	176	-	-	- 16 297
Couverture de risque de change	9 092	9 092	-	-	- 281
Couverture des autres risques	-	-	-	-	-
Total – couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises	9 268	9 268	-	-	- 16 578

(1) Dont ICNE des couvertures de flux de trésorerie pour un montant de 9,17 millions d'euros.

Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et au solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises – Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres

Cadrage des OCI (En milliers d'euros.)	01/01/2024	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment – élément non financier	Élément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2024
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	22 057	- 27 771	-			- 5 714
Dont couverture de taux	22 338	- 27 916				- 5 578
Dont couverture de change	- 281	146				- 135
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
Total	22 057	- 27 771	0	0	0	- 5 714

Cadrage des OCI (En milliers d'euros.)	01/01/2023	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment – élément non financier	Élément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2023
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	45 140	- 23 083	0			22 057
Dont couverture de taux	45 088	- 22 750				22 338
Dont couverture de change	52	- 333				- 281
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
Total	45 140	- 23 083	0			22 057

5.4. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » (note 4.4).

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0
Titres de dettes	21 640 176	15 218 902
Actions et autres titres de capitaux propres	1 262 476	1 222 332
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 902 652	16 441 234
Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues (1)	- 5 068	- 7 933
Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts)	- 70 420	- 73 440
- Instruments de dettes	- 60 439	- 72 391
- Instruments de capitaux propres	- 9 981	- 1 049
(1) Détail présenté dans la note 7.1.2.2.		

Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participations ;
- des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI). Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
Titres de participations	971 455	45 000	-	-	923 747	42 148	- 69 145	- 5 421
Actions et autres titres de capitaux propres	291 021	13 391	-	-	298 585	12 512	- 103 588	3 133
Total	1 262 476	58 391	-	-	1 222 332	54 660	- 172 733	- 2 288

Les titres de participations comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante « Réserves consolidées » durant la période concerne les cessions et s'élève à + 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2024.

5.5. – Actifs au coût amorti

Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Prêts garantis par l'État

Le prêt garanti par l'État (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n° 2020289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du ministre de l'Économie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'État.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'État couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la déchéance de son terme. La garantie de l'État pourra être appelée avant la déchéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'État sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du ministre de l'Économie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 2.5.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie « coût amorti » puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 2.5.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'État, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le Groupe BPCE à l'État est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCl (Purchased or Originated Credit Impaired).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en Statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine (notamment pour des entreprises qui seraient au – ou proches du – plafond des 25 % du PGE). Le plafond autorisé est de 15 % du chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices comptables, ou les deux derniers exercices si elles ne disposent que d'un exercice comptable, ou calculé comme le chiffre d'affaires annualisé par projection linéaire à partir du chiffre d'affaires réalisé à date si elles ne disposent d'aucun exercice comptable clos. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15 % du CA, ce PGE complémentaire prendra la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2023.

Renégociations et restructurations

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial,

des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (exemples : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise de la Covid-19, viennent modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière desdites entreprises.

Frais et commissions

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers telles que les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison. Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison. En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers. Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

5.5.1. – Titres au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	375 527	388 353
Obligations et autres titres de dettes	2 274 448	2 098 518
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 839	- 4 709
Total des titres au coût amorti	2 649 136	2 482 162

La juste valeur des titres est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.5.2. – Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	1 119 907	999 957
Opérations de pension	670 256	929 446
Comptes et prêts (1)	6 862 334	6 460 054
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit	714	718
Dépôts de garantie versés	864 334	578 049
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 10 374	- 10 100
Total	9 507 171	8 958 124

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 2 162,19 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 947,18 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 5 814,85 millions d'euros au 31 décembre 2024 (5 507,96 millions d'euros au 31 décembre 2023).

5.5.3. – Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	2 319 666	2 100 261
Autres concours à la clientèle	41 871 896	40 325 575
- Prêts à la clientèle financière	35 356	38 990
- Crédits de trésorerie (1)	9 578 087	9 080 673
- Crédits à l'équipement	10 500 693	9 960 638
- Crédits au logement	16 941 297	16 858 635
- Crédits à l'exportation	427 492	339 994
- Opérations de pension	976 914	960 971
- Opérations de location-financement	383 557	334 146
- Prêts subordonnés (2)	13 113	13 262
- Autres crédits	3 015 387	2 738 266
Autres prêts ou créances sur la clientèle	31	4 565
Dépôts de garantie versés	624 813	440 892
Prêts et créances bruts sur la clientèle	44 816 406	42 871 293
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 1 161 916	- 1 051 000
Total	43 654 490	41 820 293

(1) Les prêts garantis par l'État (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 0,623 milliard d'euros au 31 décembre 2024 contre 1,048 milliard d'euros au 31 décembre 2023.

(2) Depuis le 31 décembre 2021, 0,70 million d'euros de Prêts Participatifs Relance (PPR) ont été comptabilisés.

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.6. – Reclassements d'actifs financiers

Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont limités. Il n'est pas possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

5.7. – Comptes de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	70 161	90 487
Charges constatées d'avance	155 933	135 718
Produits à recevoir	29 267	31 292
Autres comptes de régularisation	362 148	305 907
Comptes de régularisation – actif	617 509	563 404
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	0	0
Dépôts de garantie versés	0	0
Débiteurs divers	700 265	516 226
Actifs divers	700 265	516 226
Total des comptes de régularisation et actifs divers	1 317 774	1 079 630

5.8. – Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées**Principes comptables**

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

Le Groupe BRED ne dispose pas de tels actifs.

5.9. – Immeubles de placement**Principes comptables**

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés à la juste valeur	///	///	///	///	///	112
Immeubles comptabilisés au coût historique	5 222	- 3 008	2 214	5 135	- 2 811	2 324
Total des immeubles de placement			2 214			2 436

Le Groupe BRED a restructuré la détention de cinq sociétés portant des actifs immobiliers, qui sont désormais détenues en direct par le biais de Cofibred. La valeur du patrimoine détenu par ces sociétés, non consolidées au 31 12 2024, représente un total de 89,7 millions d'euros.

Les immeubles de placement détenus par les filiales d'assurance sont présentés avec les placements d'assurance (cf. note 9).

5.10. – Immobilisations

Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative. Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues pour les Banques Populaires :

- façades / couverture / étanchéité : 20 à 40 ans ;
- fondations / ossatures : 30 à 60 ans ;
- ravalements : 10 à 20 ans ;
- équipements techniques : 10 à 20 ans ;
- aménagements intérieurs : 8 à 15 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 15 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations corporelles	659 590	- 380 762	278 828	588 005	- 321 417	266 588
Biens immobiliers	268 225	- 114 290	153 935	262 088	- 104 717	157 371
Biens mobiliers	391 365	- 266 472	124 893	325 917	- 216 699	109 217
Immobilisations corporelles données en location simple	0	0	0	0	0	0
Biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	159 386	- 89 839	69 547	158 689	- 83 655	75 034
Portant sur des biens immobiliers	159 386	- 89 839	69 547	158 689	- 83 655	75 034
Dont contractés sur la période	15 516	- 2 401	13 115	10 000	- 1 162	8 838
Portant sur des biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
Dont contractés sur la période	0	0	0	0	0	0
Total des immobilisations corporelles	818 976	- 470 601	348 375	746 694	- 405 072	341 622
Immobilisations incorporelles	180 965	- 119 149	61 816	144 452	- 98 437	46 015
Droit au bail	35 379	- 11 598	23 781	28 203	- 11 441	16 762
Logiciels	129 185	- 102 601	26 584	104 015	- 82 112	21 903
Autres immobilisations incorporelles	16 401	- 4 950	11 451	12 234	- 4 884	7 350
Total des immobilisations incorporelles	180 965	- 119 149	61 816	144 452	- 98 437	46 015

5.11. – Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Une catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires	34 731	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	7 675 029	9 123 071
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	17 899	17 660
Dettes non préférées	0	0
Total	7 727 659	9 140 731
Dettes rattachées	33 252	44 472
Total des dettes représentées par un titre	7 760 911	9 185 203

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 10.

5.12. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres, sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Ces dettes émises sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.11).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

5.12.1. – Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 10.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	2 022 243	1 848 119
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	142	455
Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés	2 022 385	1 848 574
Emprunts et comptes à terme	16 107 611	15 318 593
Opérations de pension	4 796 154	2 964 989
Dettes rattachées	94 163	84 732
Dettes à terme envers les établissements de crédit et assimilés	20 997 928	18 368 314
Dépôts de garantie reçus	1 027 375	768 590
Total des dettes envers les établissements de crédit et assimilés	24 047 688	20 985 478

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 10.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 18 207,47 millions d'euros au 31 décembre 2024 (17 245,22 millions d'euros au 31 décembre 2023).

5.12.2. – Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	27 623 439	29 735 235
Livret A	2 434 503	2 185 556
Plans et comptes épargne-logement	1 624 867	1 733 682
Autres comptes d'épargne à régime spécial	4 179 851	4 038 664
Dettes rattachées	- 195	- 135
Comptes d'épargne à régime spécial	8 239 026	7 957 767
Comptes et emprunts à vue	10 325 828	7 689 875
Comptes et emprunts à terme	16 919 422	15 568 224
Dettes rattachées	162 267	138 013
Autres comptes de la clientèle	27 407 518	23 396 113
À vue	0	0
À terme	2 326 910	418 207
Dettes rattachées	6 245	1 360
Opérations de pension	2 333 155	419 567
Autres dettes envers la clientèle	0	0
Dépôts de garantie reçus	9 431	79
Total des dettes envers la clientèle	65 612 569	61 508 761

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 10.

5.13. – Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	216 803	166 940
Produits constatés d'avance	129 676	201 472
Charges à payer	342 289	202 353
Autres comptes de régularisation créditeurs	144 240	261 665
Comptes de régularisation – passif	833 007	832 429
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	1	5
Créditeurs divers	421 076	351 959
Passifs locatifs	70 508	75 310
Passifs divers	491 585	427 274
Total des comptes de régularisation et passifs divers	1 324 592	1 259 703

5.14. – Provisions**Principes comptables**

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement nécessitera une sortie de ressources, et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement, en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

5.14.1. – Synthèse des provisions

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements (1)	31/12/2024
Provisions pour engagements sociaux (2)	38 093	4 087	0	- 6 683	- 443	35 055
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Risques légaux et fiscaux	20 014	15 278	0	- 11 240	3 045	27 098
Engagements de prêts et garanties (3)	48 923	14 911	0	- 17 611	601	46 824
Provisions pour activité d'épargne-logement	18 773	69	0	- 2 313	0	16 529
Autres provisions d'exploitation	17 942	5 966	0	- 4 905	131	19 135
Total des provisions	143 746	40 312	0	- 42 752	3 335	144 641

(1) Les autres mouvements comprennent les écarts de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (5 183 millions d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

(2) Dont 850 milliers d'euros liés aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme s'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report des droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe BPCE a provisionné l'impact potentiel dans ses comptes au 31 décembre 2024.

(3) Les provisions pour engagements de prêts et garanties sont détaillées dans la note 7.1.2.

5.14.2. – Engagements sur les contrats d'épargne-logement

5.14.2.1. – Encours collectés au titre de l'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
- Ancienneté de moins de 4 ans	85 486	201 764
- Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	372 669	809 800
- Ancienneté de plus de 10 ans	970 425	604 134
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	1 428 580	1 615 698
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	218 615	211 560
Total des encours collectés au titre de l'épargne-logement	1 647 195	1 827 258

5.14.2.2. – Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne-logement	1 152	244
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne-logement	295	174
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement	1 447	418

5.14.2.3. – Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Provisions constituées au titre des PEL		
- Ancienneté de moins de 4 ans	-	1 918
- Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	-	1 624
- Ancienneté de plus de 10 ans	12 758	9 722
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	12 758	13 265
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	3 760	5 535
Provisions constituées au titre des crédits PEL	7	- 25
Provisions constituées au titre des crédits CEL	4	- 2
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	11	- 26
Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement	16 529	18 773

5.15. – Dettes subordonnées**Principes comptables**

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0
Dettes subordonnées à la juste valeur par résultat	0	0
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	5 456	7 349
Dettes subordonnées et assimilés	5 456	7 349
Dettes rattachées	0	0
Réévaluation de la composante couverte	0	0
Dettes subordonnées au coût amorti	5 456	7 349
Total des dettes subordonnées	5 456	7 349

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 10.

Évolution des dettes subordonnées et assimilées au cours de l'exercice

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Émission	Remboursement (1)	Autres mouvements	31/12/2024
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0	0	0	
Dettes subordonnées à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0	0	0	
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	
Actions de préférence	0	0	0	0	
Dépôts de garantie à caractère mutuel	7 349	249	- 2 142	0	5 456

Dettes subordonnées au coût amorti	7 349	249	- 2 142	0	5 456
Dettes subordonnées et assimilés	7 349	249	- 2 142	0	5 456
(1) Les remboursements concernent uniquement des dépôts de garantie à caractère mutuel.					

5.16. – Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1^{er} janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

5.16.1. – Parts sociales

Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	178 841 760	10,59	1 893 934	159 680 143	10,53	1 681 432
Augmentation de capital	5 588 805	10,59	59 185	19 161 617	10,53	201 771
Réduction de capital						
Autres variations		0,05	9 222		0,06	10 731
Valeur à la clôture	184 430 565	10,64	1 962 341	178 841 760	10,59	1 893 934

5.16.2. – Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Devise	Montant (en devise d'origine)	Date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêt (2)	Taux	Nominal (En milliers d'euros.) (1)	
							31/12/2024	31/12/2023
Total							0	0

(1) Nominal converti en euros au cours de change en vigueur à la date de classement en capitaux propres.

(2) Date de majoration d'intérêts ou date de passage de taux fixe à taux variable.

5.17. – Participations ne donnant pas le contrôle

Les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du groupe sont présentées dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros.)				31/12/2024		
				Participations ne donnant pas le contrôle		
Nom de l'entité	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle (En %.)	Pourcentage de contrôle des participations ne donnant pas le contrôle (si différent) (En %.)	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Filiales						
BRED Vanuatu	Vanuatu	15,00 %	15,00 %	1 524	10 362	690
BCI Mer Rouge	Djibouti	49,00 %	49,00 %	6 382	25 260	3 600
Banque Franco Lao	Laos	30,00 %	30,00 %	742	8 717	0
BRED Fidji	Fidji	10,00 %	10,00 %	773	8 726	0
BRED Madagasikara BP	Madagascar	30,00 %	30,00 %	-2 451	38 052	0
Autres entités				-562	12 690	
Entités structurées						
Total au 31/12/2024				6 408	103 807	4 290

(1) Les informations financières présentent des montants sociaux IFRS.

(En milliers d'euros.)				31/12/2024			
				Informations financières résumées à 100 % (1)			
Nom de l'entité	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle (En %.)	Pourcentage de contrôle des participations ne donnant pas le contrôle (si différent) (En %.)	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Filiales							
BRED Vanuatu	Vanuatu	15,00 %	15,00 %	459 351	390 277	10 159	10 159
BCI Mer Rouge	Djibouti	49,00 %	49,00 %	735 113	683 562	13 411	13 411
Banque Franco Lao	Laos	30,00 %	30,00 %	136 494	107 523	2 474	2 474
BRED Fidji	Fidji	10,00 %	10,00 %	979 912	892 653	7 730	7 730
BRED Madagasikara BP	Madagascar	30,00 %	30,00 %	1 049 411	922 572	0	116
Autres entités							
Entités structurées							
Total au 31/12/2024				3 360 281	2 996 587	33 774	33 890

(1) Les informations financières présentent des montants sociaux IFRS.

(En milliers d'euros.)				31/12/2023		
				Participations ne donnant pas le contrôle		
Nom de l'entité	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle (En %.)	Pourcentage de contrôle des participations ne donnant pas le contrôle (si différent) (En %.)	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Filiales						
BRED Vanuatu	Vanuatu	15,00 %	15,00 %	- 1 160	9 002	461
BCI Mer Rouge	Djibouti	49,00 %	49,00 %	- 8 882	20 957	2 394
Banque Franco Lao	Laos	30,00 %	30,00 %	- 741	7 906	
BRED Fidji	Fidji	10,00 %	10,00 %	- 934	7 910	
Autres entités				- 1 694	15 424	
Entités structurées						
Total au 31/12/2023				- 13 410	61 198	2 855

(1) Les informations financières présentent des montants sociaux IFRS.

(En milliers d'euros.)				31/12/2023			
				Informations financières résumées à 100 % (1)			
Nom de l'entité	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle (En %.)	Pourcentage de contrôle des participations ne donnant pas le contrôle (si différent) (En %.)	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Filiales							

BRED Vanuatu	Vanuatu	15,00 %	15,00 %	360 288	297 074	7 710	7 710
BCI Mer Rouge	Djibouti	49,00 %	49,00 %	707 814	662 193	18 117	18 117
Banque Franco Lao	Laos	30,00 %	30,00 %	148 911	122 496	2 138	2 138
BRED Fidji	Fidji	10,00 %	10,00 %	818 269	738 805	9 252	9 252
Autres entités Entités structurées							
Total au 31/12/2023				1 448 307	1 369 756	25 950	12 490

(1) Les informations financières présentent des montants sociaux IFRS.

5.18. – Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

En milliers d'euros	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Écarts de conversion	6 766	///	6 766	- 6 683	///	- 6 683
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	11 952	- 3 088	8 864	40 311	- 10 438	29 873
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	- 26 673	6 867	- 19 806	- 29 227	7 483	- 21 744
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	27 901	3 019	30 920	159 207	- 50 535	108 672
Réévaluation des contrats d'assurance en capitaux propres recyclables	- 50 200	13 051	- 37 149	- 143 179	36 916	- 106 263
Réévaluation des contrats de réassurance cédée en capitaux propres recyclables	0	0	0	- 116	0	- 116
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	4 636	534	5 170	- 6 889	- 1 442	- 8 331
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net			0			
Éléments recyclables en résultat	- 25 618	20 383	- 5 235	13 425	- 18 017	- 4 591
Réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	8 625	- 2 387	6 238	- 13 311	3 136	- 10 175
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	- 8 935	3 130	- 5 805	36 654	293	36 947
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	3	- 41	- 38	- 477	- 80	- 557
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des contrats d'assurance avec éléments de participation directe – non recyclables	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
Éléments non recyclables en résultat	- 307	702	395	22 866	3 349	26 215
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	- 25 925	21 085	- 4 841	36 291	- 14 668	21 623
Part du groupe	- 26 825	20 758	- 6 067	42 946	- 15 652	27 294
Participations ne donnant pas le contrôle	899	327	1 226	- 6 655	984	- 5 671

5.19. – Compensation d'actifs et de passifs financiers

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers compensés au bilan l'ont été au regard des critères de la norme IAS 32. Selon cette norme, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si :

- le groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ;
- s'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Au sein du Groupe BRED, l'essentiel des montants compensés provient des opérations de dérivés listés pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- pour les dérivés de gré à gré, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés et des appels de marge (variation margin) ;
- pour les opérations d'assets swaps, ayant des nominaux similaires, ainsi que des maturités et des devises identiques, le groupe présente ces opérations sous la forme d'un seul actif ou passif financier ;
- pour les dérivés listés, les positions inscrites respectivement à l'actif et au passif relatives :
 - aux options sur indices et aux options sur futures sont compensées par échéance et par devise,
 - aux options sur actions sont compensées par code ISIN et date de maturité ;

- pour les opérations de pension livrée, le montant inscrit au bilan correspond au montant net des contrats de prise et de mise en pension livrée sur titres qui :
 - sont conclus avec la même chambre de compensation,
 - présentent la même date d'échéance,
 - le même dépositaire, (excepté si le dépositaire a adhéré à la plateforme T2S),
 - sont conclus dans la même devise.

Les actifs et passifs financiers sous accord de compensation ne peuvent faire l'objet d'une compensation comptable que s'ils satisfont aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Dans le cas où les dérivés ou encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres ne respectent pas les critères du règlement net ou si la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou si le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat, la compensation comptable ne peut être réalisée. Néanmoins l'effet de ces conventions sur la réduction de l'exposition est matérialisé dans le second tableau.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension :
 - les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
 - les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

5.19.1. – Actifs financiers

Effets de la compensation comptable sur actifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Montant brut des actifs financiers (1)	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	2 902 710	11 168	2 891 542	3 056 585	2 831	3 053 754
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur	2 902 710	11 168	2 891 542	3 056 585	2 831	3 053 754
Opérations de pension (portefeuille de prêts et créances)	2 918 634	1 271 464	1 647 170	3 187 047	1 296 630	1 890 417
Total	5 821 344	1 282 632	4 538 712	6 243 632	1 299 461	4 944 171

(1) Comprend le montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	2 022 674	1 554 907	416 799	50 969	2 052 544	1 582 961	404 605	64 978
Opérations de pension	1 593 211	1 563 314	0	29 897	1 682 803	1 672 332	6 982	3 489
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3 615 886	3 118 220	416 799	80 866	3 735 347	3 255 293	411 587	68 467

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

5.19.2. – Passifs financiers*Effets de la compensation comptable sur passifs financiers au bilan liés aux accords de compensation*

(En milliers d'euros.)	Montant brut des passifs financiers (1)	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	2 138 100	11 168	2 126 932	2 075 902	2 831	2 073 071
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur	2 138 100	11 168	2 126 932	2 075 902	2 831	2 073 071
Opérations de pension (portefeuille de dettes)	8 430 733	1 271 464	7 159 269	4 698 381	1 296 630	3 401 751
Total	10 568 832	1 282 632	9 286 201	6 774 283	1 299 461	5 474 822

(1) Comprend le montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale ex cutoire ou similaire ainsi que les passifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	2 069 378	1 554 907	409 193	105 278	1 903 809	1 582 961	191 576	129 272
Opérations de pension	7 158 628	7 008 072	113 379	37 176	3 401 753	3 364 039	37 714	0
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	9 228 005	8 562 979	522 572	142 454	5 305 562	4 947 000	229 290	129 272

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

5.20. – Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer**Principes comptables**

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation basique, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

5.20.1. – Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie

(En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable				
	Prêts de titres	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction	1 063 938	72 286	295 499	0	1 431 723
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	13 578 336	3 727 369	1 305 606	0	18 611 311
Actifs financiers au coût amorti	0	98 575	234 972	4 759 757	5 093 304
Total des actifs financiers donnés en garantie	14 642 274	3 898 230	1 836 077	4 759 757	25 136 338
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	14 642 274	3 898 230	44 157	4 759 757	23 344 418

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 3 856,6 millions d'euros au 31 décembre 2024 (1 464,6 millions d'euros au 31 décembre 2023).

La juste valeur des actifs donnés en garantie dans le cadre d'opérations de titrisation non déconsolidantes est de 4 759,8 millions d'euros au 31 décembre 2024 (3 257,2 millions d'euros au 31 décembre 2023) et le montant du passif associé s'élève à 4 214,8 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable				
	Prêts de titres	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction	998 943	15 472	77 597	0	1 092 012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	0	0	0	0	0

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	8 398 041	1 229 482	921 742	0	10 549 265
Actifs financiers au coût amorti	0	257 013	42	3 257 233	3 514 288
Total des actifs financiers donnés en garantie	9 396 984	1 501 967	999 381	3 257 233	15 155 565
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	9 396 984	1 501 967	42	3 257 233	14 156 226

5.20.1.1. – Commentaires sur les actifs financiers transférés

— Mises en pension et prêts de titres

Le Groupe BRED réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

— Cessions de créances

Le Groupe BRED cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de la norme IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

— Titrisations consolidées

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de la norme IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

5.20.1.2. – Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés

Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont les titres apportés en nantissement de refinancement obtenu auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés.

5.20.1.3. – Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer

(En milliers d'euros.)	Instruments financiers réutilisables			
	Juste valeur des instruments financiers réutilisables		Juste valeur des instruments financiers réutilisés	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dette	10 543 173	8 236 601	6 503 954	6 349 638
Instruments de capitaux propres	7 340 097	3 821 547	0	164 858
Prêts et avances				
Autres				
Total des actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer	17 883 270	12 058 148	6 503 954	6 514 496

Les actifs concernés sont essentiellement des titres reçus dans le cadre de prise en pension et d'emprunts de titres.

5.20.2. – Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue

Néant.

Note 6. – Engagements

Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de dépréciation d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- engagements de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

6.1. – Engagements de financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés en faveur :		
Des établissements de crédit	205 666	232 187
De la clientèle	6 924 238	6 896 146
Ouvertures de crédit confirmées	6 338 450	6 234 723
Autres engagements	585 788	661 423
Total des engagements de financement donnés	7 129 904	7 128 333
Engagements de financement reçus :	0	0
D'établissements de crédit	4 540 086	3 551 348
De la clientèle	1 127 199	565 567
Total des engagements de financement reçus	5 667 285	4 116 915

6.2. – Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés :		
D'ordre des établissements de crédit	594 492	488 640
D'ordre de la clientèle	3 292 830	2 902 770
Total des engagements de garantie donnés	3 887 323	3 391 410
Engagements de garantie reçus :	0	0
D'établissements de crédit	8 277 224	7 957 144
De la clientèle	1 847 076	2 779 430
Total des engagements de garantie reçus	10 124 299	10 736 574

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des sûretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

Note 7. – Expositions aux risques

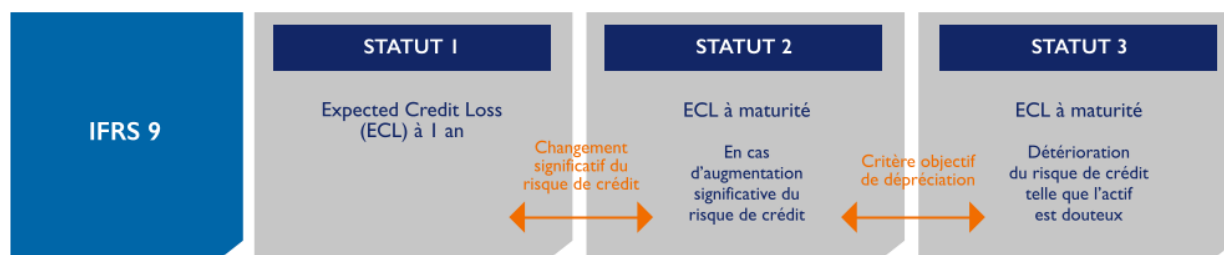
Les expositions aux risques sont abordées ci-après et sont représentées selon leur nature de risques, par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

7.1. – Risque de crédit

L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur (BPCE 14) ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les Commissaires aux comptes.

7.1.1. – Coût du risque de crédit

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance de la contrepartie d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

Coût du risque de crédit de la période

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	- 187 748	- 96 328
Récupérations sur créances amorties	3 096	2 528
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	- 10 846	- 9 819
Total coût du risque de crédit	- 195 498	- 103 619

Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs et par statut

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	0	1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	- 1 170	- 15 957
Actifs financiers au coût amorti	- 189 980	- 92 604
Dont prêts et créances	- 193 850	- 89 947
Dont titres de dette	3 870	- 2 657
Autres actifs	- 6 598	361
Engagements de financement et de garantie	2 250	4 581
Total coût du risque de crédit	- 195 498	- 103 619
Dont Statut 1	- 10 886	11 720
Dont Statut 2	- 68 421	- 8 972
Dont Statut 3	- 116 191	- 106 367

7.1.2. – Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

Principes comptables

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres recyclables, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation, les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historiques de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (stage 1 ou S1) :

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ou de certains actifs pour lesquels la norme permet de présumer qu'ils ont un risque de crédit faible en date d'arrêt ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2 ou S2) :

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de Statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3 ou S3) :

- il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
- les actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (purchased or originated credit impaired ou poci), relèvent aussi du Statut 3. Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9, §5.5.15.

Les évolutions méthodologiques réalisées sur la période et présentées ci-après constituent un changement d'estimation qui se traduit par un impact en résultat.

Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du groupe, correspondant à un volume d'expositions limité, peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation ad hoc.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les encours existants sur la contrepartie considérée) est possible notamment au regard du critère qualitatif Watchlist.

Par ailleurs, en complément de cette appréciation réalisée dans le moteur central du groupe, les établissements peuvent pour tenir compte des risques spécifiques de leurs portefeuilles, estimer l'augmentation significative du risque de crédit sur la base d'un portefeuille donné par une sévrisation des notations attribuées à ce dernier sur base géographique ou sectorielle. Cette sévrisation peut amener à un déclassement du Statut 1 vers le Statut 2, le déclassement vers le Statut 3 reste basée sur une analyse individuelle.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Néanmoins et préalablement à l'analyse ci-dessus, les critères d'analyse généraux suivants sont appliqués :

- la norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3, ainsi que les titres de dettes classés en placements financiers des activités d'assurances. La qualification « investment grade » correspond aux notes dont le niveau est supérieur ou égal à BBB- ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch. Ces actifs demeurent, dans ce cas, classés en Statut 1 ;
- une approche par contrepartie pour un classement en Statut 2 (avec application du principe de contagion à tous les encours existants sur la contrepartie considérée) est appliquée notamment au regard du critère qualitatif High Credit Risk issu des moteurs de notation interne du Groupe. Ce critère inclut les contreparties classées en Watchlist, en note sensible (notamment dans les cas où la notion de Watchlist n'est pas utilisée), en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis ;
- de plus, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours ; et enfin
- une évolution défavorable du risque pays est un critère de classement de l'ensemble des encours concernés en Statut 2.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se fondant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Sur les portefeuilles Particuliers, Professionnels, PME, Secteur Public et Logement Social :

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit s'effectue sur la base des niveaux de dégradation de la notation depuis l'octroi suivants :

Note à l'origine	Particuliers	Professionnels	PME, secteur public et logement social
3 à 11 (AA à BB+)	3 crans	3 crans	3 crans
12 (BB)	2 crans	3 crans	3 crans
13 (BB-)	2 crans	3 crans	2 crans
14 à 15 (B+ à B)	1 cran	2 crans	1 cran
16 (B-)	1 cran	1 cran	1 cran
17 (CCC à C)	Sensible en Statut 2		

Par ailleurs, des critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (sauf si la présomption d'impayés de 30 jours est réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis.

Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent et il convient d'y rajouter les contrats inscrits en Watchlist, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution du niveau de risque pays.

Les seuils de dégradation sur les portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1 à 7 (AAA à A-)	3 crans
8 à 10 (BBB+ à BBB-)	2 crans
11 à 21 (BB+ à C)	1 cran

Sur les Souverains : les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Notes à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le groupe qui s'imposent aux établissements du groupe (dit « modèle central ») ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du forward looking local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le groupe de déclassement en Statut 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité). Ces critères sont adaptés à chaque arrêté au contexte macroéconomique du moment.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, et de son taux d'intérêt effectif et plus particulièrement pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, loss given default) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections initialement utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyennes de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties, si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti.

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en Comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Prise en compte des informations de nature prospective

Les données macroéconomiques prospectives (forward looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du forward looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central ;
- au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des scénarios optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives.

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

Méthodologie de calcul de pertes attendues dans le cadre du modèle central

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques (central / pessimiste / optimiste) définis sur un horizon de trois ans.

La définition et la revue de ces scénarios suivent la même organisation et gouvernance que celles définies pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction générale.

Les probabilités d'occurrence du scénario central et de ses bornes sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité Watchlist et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les variables définies dans le scénario central et ses bornes permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

Pour l'arrêté du 31 décembre 2024 :

Le scénario central du groupe a été construit dans un environnement géopolitique incertain : élections dans les pays occidentaux (Parlement européen, présidentielle américaine), conflits armés (Russie / Ukraine, Moyen-Orient) et potentiellement aggravation de la situation dans diverses zones géographiques.

Après la pandémie de 2020-2021 et les deux années de forte inflation et de hausses de taux subséquentes des banques centrales, divers indicateurs économiques sont affectés : certains pays sont entrés en légère récession, les prix de l'immobilier sont orientés à la baisse, les dettes souveraines culminent à des sommets sans précédent (dég radation récente de la note de la France par S&P), et enfin les défis liés à la transition climatique commencent à modifier le paradigme historique en place depuis plus de 50 ans concernant l'organisation mondiale de la production et les échanges commerciaux sur fond de tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine.

Le scénario central du groupe repose sur les hypothèses structurantes suivantes : aucun changement du rythme actuel en ce qui concerne la transition climatique (à savoir sans inflexion significative dans la transition ni la fréquence des événements climatiques extrêmes par rapport à l'historique récent), pas d'escalade ou d'évolution majeure dans les conflits géopolitiques et enfin pas de crise de confiance concernant les dettes souveraines.

Les principales caractéristiques du scénario central du groupe, qui est celui utilisé dans le cadre de l'élaboration de son plan stratégique, sont donc :

- une poursuite de la baisse de l'inflation, permettant à la BCE de commencer à baisser ses taux d'intérêts en 2024 avec une continuation de cette baisse en 2025 tout comme la FED. Dans ce scénario, les prix du pétrole diminuent légèrement, restant dans la fourchette de 70-80 \$;
- cela affecte positivement les perspectives de croissance, la croissance du PIB atteignant la moyenne à long terme d'ici 2025 en France et dans la zone euro. L'économie américaine suit un scénario d'atterrissage en douceur après une croissance plus forte que prévu en 2023 avec une croissance du PIB d'environ 2 % chaque année au cours des 4 prochaines années ;
- ce retour à une perspective de croissance normalisée entraînera une baisse du taux de chômage d'ici 2026 ;
- d'autre part, les incertitudes concernant les dettes souveraines entraîneront une hausse des taux à long terme, tandis que les taux d'intérêt à court terme baissent et que les courbes se repentissent ;
- la tendance négative actuelle concernant les prix de l'immobilier sera maintenue pour les 3 prochaines années, bien qu'elle se stabilise au fil du temps ;
- une croissance faible mais régulière des marchés action après 2024.

Du fait des incertitudes politiques nées de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, le scénario a été revu à plusieurs reprises avant d'être finalement validé par le Comité GAP Groupe le 18 septembre 2024.

Tout comme pour le scénario central, les faibles évolutions de la conjoncture économique observées depuis le dernier arrêté n'ont pas milité pour une révision en profondeur des bornes pessimistes et optimistes, déterminées au moment de l'élaboration du scénario macroéconomique en juin 2024. En conséquence : le scénario pessimiste continue de reposer sur une hypothèse de poursuite de la guerre commerciale entre les US et la Chine sur fonds de tension sur Taïwan, et le scénario optimiste basée sur une déviation statistique du scénario central aboutit à un retour progressif de l'inflation sur des niveaux faibles et une reprise plus vigoureuse de l'activité.

Durant l'année 2024, les évolutions méthodologiques suivantes ont été mises en place :

- un recalibrage de l'ensemble des paramètres de risques Retail a été réalisé pour tenir compte des évolutions réglementaires récentes (IRB Repair notamment) portant sur ce portefeuille ;
- de nouveaux modèles de PD forward looking (PDFL) ont été mis en production afin d'intégrer plusieurs améliorations méthodologiques et d'améliorer la performance du dispositif. On peut notamment mentionner comme principales évolutions l'augmentation de la granularité des modèles (distinguant désormais les clients avec et sans prêt immobilier dans le portefeuille Retail, et les petites entreprises et autres populations spécifiques dans le portefeuille Hors Retail), la mise en production du modèle PDFL pour les entreprises entre 10 et 500 million d'euros (« Segment Haut ») et l'actualisation du point d'ancrage des PD (qui était fixé depuis la première application de la norme IFRS 9 au taux de défaut de l'année 2017).

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus Forecast) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.

Les projections sont déclinées au travers des principales variables macroéconomiques comme le PIB, le taux de chômage, les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française et l'immobilier.

Les variables macroéconomiques sur la zone France sont les suivantes :

Au 31 décembre 2024

	Pessimiste 2024-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	- 0,42 %	8,07 %	- 8,15 %	4,04 %
2025	- 3,00 %	9,12 %	- 8,00 %	5,25 %
2026	0,50 %	9,05 %	- 6,00 %	4,60 %

	Central 2024-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	1,10 %	7,50 %	- 6,00 %	2,85 %
2025	1,40 %	7,64 %	- 1,50 %	2,90 %
2026	1,57 %	7,40 %	0,00 %	2,70 %

	Optimiste 2024-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	1,88 %	7,22 %	- 4,93 %	2,63 %
2025	3,90 %	6,54 %	1,75 %	2,10 %
2026	2,64 %	6,23 %	3,00 %	2,20 %

Au 31 décembre 2023

	Pessimiste 2023			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2023	0,10 %	7,90 %	- 3,00 %	3,93 %
2024	- 1,50 %	8,50 %	- 5,50 %	4,89 %
2025	- 0,75 %	9,50 %	- 9,00 %	4,70 %

	Central 2023			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2023	0,60 %	7,40 %	- 2,50 %	3,03 %
2024	0,90 %	7,50 %	- 4,00 %	3,09 %
2025	1,60 %	6,93 %	- 3,00 %	3,19 %

	Optimiste 2023			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2023	0,90 %	7,03 %	- 2,13 %	2,36 %
2024	2,70 %	6,75 %	- 2,88 %	1,74 %
2025	3,36 %	5,00 %	1,50 %	2,05 %

— Pondération des scénarios au 30 juin 2024

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacune des bornes une pondération déterminée en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacune des bornes centrale, pessimiste et optimiste, sur la variable croissance du PIB.

Ainsi, les pondérations retenues pour la zone France sont les suivantes :

- scénario central : 80 % au 31 décembre 2024 contre 50 % au 31 décembre 2023 ;
- scénario pessimiste : 15 % au 31 décembre 2024 contre 20 % au 31 décembre 2023 ;
- scénario optimiste : 5 % au 31 décembre 2024 contre 30 % au 31 décembre 2023.

Les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux à ce stade. Ils peuvent en revanche être pris en considération au niveau des établissements (cf. plus bas).

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Ces provisions ont été principalement constituées en 2020 et 2021 au titre des conséquences de la crise de la Covid-19. Ces dernières années, elles ont été complétées par des provisions additionnelles et documentées sur les secteurs les plus susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.).

Au cours de l'année 2024, ces provisions concernent à titre principal les secteurs des locations et services immobiliers ainsi que des professionnels de l'immobilier. De plus, plusieurs secteurs ont fait l'objet de reprises tels que celui du tourisme-hôtellerie-restauration ou encore celui du BTP.

Dans ce contexte, le groupe a continué à renforcer l'identification et le suivi des secteurs les plus impactés. L'approche de suivi sectoriel se traduit notamment par (i) une classification selon leur niveau de risque des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la Direction des risques du Groupe BPCE, mise à jour régulièrement et communiquée à l'ensemble des établissements du groupe, (ii) une sévérisation des taux de LGD sur base géographique ou sectorielle.

Dans une moindre mesure et uniquement pour un nombre limité d'établissements, des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le groupe et concernent en grande partie le risque climatique physique. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut à la suite d'une cessation ou diminution de l'activité. Elles ne sont pas constituées de manière individualisée car elles couvrent un risque global sur certains secteurs de l'économie et sur un périmètre local, régional ou national, selon l'établissement. Les risques de transition peuvent également être pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Ils correspondent aux conséquences économiques et financières d'une transition sociétale vers une économie bas-carbone, visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation, marché, technologie, réputation), à laquelle un secteur d'activité ne peut s'aligner.

La prise en compte du risque climatique est effectuée notamment par l'application, d'un stress sur le niveau de la note de la contrepartie, ou du taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité estimée aux risques climatiques.

Analyse de la sensibilité des montants d'ECL

Les analyses de sensibilités sont réalisées sur l'encours de dépréciation portant sur l'ensemble des instruments classés en Statut 1 et Statut 2 dans le moteur central du groupe. Ces analyses reposent sur une application d'une pondération à 100 % de chacun des scénarios utilisés sans impacter le statut de ces encours ni les éventuels ajustements appliqués au modèle.

La sensibilité des pertes de crédit attendues liée à la probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100 % entraînerait une augmentation de 73,86 M€ des pertes de crédit attendues. À l'inverse, la probabilité d'occurrence du scénario optimiste à 100 % entraînerait quant à elle, une diminution de 45,64 M€ des ECL. Enfin, une pondération à 100 % du scénario central entraînerait une diminution de 11 M€ des ECL.

Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

Il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :

- la survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolus (de 100 euros pour une exposition retail sinon 500 euros) et au seuil relatif de 1 % des expositions de la contrepartie ; ou
- la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. À noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1 % de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;
- ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Lors de la sortie du Statut 3, le Groupe BPCE n'applique pas de période probatoire additionnelle de classement en Statut 2 préalable avant tout transfert en Statut 1 (si l'actif concerné répond aux conditions pour y être classé).

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties (si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti). Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Les passages en pertes sont basés sur des analyses individuelles compte tenu de la particularité de chaque situation. Au-delà des facteurs attestant de façon évidente que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée (ex : arrêt des actions de recouvrement, réception du certificat d'irrecouvrabilité), d'autres faisceaux d'indicateurs sont susceptibles d'être également pris en compte (entrée en procédure de liquidation, disparition ou insuffisance des actifs résiduels et ou absence de collatéral, absence de volonté manifeste des dirigeants de respecter leurs engagements et absence de soutien des actionnaires, chances de recouvrement basées exclusivement sur des actions légales de recouvrement intentées contre des tiers conjuguées à une probabilité de réussite de ces actions très faible).

Ces facteurs sont à prendre en compte dans le cadre d'une analyse globale et ne constituent pas un indicateur automatique de passage en pertes. Lorsqu'au regard de la situation du dossier, il est raisonnablement certain que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée, le montant à comptabiliser en pertes est déterminé sur la base des éléments existants les plus objectifs possibles aussi bien externes et qu'internes.

Les récupérations ultérieures portant sur les créances déjà constatées en pertes sont également comptabilisées dans le poste coût du risque de crédit.

Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

7.1.2.1. – Variation des pertes de crédit S1 et S2

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Modèle central (1) (2) (3)	190 479	196 509
Ajustements post-modèle	133 205	53 626
Compléments au modèle central	62 971	69 500
Total pertes de crédit attendues s1/s2	386 655	319 635

(1) Dont changement d'estimation SICR si significatif
(2) Dont mise à jour des LGD Corporate et PME si significatif
(3) Dont évolution de scénarios et de pondérations si significatif

7.1.2.2. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	15 210 674	- 806	9 159	- 124	0	0
Production et acquisition	8 690 723	- 1 077	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 3 759 487	122	- 10 059	35	0	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	- 6 336	103	6 336	- 103	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	- 6 336	103	6 336	- 103	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	1 498 500	- 3	2 541	- 22	0	0
Solde au 31/12/2024	21 634 074	- 1 660	7 976	- 214	0	0

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	0	0	15 219 832	- 930
Production et acquisition	0	0	0	0	8 690 723	- 1 077
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	0	0	0	0	- 3 769 546	157
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	1 501 041	- 25
Solde au 31/12/2024	0	0	0	0	21 642 050	- 1 874

7.1.2.3. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	2 481 333	- 77	0	0	1 605	- 700
Production et acquisition	1 350 968	- 44	0	0	///	///
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 441 633	13	0	0	0	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	- 742 058	-31	0	0	- 240	0
Solde au 31/12/2024	2 648 610	- 139	0	0	1 365	- 700

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	3 932	- 3 932	2 486 870	- 4 709
Production et acquisition	0	0	0	0	1 350 968	- 44
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	0	0	- 3 933	3 932	- 445 566	3 945
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	///	///	///	///	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	1	0	- 742 297	- 31
Solde au 31/12/2024	0	0	0	0	2 649 975	- 839

7.1.2.4. – Variation de la valeur comptable brute des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

Les prêts et créances aux établissements de crédit inscrits en statut 1 incluent notamment les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 2 303 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 2 061 millions d'euros au 31 décembre 2023.

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	8 917 199	- 4 217	46 156	- 1 016	4 868	- 4 868
Production et acquisition	6 052 103	- 643	9	0	///	///
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 5 466 623	587	- 361	0	0	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	- 3 156	3 156

Transferts d'actifs financiers	- 11 184	177	11 184	- 486	0	0
Transferts vers S1	1 326	- 2	- 1 326	57	0	0
Transferts vers S2	- 12 510	179	12 510	- 543	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	- 22 950	252	- 13 190	174	3 490	- 3 491
Solde au 31/12/2024	9 468 544	- 3 843	43 799	- 1 328	5 202	- 5 202

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	0	0	8 968 223	- 10 100
Production et acquisition	0	0	0	0	6 052 112	- 643
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	0	0	0	0	- 5 466 984	587
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	- 3 156	3 156
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	- 309
Transferts vers S1	///	///	///	///	0	55
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	- 364
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	- 32 650	- 3 065
Solde au 31/12/2024	0	0	0	0	9 517 545	- 10 374

7.1.2.5. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêt.

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	34 916 954	- 76 861	6 118 052	- 210 344	1 820 830	- 763 411
Production et acquisition	6 890 583	- 10 187	550 568	- 16 929	///	///
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 4 375 805	10 204	- 410 314	24 063	- 199 084	36 094
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	- 120 231	113 904
Transferts d'actifs financiers	- 1 944 782	14 992	1 619 077	- 72 240	325 705	- 41 082
Transferts vers S1	1 607 796	- 3 295	- 1 555 891	37 741	- 51 905	4 189
Transferts vers S2	- 3 253 853	14 281	3 441 824	- 124 308	- 187 971	17 885
Transferts vers S3	- 298 725	4 006	- 266 856	14 327	565 581	- 63 156
Autres mouvements	- 194 410	- 15 945	- 342 513	- 1 754	148 575	- 151 988
Solde au 31/12/2024 (1)	35 292 540	- 77 797	7 534 871	- 277 204	1 975 796	- 806 484

(1) Suite à l'acquisition de Madagasikara BRED BP fin décembre 2024, un montant de 61,8 M€ a été classé en encours S3, provisionnés à hauteur de 45,0 M€, soit un net de 16,8 M€. Selon la norme IFRS 3, ces encours auraient dû être classés en POCI.

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	6 001	- 3	9 454	- 380	42 871 290	- 1 051 000
Production et acquisition	0	0	0	0	7 441 151	- 27 117
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	0	0	0	0	- 4 985 203	70 361
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	- 120 231	113 904
Transferts d'actifs financiers	2 656	- 26	- 2 656	34	0	- 98 322
Transferts vers S1	///	///	///	///	0	38 635
Transferts vers S2	2 656	- 26	- 2 656	34	0	- 92 134
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	- 44 823
Autres mouvements	- 633	- 7	- 1 622	- 48	- 390 603	- 169 742
Solde au 31/12/2024 (1)	8 024	- 36	5 176	- 395	44 816 406	- 1 161 916

(1) Suite à l'acquisition de Madagasikara BRED BP fin décembre 2024, un montant de 61,8 M€ a été classé en encours S3, provisionnés à hauteur de 45,0 M€, soit un net de 16,8 M€. Selon la norme IFRS 3, ces encours auraient dû être classés en POCI.

7.1.2.6. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de financement donnés

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	6 805 025	- 8 411	304 617	- 6 806	17 158	- 13 087
Production et acquisition	4 050 912	- 6 751	209 718	- 2 449	///	///
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 3 362 276	3 280	- 139 916	2 306	- 4 716	16
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	- 124 622	559	137 145	- 2 360	- 12 523	133
Transferts vers S1	100 294	- 115	- 76 100	1 108	- 24 193	10
Transferts vers S2	- 212 576	634	214 491	- 3 471	- 1 916	132
Transferts vers S3	- 12 340	40	- 1 246	3	13 586	- 9
Autres mouvements	- 769 231	5 118	- 35 014	1 496	51 456	1 249
Solde au 31/12/2024	6 599 808	- 6 205	476 550	- 7 813	51 375	- 11 690

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	1 534	0	7 128 334	- 28 304
Production et acquisition	0	0	0	0	4 260 630	- 9 200
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	0	0	0	0	- 3 506 908	5 601
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	- 1 668
Transferts vers S1	///	///	///	///	1	1 003
Transferts vers S2	0	0	0	0	- 1	- 2 705
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	34
Autres mouvements	0	0	637	0	- 752 152	7 862
Solde au 31/12/2024	0	0	2 171	0	7 129 904	- 25 708

7.1.2.7. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	2 918 313	- 7 502	421 383	- 3 447	30 609	- 9 459
Production et acquisition	1 137 088	- 2 510	159 431	- 1 482	///	///
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 790 415	2 961	- 69 492	932	- 9 590	18
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0
Transferts d'actifs financiers	- 189 797	343	179 028	- 1 339	10 766	58
Transferts vers S1	143 107	- 489	- 142 608	1 313	- 500	4
Transferts vers S2	- 320 015	770	326 368	- 2 656	- 6 354	54
Transferts vers S3	- 12 889	62	- 4 732	4	17 620	0
Autres mouvements	79 067	- 139	- 39 789	1 770	- 1 177	- 1 319
Solde au 31/12/2024	3 154 256	- 6 848	650 561	- 3 567	30 608	- 10 702

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	3	0	216	- 210	3 370 524	- 20 620
Production et acquisition	0	0	0	0	1 296 519	- 3 992
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	0	0	- 1	0	- 869 498	3 911
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	- 3	- 938
Transferts vers S1	///	///	///	///	- 1	828
Transferts vers S2	0	0	0	0	- 1	- 1 832
Transferts vers S3	0	0	0	0	- 1	66
Autres mouvements	- 1	0	- 5	210	38 095	522
Solde au 31/12/2024	2	0	210	0	3 835 637	- 21 117

7.1.3. – Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.4. – Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BRED au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

(En milliers d'euros.)	Exposition maximale au risque (2)	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation (3)	Garanties
Titres de dettes au coût amorti	1 365	- 700	665	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	5 202	-5 202	0	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	1 980 972	- 806 879	1 174 093	973 321
Titres de dettes – Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit – JVOCI R	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle – JVOCI R	0	0	0	0
Engagements de financement	53 546	- 11 690	41 856	0
Engagements de garantie	30 816	- 10 702	20 114	14 625
Total des instruments financiers dépréciés (s3) (1)	2 071 901	- 835 173	1 236 728	987 946

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI).

(2) Valeur brute comptable.

(3) Valeur comptable au bilan.

7.1.5. – Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9

(En milliers d'euros.)	Exposition maximale au risque	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	3 610 619	
Prêts	146 471	
Dérivés de transaction	2 494 745	
Total	6 251 835	

7.1.6. – Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Immeubles de placement	0	0
Instruments de capitaux propres et de dettes	0	0
Autres	0	0
Total des actifs obtenus par prise de possession de garantie	0	0

7.2. – Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ; et plus généralement
- tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3. – Risque de taux d'intérêt global et risque de change

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le chapitre sur la gestion des risques « Risque de liquidité, de taux et de change ».

7.4. – Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le chapitre sur la gestion des risques « Risque de liquidité, de taux et de change ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

Les provisions techniques des sociétés d'assurance, qui, pour l'essentiel, sont assimilables à des dépôts à vue, ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessous.

(En milliers d'euros.)	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2024
Caisse, banques centrales	11 155 343						11 155 343
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						14 979 600	14 979 600
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 769 286	150 626	27 632	16 520 396	3 170 925	1 263 787	22 902 652
Instruments dérivés de couverture						396 797	396 797
Titres au coût amorti	268 228	84 443	168 205	2 015 017	113 243		2 649 136
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	4 789 845	910 615	3 540 476	241 458	21 327	3 450	9 507 172
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	7 416 683	1 746 808	2 595 385	13 576 415	17 645 922	673 277	43 654 490
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						2 118	2 118
Actifs financiers par échéance	25 399 385	2 892 492	6 331 698	32 353 286	20 951 417	17 319 029	105 247 308
Banques centrales	7	326					333
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 881 342					93 555	1 974 897
Instruments dérivés de couverture						341 900	341 900
Dettes représentées par un titre	4 297 246	2 418 477	914 857	54 998	75 333		7 760 911
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 564 202	2 992 743	1 187 174	6 958 290	345 279		24 047 688
Dettes envers la clientèle	60 450 567	2 082 438	1 535 834	945 457	598 273		65 612 569

Dettes subordonnées	349	1 253	549	3 053	252		5 456
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							0
Passifs financiers par échéance	79 193 713	7 495 237	3 638 414	7 961 798	1 019 136	435 455	99 743 753
Engagements de financement donnés en faveur des Établissements de crédit	8 786	10 880		112 000	74 000		205 666
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 383 614	204 885	517 969	3 004 759	1 813 011		6 924 238
Total engagements de financement donnés	1 392 400	215 765	517 969	3 116 759	1 887 011	0	
Engagements de garantie en faveur des Établissements de crédit	263 070	153 444	108 683	40 850	26 157	2 288	594 492
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	507 439	92 471	380 313	909 774	1 402 668	165	3 292 830
Total engagements de garantie donnés	770 509	245 915	488 995	950 624	1 428 825	2 453	3 887 322

Note 8. – Avantages du personnel

Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges ;
- les avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel retraité pour lesquels il convient de distinguer les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies ;

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BRED se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charge de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BRED s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle à la suite d'une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

- les autres avantages à long terme comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges ;

- les indemnités de cessation d'emploi sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

8.1. – Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

L'information relative aux effectifs ventilés par catégorie est présentée dans le chapitre 2 « Rapport de durabilité ».

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	- 326 229	- 312 578
Charges des régimes à cotisations définies	0	- 969
Charges des régimes à prestations définies	- 54 634	- 46 441
Autres charges sociales et fiscales	- 122 403	- 119 991
Intéressement et participation	- 68 141	- 57 249
Total des charges de personnel	- 571 407	- 537 228

Il reste un montant de CICE non significatif lié aux salariés basés à Mayotte.

8.2. – Engagements sociaux

Le Groupe BRED accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire des Banques Populaires au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CAR-BP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement tendanciuellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligatoire afin de permettre à l'assureur de mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif de ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion en est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 95 % en obligations d'État) mais également ouverte aux actions (40 % dont 20 % dans la zone Euro). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées à la Commission technique, financière et risque CAR-BP et pour information au Comité de suivi des passifs sociaux du Groupe BPCE. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif.

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

8.2.1. – Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

(En milliers d'euros.)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme		31/12/2024	31/12/2023
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes Autres	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dettes actuarielles	78 523	0	49 713	128 236	37 597	4 160	1 362	171 354	168 871
Juste valeur des actifs du régime	- 64 491	0	- 39 346	- 103 837	- 40 851	0	0	- 144 688	- 134 608
Juste valeur des droits à remboursement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Effet du plafonnement d'actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde net au bilan	14 032	0	10 367	24 399	- 3 254	4 160	1 362	26 667	34 263
Engagements sociaux passifs	14 032	0	10 367	24 399	- 3 254	4 160	1 362	26 667	34 263
Engagements sociaux actifs (1)									

(1) Présenté à l'actif du bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers ».

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et a minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

8.2.2. – Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle

(En milliers d'euros.)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme		Exercice 2024	Exercice 2023
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et régimes Autres	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dettes actuarielles en début de période	85 186	0	40 729	125 915	38 175	4 232	549	168 871	146 110
Coût des services rendus	0	0	2 597	2 597	2 108	269	0	4 974	4 173

Coût des services passés	0	0	- 1 037	- 1 037	36	0	- 9	- 1 010	- 418
Coût financier	2 961	0	589	3 550	1 187	131	0	4 868	4 744
Prestations versées	- 4 363	0	614	- 3 749	- 2 202	- 108	0	- 6 059	- 6 774
Autres	0	0	584	584	307	- 365	0	526	761
Écarts de réévaluation – Hypothèses démographiques	0	0	24	24	- 129	0	0	- 105	- 264
Écarts de réévaluation – Hypothèses financières	- 2 726	0	2 436	- 290	- 1 342	0	0	- 1 632	16 296
Écarts de réévaluation – Effets d'expérience	- 2 535	0	402	- 2 133	- 617	0	0	- 2 750	2 177
Écarts de conversion	0	0	- 204	- 204	42	0	28	- 135	1 871
Autres	0	0	2 980	2 980	32	1	794	3 806	194
Dette actuarielle en fin de période	78 523	0	49 713	128 236	37 597	4 160	1 362	171 354	168 871

La réforme des retraites en France (Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 et décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023) a été prise en compte pour l'évaluation de la dette actuarielle au 31 décembre 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime comptabilisé en coût des services passés.

Variation des actifs de couverture

(En milliers d'euros.)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme		Exercice 2024	Exercice 2023
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et régimes Autres	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Juste valeur des actifs en début de période	63 350	0	33 902	97 252	37 356	0	0	134 608	120 027
Produit financier	1 997	0	533	2 530	1 195	0	0	3 725	4 140
Cotisations reçues	0	0	2 712	2 712	0	0	0	2 712	2 577
Prestations versées	- 778	0	628	- 150	0	0	0	- 150	1 480
Autres	0	0	- 43	- 43	0	0	0	- 43	- 29
Écarts de réévaluation – Rendement des actifs du régime	- 78	0	1 834	1 756	2 301	0	0	4 057	4 783
Écarts de conversion	0	0	- 191	- 191	0	0	0	- 191	1 629
Autres	1	0	1	2	0	0	0	2	0
Juste valeur des actifs en fin de période	64 492	0	39 375	103 867	40 852	0	0	144 719	134 608

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

8.2.3. – Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

(En milliers d'euros.)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme		Exercice 2024	Exercice 2023
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite et autres régimes Autres	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services	0	- 1 560	- 1 560	- 2 144	- 269	9	- 3 964	- 3 755
Coût financier net	- 964	- 56	- 1 020	8	- 131	0	- 1 143	- 604
Autres	0	- 541	- 541	- 307	365	0	- 483	- 794
Charge de l'exercice	- 964	- 2 157	- 3 121	- 2 443	- 35	9	- 5 590	- 5 153
Prestations versées	3 585	14	3 599	2 202	108	0	5 909	8 254
Cotisations reçues	0	2 712	2 712	0	0	0	2 712	2 577
Variation de provision suite à des versements	3 585	2 726	6 311	2 202	108	0	8 621	10 831
Total	2 621	569	3 190	- 241	73	9	3 031	5 678

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

(En milliers d'euros.)	Compléments de retraite et autres régimes CAR-BP	Compléments de retraite et autres régimes CGPCE	Compléments de retraite et autres régimes Autres	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2024	Exercice 2023
Écarts de réévaluation cumulés en début de période	9 684	0	- 1 198	- 11 728	- 3 242	- 16 553
Écarts de réévaluation générés sur l'exercice	- 5 183	0	1 029	- 4 389	- 8 543	13 426
Ajustements de plafonnement des actifs	0	0	101	0	101	- 115
Écarts de réévaluation cumulés en fin de période	4 503	0	- 144	- 16 083	- 11 724	- 3 242

8.2.4. – Autres informationsPrincipales hypothèses actuarielles

	31/12/2024		31/12/2023	
	CAR-BP	IFC	CAR-BP	IFC
Taux d'actualisation	3,39 %	3,41 %	3,17 %	3,20 %
Taux d'inflation	2,30 %	2,40 %	2,40 %	2,40 %
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF 05	TGH05-TGF 05	TGH05-TGF 05	TGH05-TGF 05
Duration	11 ans	12 ans	12 ans	12 ans

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2024, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

(En % et milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	CAR-BP		CAR-BP	
	%	Montant	%	Montant
Variation de + 0,5 % du taux d'actualisation	- 5,22 %	- 4 095	- 5,11 %	- 4 350
Variation de - 0,5 % du taux d'actualisation	5,68 %	4 457	5,60 %	4 767
Variation de + 0,5 % du taux d'inflation	5,54 %	4 354	5,46 %	4 649
Variation de - 0,5 % du taux d'inflation	- 5,06 %	- 3 973	- 5,01 %	- 4 270

Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versées aux bénéficiaires

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
	CAR-BP	CAR-BP
N+1 à N+5	24 507	25 007
N+6 à N+10	23 407	24 259
N+11 à N+15	21 337	22 538
N+16 à N+20	17 981	19 428
> N+20	32 522	37 353

Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CAR-BP (y compris droits à remboursement)

(En % et milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	CAR-BP		CAR-BP	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
Trésorerie	5,67 %	3 655	5,67 %	3 590
Actions	35,92 %	23 165	35,92 %	22 755
Obligations	49,81 %	32 125	49,81 %	31 556
Immobilier	0,00 %	0	0,00 %	0
Dérivés	0,00 %	0	0,00 %	0
Fonds de placement	8,60 %	5 547	8,60 %	5 449
Total	100,00 %	64 492	100,00 %	63 350

Note 9. – Activités d'assurance

Principes généraux

Les activités assurance regroupent l'assurance de personnes et l'assurance dommages. Ces activités sont réalisées au sein du Groupe BRED par des filiales dédiées, soumises à la réglementation spécifique du secteur de l'assurance.

Les entités concernées par ces mesures sont principalement CEGC, BPCE Assurances, NA, BPCE Vie et ses fonds consolidés, BPCE Life, BPCE Assurances IARD, BPCE IARD, Surassur, Oney Insurance, Oney Life, Prépar Vie et Prépar IARD.

Les actifs et passifs financiers des sociétés d'assurance suivent les dispositions de la norme IFRS 9. Ils sont classés dans les catégories définies par cette norme et en suivent les règles d'évaluation (note 2.5.1).

Les actifs et passifs d'assurance sont évalués et présentés selon les principes de la norme IFRS 17.

Champ d'application

La norme IFRS 17 s'applique aux :

- contrats d'assurance (y compris les traités de réassurance) émis ;
- traités de réassurance cédée ;
- contrats d'investissement émis avec un élément de participation discrétionnaire, à condition que l'entité émette aussi des contrats d'assurance.

Le Groupe BRED est concerné par ces trois typologies de contrats.

En revanche, les garanties financières données par les entités du secteur bancaire au sein du Groupe BRED, bien que répondant à la définition comptable d'un contrat d'assurance, demeurent traitées selon la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers.

Modèles de valorisation

En application de la norme IFRS 17, les actifs et passifs d'assurance sont comptabilisés à la valeur actuelle.

Les actifs et passifs d'assurance sont valorisés selon une approche « building blocks » (approche générale), applicable par défaut à tous les contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 17 avec une adaptation pour les contrats participatifs directs (voir plus bas). Cette approche exige l'évaluation des provisions techniques comprenant les trois blocs suivants :

- un premier bloc égal à la valeur actuelle des estimations de flux de trésorerie futurs (Best Estimate – BE) ;
- un ajustement au titre du risque non-financier, afin de tenir compte de l'incertitude relative à ces estimations de flux de trésorerie futurs (Risk Adjustment – RA) ;
- une marge sur services contractuels (Contractual Service Margin – CSM).

Dans le Groupe BRED, l'approche générale est retenue en affaires directes notamment pour les contrats d'assurance des emprunteurs.

Le Best Estimate correspond à la valeur actuelle, mesurée à chaque clôture comptable, des estimations de flux de trésorerie futurs (à recevoir et à payer, y compris les primes futures des contrats en vigueur et les flux de trésorerie d'acquisition) rattachables à l'exécution des contrats compris dans un horizon défini selon les exigences d'IFRS 17, pondérés par leur probabilité de réalisation. Seuls les flux des contrats en vigueur font l'objet d'une évaluation (un groupe de contrats peut néanmoins être reconnu par anticipation lorsque les faits et circonstances indiquent que celui-ci est déficitaire (voir infra). Ces flux sont actualisés par le biais de taux d'actualisation dont les modalités sont présentées par la suite. La valeur comptable du Best Estimate se décompose en un passif (ou un actif) pour couverture future (matérialisant l'engagement au titre des services d'assurance non encore fournis) et en un passif (ou un actif) pour sinistres survenus (matérialisant l'engagement au titre des sinistres survenus non encore intégralement réglés). Lorsque des options et garanties sont accordées aux assurés, le Best Estimate inclut une évaluation du coût de ces dernières. Enfin, les dettes et créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées sont désormais intégrées à la valeur du Best Estimate.

L'ajustement au titre du risque non-financier correspond à la prise en compte de l'incertitude relative aux estimations des flux de trésorerie futurs inclus dans l'évaluation du Best Estimate. Il est également mesuré à chaque clôture comptable. Le niveau d'ajustement au titre du risque non-financier n'est pas normé. Le Groupe BRED a défini ses méthodologies d'ajustement au titre du risque non-financier en fonction des typologies de passifs d'assurance qui présentent des risques différents. L'ajustement au titre du risque non-financier des passifs pour couverture future est fondé principalement sur une méthodologie basée sur un niveau de confiance de type VaR (Value-at-Risk), capitalisant sur le cadre des exigences prudentielles et reposant sur une vision pluriannuelle du risque avec un ultime correspondant à l'extinction du risque. Une diversification intra-entité est également prise en compte. L'ajustement pour risque non-financier au titre des passifs pour sinistres survenus, est fondé principalement sur le niveau d'appétence aux risques du Groupe BRED et correspond à un niveau de confiance déterminé à partir de méthodes de calculs actuariels.

La CSM représente, à la souscription, la marge attendue sur les contrats, non encore acquise, mesurée pour chaque groupe de contrats d'assurance. Celle-ci est évaluée en date de souscription des contrats puis ajustée dans le temps, notamment pour prendre en compte les éventuelles variations d'hypothèses futures d'origine non financières (à chaque clôture comptable, les évolutions des hypothèses futures impactent l'évaluation du Best Estimate et du Risk Adjustment, en contrepartie de la CSM lorsqu'elles sont d'origine non-financière et du résultat ou de l'OCI lorsqu'elles sont d'origine financière). Elle est comptabilisée au bilan puis constatée en résultat au rythme des services fournis aux assurés, sur la durée de couverture résiduelle des contrats. Dans le cas où une perte est attendue à la souscription ou au cours de la période de couverture (contrats déficitaires, matérialisant une sortie de trésorerie nette attendue pour l'entité), celle-ci ne fait pas l'objet d'une CSM négative mais est immédiatement comptabilisée en résultat. L'allocation en résultat de la part de CSM représentative du service rendu sur la période est effectuée par le biais des unités de couverture, représentatives de la durée de couverture des contrats, de la quantité de services fournie et du service rendu par les entités d'assurance du

Groupe BRED aux assurés. Dans le cadre de l'application de l'approche générale aux contrats d'assurance des emprunteurs, les unités de couverture sont définies sur la base du capital restant dû.

Les taux d'actualisation appliqués à l'estimation des flux de trésorerie futurs doivent refléter la valeur temps de l'argent, les caractéristiques des flux de trésorerie, les caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance et concorder avec les prix de marché courants observables. Dans le cadre de l'approche générale, le Best Estimate et l'ajustement au titre du risque non financier sont mesurés sur la base des taux courants (en date de clôture comptable) tandis que la CSM demeure ajustée sur la base des taux d'actualisation déterminés à la date de comptabilisation initiale du groupe de contrats. Le Groupe BRED adopte une méthode ascendante (bottom-up) pour déterminer ces taux d'actualisation, en retenant une courbe des taux sans risque (basée sur les taux swap interbancaires) à laquelle est ajoutée une prime d'illiquidité, dépendante des caractéristiques et de la liquidité des contrats d'assurance concernés. La courbe des taux sans risque retenue est adaptée de la courbe des taux applicable dans le cadre des exigences prudentielles (les adaptations portent principalement sur les paramètres de liquidité et d'extrapolation au-delà du dernier point liquide).

Un modèle Variable Fee Approach (VFA), adapté de l'approche générale, est prescrit obligatoirement pour les contrats participatifs directs, qui répondent aux trois critères suivants :

- les clauses contractuelles précisent que le titulaire du contrat a droit à une participation dans un portefeuille d'éléments sous-jacents spécifié ;
- l'assureur prévoit de verser à l'assuré un montant égal à une part substantielle de la juste valeur des rendements du portefeuille d'éléments sous-jacents spécifié ;
- une part substantielle des prestations que l'entité s'attend à payer à l'assuré devrait varier avec la juste valeur du portefeuille d'éléments sous-jacents spécifié.

Dans le Groupe BRED, ce modèle est retenu en affaires directes pour évaluer les contrats d'épargne et de retraite.

Dans le cas de contrats participatifs directs, le service rendu à l'assuré correspond majoritairement à la gestion financière des éléments sous-jacents. Les flux de trésorerie de ces contrats varient en fonction de la performance d'éléments sous-jacents. Ainsi, une augmentation de la valeur des éléments sous-jacents se traduit par une augmentation de l'évaluation des contrats. A contrario, une diminution de la valeur des éléments sous-jacents se traduit par une diminution de l'évaluation des contrats. La variation des éléments sous-jacents vient ajuster la CSM pour la quote-part revenant à l'assureur et impacter le Best Estimate pour la quote-part attribuable aux assurés. La CSM en VFA prend également en compte les variations des hypothèses financières futures et les effets sur le Best Estimate et l'ajustement au titre du risque non financier de la désactualisation.

Parmi les éléments sous-jacents figurent notamment les éléments attribués aux assurés dans le cadre de la participation aux bénéfices (dont notamment la quote-part des actifs financiers et des immeubles de placement en représentation des engagements d'épargne en euros) et les supports en unités de compte (UC).

Dans le Groupe BRED, la majorité des actifs financiers sous-jacents des contrats VFA est valorisée à leur juste valeur par résultat ou par capitaux propres sous IFRS 9. Les immeubles de placement sont également mesurés à la juste valeur par résultat comme le permet IAS 40.

Dans l'approche VFA, le Best Estimate inclut l'évaluation du coût des options et garanties accordées aux assurés. Les passifs d'assurance rendent également compte de la mutualisation entre les portefeuilles de contrats au titre des flux des contrats avec participation directe adossés au fonds général. Les versements libres futurs au titre des contrats en vigueur sont inclus dans l'évaluation du Best Estimate.

Enfin l'approche générale est complétée par un modèle optionnel plus simple, basé sur l'allocation des primes (Premium Allocation Approach PAA). Il est applicable :

- à l'ensemble des contrats hormis aux contrats participatifs directs, dans la mesure où cette méthode aboutit à un résultat proche de l'approche générale ;
- aux contrats dont la période de couverture est de courte durée (i.e. sur une période inférieure à 12 mois).

Dans le Groupe BRED, ce modèle est retenu en affaires directes pour les contrats de prévoyance individuelle annuels.

Le passif initial pour couverture future comptabilisé est égal aux primes reçues (ainsi, aucune CSM n'est comptabilisée). Les primes sont par la suite étalées et comptabilisées en compte de résultat en fonction de l'écoulement du temps. Les frais d'acquisition encourus peuvent être comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils surviennent ou au fur et à mesure de la période de couverture. Les passifs pour sinistres survenus non encore intégralement réglés et ceux comptabilisés au titre des groupes de contrats déficitaires demeurent néanmoins évalués selon les dispositions du modèle général. Les passifs d'assurance ne sont actualisés que si l'effet du passage du temps est significatif, notamment au titre des provisions pour sinistres survenus (Best Estimate et Ajustement au titre du risque non-financier). Les dispositions concernant l'évaluation de l'ajustement pour risque au titre des passifs pour sinistres survenus sont similaires à celles applicables dans le cadre du modèle général.

Frontière des contrats (horizon)

Sous IFRS 17, les flux de trésorerie sont inclus dans le périmètre d'un contrat d'assurance s'ils découlent de droits et obligations substantiels existant au cours de la période de reporting pour laquelle l'entité peut contraindre l'assuré à payer les primes ou a une obligation substantielle de lui fournir des services. Une obligation substantielle de fournir des services

prévus dans un contrat d'assurance cesse notamment lorsque l'entité a la capacité pratique de réévaluer les risques assurés et peut, en conséquence, fixer un prix ou un niveau de prestations qui reflète intégralement ces risques.

Le Groupe BPCE a analysé de manière détaillée les caractéristiques de ses contrats afin de déterminer les flux de trésorerie inclus dans le périmètre de ses contrats d'assurance qui déterminent l'horizon (ou « frontière » des contrats). À ce titre, sur la base des exigences d'IFRS 17, le groupe intègre notamment dans la frontière des contrats d'épargne les versements libres futurs au titre des contrats en vigueur en date de reporting.

Dates de comptabilisation et de décomptabilisation des contrats

Un groupe de contrats d'assurance émis doit être comptabilisé à la première des dates suivantes :

- la date de début de la période de couverture du groupe de contrats ;
- la date à laquelle le premier paiement d'un titulaire de police devient exigible ou, en l'absence de date d'exigibilité, la date à laquelle ce premier paiement est reçu ; et
- dans le cas d'un groupe de contrats déficitaires, la date à laquelle le groupe devient déficitaire.

Seuls les contrats qui satisfont individuellement aux critères de comptabilisation ci-dessus à la fin de la période de reporting sont inclus dans le groupe de contrats. Dans le cas contraire, ces contrats seront inclus dans le groupe de contrats au cours des périodes comptables ultérieures.

Un contrat d'assurance est décomptabilisé dans les cas suivants :

- lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation qui y est précisée expire, ou qu'elle est acquittée, ou résiliée ;
- lorsqu'il fait l'objet d'un transfert sortant (transfert à une tierce partie) ;
- lorsque les conditions d'un contrat sont substantiellement modifiées, entraînant un changement au titre de la comptabilisation de ce contrat si ces nouvelles conditions avaient toujours existé (classification différente, modèle d'évaluation différent...). Dans ce cas, un nouveau contrat basé sur les conditions modifiées est alors comptabilisé en remplacement du contrat initial (qui est alors décomptabilisé).

Le premier des trois cas mentionnés ci-dessus est celui qui survient communément dans le cadre de l'activité des entités d'assurance du Groupe BPCE. Dans ce cas, la décomptabilisation du contrat d'assurance conduit à éliminer le Best Estimate et l'Ajustement au titre du risque non-financier, en contrepartie de la CSM du groupe de contrats, sans générer un effet direct et immédiat en résultat.

Niveau d'agrégation des contrats

La norme définit le niveau de regroupement des contrats, à la maille « groupe de contrats », à utiliser pour évaluer les passifs des contrats d'assurance et leur CSM.

La première étape consiste à identifier les portefeuilles de contrats d'assurance, c'est-à-dire des contrats soumis à des risques similaires et gérés ensemble.

Ensuite, chaque portefeuille est divisé en trois parties en fonction de leur profil de rentabilité :

- les contrats déficitaires dès leur comptabilisation initiale ;
- les contrats qui n'ont pas, lors de leur comptabilisation initiale, de possibilité significative de devenir déficitaires ;
- les autres contrats du portefeuille.

Enfin, la norme telle que publiée par l'IASB introduit le principe de « cohortes annuelles » interdisant d'inclure dans le même groupe les contrats émis à plus d'un an d'intervalle.

Un groupe de contrats correspond donc au regroupement de contrats d'un même portefeuille, d'un même profil de rentabilité et d'une même cohorte.

Néanmoins, la norme telle qu'adoptée par l'Union européenne prévoit une exemption optionnelle de l'application de cette règle pour les contrats suivants :

- les groupes de contrats d'assurance avec éléments de participation directe et les groupes de contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire dont les flux de trésorerie ont une incidence sur les flux de trésorerie destinés aux assurés d'autres contrats, ou subissent l'incidence de tels flux ;
- les groupes de contrats d'assurance qui sont gérés sur plusieurs générations de contrats et remplissant certaines conditions et pour lesquels l'application de l'ajustement égalisateur (matching adjustment) a reçu l'accord des autorités de contrôle.

Cette exemption sera réexaminée avant la fin de l'année 2027, sur la base des résultats de la revue, par l'IASB, de la mise en œuvre d'IFRS 17.

Le Groupe BRED applique l'option d'exemption d'application des cohortes annuelles aux contrats d'épargne/retraite.

La classification par portefeuilles retenue par le Groupe BRED a été réalisée en cohérence avec les exigences d'IFRS 17 ainsi qu'avec la segmentation interne et la manière dont les contrats sont gérés. Le Groupe BRED retient le contrat comme niveau élémentaire sous IFRS 17. Ainsi, aucune désagrégation au titre des différentes garanties incluses au sein d'un contrat n'a été effectuée. Le regroupement par niveaux homogènes de rentabilité a été réalisé à la suite d'études menées sur la base d'informations et de critères disponibles en interne, tels que les produits, les contrats et les assurés.

Dispositions spécifiques aux traités de réassurance cédée

IFRS 17 exige une analyse, évaluation et comptabilisation distincte des contrats d'assurance directe (et traités de réassurance acceptée) des traités de réassurance cédée. Ces exigences entraînent l'évaluation d'un Best Estimate, d'un ajustement au titre du risque non-financier et d'une CSM spécifiques aux traités de réassurance cédée.

Les hypothèses retenues pour évaluer le Best Estimate des traités de réassurance cédée doivent concorder avec celles retenues pour évaluer le Best Estimate au titre des groupes de contrats d'assurance directe sous-jacents. Celui-ci doit également refléter l'effet du risque de non-exécution de la part de l'émetteur du traité de réassurance, portant principalement sur le risque de crédit du réassureur et le risque de litige.

L'ajustement au titre du risque non-financier doit correspondre au montant du risque transféré par le titulaire du traité de réassurance cédée à l'émetteur de ce dernier.

Au titre des traités de réassurance cédée, la CSM peut représenter un coût ou un gain de réassurance (ainsi, les dispositions relatives aux contrats déficitaires ne s'appliquent pas dans le cas des traités de réassurance cédée). Cependant, lorsque les contrats sous-jacents aux traités de réassurance sont déficitaires, un produit est comptabilisé en résultat au titre des contrats de réassurance cédée (nommé « composante recouvrement de perte »), matérialisant la participation du réassureur aux pertes. La CSM cédée (qu'elle soit représentative d'un coût ou d'un gain de réassurance) est reconnue en résultat sur la durée de couverture des traités de réassurance cédée (et non sur la durée de couverture des contrats sous-jacents) et sur la base d'unités de couverture qui doivent refléter les services reçus.

Le modèle VFA n'étant pas applicable aux traités de réassurance, seul le modèle général et le modèle PAA peuvent être appliqués. Les modèles comptables applicables aux traités de réassurance cédée peuvent différer de ceux retenus au titre des contrats d'assurance directe sous-jacents. Les dispositions relatives au niveau d'agrégation des contrats demeurent identiques à celles applicables aux contrats d'assurance directe, toutefois les références faites aux contrats déficitaires (au titre des contrats d'assurance directe) sont remplacées par des références aux contrats donnant lieu à un profit net au moment de la comptabilisation initiale.

IFRS 17 prévoit que l'entité comptabilise un groupe de contrats de réassurance cédée selon les règles suivantes :

- dans le cas général, la date de première comptabilisation correspond au début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance cédée ;
- dans le cas des traités proportionnels, la date de première comptabilisation est repoussée à la date de comptabilisation des contrats sous-jacents, si cette date est postérieure au début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance cédée ; enfin
- dans le cas où les contrats d'assurance sous-jacents sont déficitaires, la date de première comptabilisation correspond à la date de reconnaissance de la composante de pertes, sous réserve que le contrat de réassurance cédée ait été préalablement signé à cette date.

Enfin, les dettes et créances nées des opérations de réassurance cédée (y compris les dettes pour dépôt espèces et comptes courants de réassurance) sont désormais intégrées à la valeur du Best Estimate.

Les traités de réassurance du Groupe BRED ont été évalués en modèle général (notamment au titre du principal traité des activités épargne-retraite) ou en modèle PAA, en fonction de leur horizon déterminé selon IFRS 17. Au titre du principal traité de réassurance cédée, les unités de couverture s'appuient sur les variations des encours des contrats cédés.

Hypothèses clés et jugements

Aux fins de l'application d'IFRS 17, l'évaluation des passifs d'assurance est réalisée en retenant des techniques d'estimation, jugements et hypothèses (notamment des lois de sinistralité, de mortalité, généralement fondées sur des données historiques, et des hypothèses de frais et de commissions). Plus spécifiquement pour l'évaluation des contrats d'épargne et de retraite sont également prises en compte des lois de rachat et de versements libres futurs.

IFRS 17 ne prescrit pas les unités de couverture à appliquer. Il convient de faire appel au jugement et à des estimations afin de refléter au mieux le service rendu sur la période. Certains critères doivent néanmoins être pris en compte pour déterminer les unités de couverture : la durée de couverture probable pour chaque contrat, la quantité de services mesurée au regard du service rendu du point de vue de l'assuré, et le service rendu qui se définit comme le fait pour l'assureur de se tenir prêt à couvrir un événement assuré.

Les hypothèses et jugements appliqués en matière de calcul de l'ajustement pour risque non financier se traduisent pour le Groupe BRED par un niveau de confiance de 80 % au 31 décembre 2024 identique à celui du 31 décembre 2023.

En matière de taux d'actualisation, la courbe de taux sans risque retenue par le Groupe BPCE pour actualiser les cash-flows des contrats d'assurance est présentée dans le tableau ci-dessous :

Devise	31/12/2024					31/12/2023				
	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Euro	2,23 %	2,15 %	2,27 %	2,26 %	2,26 %	3,36 %	2,35 %	2,39 %	2,42 %	2,44 %

La prime d'illiquidité pour les contrats participatifs directs évalués en approche VFA se situe entre 0,94 % et 1,25 % au 31 décembre 2024 et entre 0,80 % et 1,12 % au 31 décembre 2023 selon les filiales d'assurance.

Le retraitement des marges entre les entités bancaires distributrices de produits d'assurance et les entités d'assurance (voir infra) fait également appel à des estimations.

Méthodes d'évaluation à la transition

La norme IFRS 17 est appliquée de manière rétrospective. Les contrats d'assurance en vigueur en date de transition ont été évalués selon l'une des trois méthodes ci-dessous :

Full Retrospective Approach (FRA)

La méthode rétrospective complète FRA (Full Retrospective Approach) prévoit de définir, comptabiliser et évaluer chacun des groupes de contrats d'assurance comme si la norme IFRS 17 avait toujours été appliquée depuis l'origine des contrats. Le Groupe BPCE a retenu cette approche principalement pour les portefeuilles de contrats et traités de réassurance éligibles à l'approche PAA et aux exercices les plus récents au titre de portefeuilles de contrats d'assurance des emprunteurs et de caution.

S'il n'est pas possible d'appliquer cette méthode en fonction des données disponibles, les 2 méthodes suivantes peuvent être utilisées :

Modified Retrospective Approach (MRA)

L'approche rétrospective modifiée MRA (Modified Retrospective Approach) est une méthode rétrospective qui vise à obtenir un résultat le plus proche possible de celui obtenu par l'approche FRA, en se fondant sur l'utilisation d'informations raisonnables et justifiables obtenues sans coûts ou efforts excessifs. L'approche MRA autorise les simplifications de calcul suivantes :

- Évaluation des groupes de contrats à la première comptabilisation : notamment, IFRS 17 permet de s'affranchir des cohortes annuelles pour la définition du niveau d'agrégation des groupes de contrats en stock en date de transition. Le Groupe BPCE a retenu cette simplification pour les portefeuilles de contrats pour lesquels l'approche MRA a été retenue ;
- Mesure de la CSM en date de transition pour les contrats évalués selon l'approche générale : une CSM en date de première comptabilisation est tout d'abord évaluée à partir de l'estimation des flux futurs à la transition, ajustés des flux réels entre la date de première comptabilisation et la transition. La CSM en date de transition résulte de la CSM en date de première comptabilisation, amortie à l'aide des unités de couverture entre la date de première comptabilisation et la date de transition. Les taux d'actualisation en date de comptabilisation initiale peuvent être déterminés selon une courbe de rendement observable sur au moins 3 ans avant la date de transition ou à partir d'un écart moyen entre une courbe de rendement observable et une courbe estimée. Enfin, l'ajustement au titre du risque non-financier à la date de première comptabilisation doit être déterminé en ajustant l'ajustement au titre du risque non-financier à la date de transition avec le dégagement du risque attendu avant la date de transition. Le Groupe BPCE a retenu ces simplifications pour les portefeuilles de contrats éligibles à l'approche générale pour lesquels l'approche MRA en transition a été retenue. Les dispositions concernant les unités de couverture ont été appliquées de manière homogène aux contrats en vigueur en date de transition et ceux post-transition ;
- Mesure de la CSM en date de transition pour les contrats évalués selon l'approche VFA : une CSM en date de première comptabilisation est tout d'abord évaluée à partir de la juste valeur des éléments sous-jacents aux contrats en date transition nette de l'estimation des flux futurs en date de transition, ajustée des frais et prélèvements et de la variation d'ajustement au titre du risque non-financier relatifs à la période entre la date de première comptabilisation et la transition. La CSM en date de transition résulte de la CSM en date de première comptabilisation, amortie à l'aide des unités de couverture entre la date de première comptabilisation et la date de transition. Le Groupe BPCE a retenu cette simplification pour les portefeuilles de contrats éligibles à l'approche VFA pour lesquels l'approche MRA en transition a été retenue. Les dispositions concernant les unités de couverture et la mutualisation ont été appliquées de manière cohérente aux contrats en vigueur en date de transition et ceux post-transition ;
- Mesure des produits financiers ou charges financières d'assurance : l'approche MRA permet des simplifications s'agissant de la détermination des taux d'actualisation des groupes de contrats et du calcul des autres éléments du résultat global (OCI), dans le cas où une ventilation des produits financiers ou charges financières est retenue. Tel que permis par IFRS 17, le Groupe BPCE a principalement retenu un OCI équivalent à celui des éléments sous-jacents pour les portefeuilles de contrats d'épargne-retraite et à zéro pour les autres portefeuilles évalués selon l'approche MRA en transition.

Le Groupe BRED a notamment retenu cette approche pour les portefeuilles épargne-retraite, assurance des emprunteurs (à l'exception des exercices les plus récents pour certains portefeuilles) et le principal traité de réassurance acceptée.

Fair Value Approach (FVA)

L'approche par Juste Valeur FVA (Fair Value Approach) s'appuie uniquement sur les données disponibles à la date de transition sans tenir compte des flux financiers passés.

Dans l'approche par juste valeur, la marge sur service contractuelle est évaluée à la date de transition comme la différence entre la juste valeur du groupe de contrats d'assurance à cette date et les flux de trésorerie d'exécution évalués à cette même date.

Le Groupe BRED a notamment retenu cette approche pour certains portefeuilles de prévoyance pluriannuels et d'assurance des emprunteurs peu significatifs ainsi que pour un des principaux traités de réassurance cédée.

Le Groupe BPCE a principalement retenu l'application des approches rétrospective modifiée (MRA) et juste valeur (FVA) pour l'évaluation des passifs d'assurance et de réassurance cédée en date de transition, compte tenu de contraintes opérationnelles (par exemple, disponibilité des données historiques).

Présentation des états financiers

Les exigences d'IFRS 17 en termes de présentation des états financiers sont détaillées dans les notes 9.2 et 9.3.

Le Groupe BRED applique la recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Les marges internes entre les entités bancaires distributrices de produits d'assurance et les entités d'assurance sont retraitées. Cela se traduit au bilan par un reclassement entre les agrégats CSM et BE au sein du poste contrats d'assurances émis. Au compte de résultat, les produits de commissions des banques sont éliminés en contrepartie des charges de commissions des assureurs et les frais généraux attribuables aux contrats d'assurance (non margés) sont reclassés vers les charges d'assurance présentées en moins du PNB. L'effet de ces retraitements est présenté au sein de l'information sectorielle dans les réseaux de banque de détail concernés, principalement les sous-pôles Banques Populaires et Caisses d'Epargne du métier Banque de proximité et Assurance.

Le Groupe BRED a choisi de revoir les calculs liés aux contrats d'assurance sur base annuelle sans tenir compte du résultat des calculs en arrêté intermédiaire (au sens IAS 34) comme l'autorise IFRS 17.

9.1. – Notes relatives au compte de résultat pour l'activité d'assurance

Principes comptables

IFRS 17 introduit la distinction entre un résultat des activités d'assurance et les produits et charges financiers d'assurance. La norme exige également une présentation distincte de ces agrégats au titre des traités de réassurance cédée.

Les charges directement attribuables aux contrats d'assurance sont présentées au sein du PNB.

IFRS 17 exige la distinction entre les flux de trésorerie directement attribuables à l'exécution des contrats et ceux non-attribuables. En effet, seuls les flux de trésorerie attribuables à l'exécution des contrats sont intégrés à la valorisation des passifs et présentés au sein des agrégats exigés par IFRS 17. La problématique de distinction entre les flux de trésorerie attribuables et ceux non-attribuables porte principalement sur les frais généraux. Le caractère attribuable des frais généraux n'étant pas défini dans la norme IFRS 17, celui-ci a été déterminé sur la base d'une allocation des frais selon une méthode systématique et rationnelle. Une partie des frais attribuables est qualifiée de frais d'acquisition sous IFRS 17.

La composante investissement (qui correspond aux sommes que l'entité est tenue de rembourser au titulaire de police en vertu d'un contrat d'assurance en toutes circonstances, que l'événement assuré se produise ou non) est exclue du compte de résultat. La composante investissement concerne principalement les contrats valorisés en VFA dans le Groupe BRED.

La norme offre la possibilité de ventiler entre produits ou charges financières et capitaux propres (option de désagrégation ou option OCI) les produits ou charges financières d'assurance de la période afin d'apporter une meilleure cohérence en résultat entre les impacts des actifs financiers et des passifs d'assurance. Pour les contrats évalués selon l'approche générale ou l'approche PAA, cela conduit à présenter en résultat la désactualisation au taux d'origine (ou sur la base du taux d'intérêt effectif pour les contrats et traités de réassurance participatifs non éligibles au modèle VFA) et en capitaux propres les variations des taux d'actualisation courants. Pour les contrats participatifs directs (VFA), l'option se traduit par la possibilité d'enregistrer dans le poste charges financières d'assurance un montant égal mais de sens opposé au montant des revenus financiers des éléments sous-jacents des contrats. La charge financière résiduelle est comptabilisée directement en capitaux propres. Cette option s'applique par portefeuille.

Pour les contrats d'assurance émis, le Groupe BRED applique cette option systématiquement en approche VFA et majoritairement en approche générale et en approche PAA. Il l'applique également à certains traités de réassurance cédée. Pour les contrats participatifs directs évalués en approche VFA, la norme permet sur option (option d'atténuation des risques) de :

- réduire les décalages entre la valorisation des dérivés et instruments financiers non dérivés évalués à la juste valeur par résultat, utilisés comme éléments de couverture et la valorisation des éléments financiers couverts qui serait affectée à la CSM si cette option n'existait pas ; ou

- réduire les décalages entre les variations d'origine financière affectant des traités de réassurance cédée qui impactent le résultat ou l'OCI (impossibilité d'appliquer l'approche VFA en réassurance) alors que les variations d'origine financière des contrats VFA couverts sont affectées à la CSM.

Le Groupe BRED active cette option sur le périmètre épargne au titre de la couverture apportée par les principaux traités de cession.

Le Groupe BRED a choisi de ventiler la variation de l'ajustement au titre du risque non financier entre le résultat des activités d'assurance et les produits ou charges financiers d'assurance comme le permet la norme IFRS 17.

La recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales permet sur option de présenter les placements financiers des activités d'assurance dans un poste distinct à l'actif du bilan avec pour corollaire une présentation des produits nets des placements liés aux activités d'assurance sur une ligne distincte du compte de résultat. Le Groupe BRED a retenu cette présentation qui est en ligne avec la présentation qu'il appliquait antérieurement.

La recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 demande également que le coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance soit isolé sur une ligne distincte et présenté à la suite des postes « Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis » et « Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée » afin de refléter la performance financière des activités d'assurance au sein d'un conglomérat financier ayant des activités distinctes de banque et d'assurance.

9.1.1. – Produits des contrats d'assurance émis

Principes comptables

Les produits des contrats d'assurance émis (y compris traités de réassurance acceptée) reflètent la prestation de services d'assurance et d'investissement de l'exercice. En conséquence, hormis en approche PAA, les primes n'apparaissent plus en compte de résultat.

Cet agrégat intègre pour les contrats évalués selon l'approche générale et l'approche VFA :

- le relâchement des prestations et charges estimées de la période (à l'exclusion des composantes investissement) ;
- la reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier ;
- l'amortissement de la marge sur services contractuels au titre des services rendus sur la période ;
- l'amortissement des flux de trésorerie d'acquisition ;
- les autres éléments de revenu dont notamment les écarts d'expérience sur primes relatifs aux services courant et passés.

L'agrégat comprend pour les contrats évalués selon l'approche PAA, le montant des primes attendues affectées à la période.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Variations des passifs pour couverture future		
Relâchement des prestations et charges estimées de la période	56 418	68 000
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	16 440	13 914
Amortissement de la marge sur services contractuels	37 543	38 874
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	- 1 502	- 1 792
Autres éléments de revenu	3 063	- 1 055
Produits des contrats d'assurance émis (hors PAA)	111 962	117 941
Produit des contrats d'assurance émis – PAA	233 609	222 994
Total de produits des contrats d'assurance émis	345 571	340 935

9.1.2. – Charges afférentes aux contrats d'assurance émis

Principes comptables

Les charges afférentes aux contrats d'assurance émis (y compris traités de réassurance acceptée) comprennent :

- les prestations et charges encourues (à l'exclusion des remboursements de composantes d'investissement). Elles incluent notamment les charges de sinistres, les commissions de gestion attribuables, la part attribuable aux contrats d'assurance émis des charges d'exploitation ou des dotations aux amortissements et dépréciations qui sont sous IFRS 17 présentées en PNB ;
- la constatation et la reprise de composante onéreuse, c'est-à-dire les pertes sur les groupes de contrats déficitaires et les reprises de telles pertes ;
- l'amortissement des frais d'acquisition et les écarts d'expérience (différence entre les montants estimés et les montants réels) sur frais d'acquisition au titre des services passés et de la période courante.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Prestations et charges encourues	- 208 615	- 221 057
Constatation et reprise de composante onéreuse	- 1 103	140
Frais d'acquisition	- 60 355	- 58 230
Total charges afférentes aux contrats d'assurance émis	- 270 073	- 279 147

9.1.3. – Produits et charges afférents aux activités de réassurance cédées

Principes comptables

La norme IFRS 17 demande que les agrégats au titre des traités de réassurance cédée soient présentés séparément des produits et charges afférents aux contrats d'assurance émis.

Les produits et charges afférents aux activités de réassurance cédée intègrent donc :

- d'une part, les charges de cession (coût de la réassurance) ;
- d'autre part, les produits de cession (sommes recouvrables auprès des réassureurs).

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges des cessions	- 195 344	- 197 365
Produits des cessions	173 793	189 780
Total des produits ou charges afférentes aux activités de réassurance cédée	- 21 551	- 7 585

9.1.4. – Produits nets des placements liés aux activités d'assurance

Principes comptables

La rubrique regroupe les produits nets des placements financiers d'assurance évalués selon la norme IFRS 9 et le résultat net des immeubles de placement d'assurance évalués selon la norme IAS 40.

Les principes comptables applicables en IFRS 9 sont présentés en note 2.5.1 pour les principes comptables généraux et en note 4 pour les principes comptables spécifiques.

Les immeubles de placement d'assurance qui relèvent de la norme IAS 40 sont évalués au coût historique ou à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat pour les immeubles sous-jacents aux contrats participatifs directs.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	9 435	962
Intérêts et charges assimilées	- 813	- 1 042
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	332 951	410 492
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	0	0
Résultat net des immeubles de placement	5 185	- 9 494
Total des produits nets des placements liés aux activités d'assurance	346 758	400 918

9.1.5. – Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis

Principes comptables

Les produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net comprennent notamment :

- l'effet de désactualisation qui correspond à la désactualisation des contrats au taux courant de début de période pour les contrats évalués en approche générale et en approche PAA ;
- l'effet du changement de taux d'actualisation courant et d'environnement économique pour les contrats évalués en approche générale et en approche PAA ;
- les produits ou charges financiers d'assurance pour les contrats participatifs directs (VFA) qui correspondent à la variation de juste valeur des éléments sous-jacents ;
- l'effet de l'option de l'atténuation des risques (voir note 9.2 principes comptables) qui se traduit en approche VFA par une comptabilisation en résultat d'un élément qui sans cette option serait imputé à la CSM ;
- les reclassements des éléments comptabilisés en résultat net vers les capitaux propres au titre de l'application de l'option désagrégation ou option OCI (voir note 9.2 principes comptables).

Les produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres sont le reflet de l'application de l'option de désagrégation.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effet de désactualisation	167	1 208
Changement de taux et d'environnement économique comptabilisé en résultat net	- 846	- 369
Produits ou charges financières d'assurance pour les contrats avec participation directe	- 380 810	- 515 525
Effet de l'option de l'atténuation des risques	0	0
Reclassement des éléments comptabilisés en résultat net vers les capitaux propres (1)	50 905	134 121
Écarts de change	0	0
Autres mouvements	0	0
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	- 330 584	- 380 565
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres	8 141	45 366
Total des produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres et résultat net	- 322 443	- 335 199
(1) Y compris le reclassement en capitaux propres de l'atténuation des risques		

9.1.6. – Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée

Principes comptables

Ce poste reprend pour les traités de réassurance cédée des agrégats identiques à ceux figurant dans les produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis à l'exclusion de ceux concernant l'approche VFA qui n'est pas applicable en réassurance.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effet de désactualisation	115	- 58
Changement de taux et d'environnement économique comptabilisé en résultat net	383	254
Reclassement des éléments comptabilisés en résultat net vers les capitaux propres	- 73	121
Écarts de change	0	0
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en résultat net	425	317
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres	- 1 122	- 1 197
Total des produits ou charges financiers afférent aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres et résultat net	- 697	- 880

9.1.7. – Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	3 809	- 272
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations		0
Total coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance (1)	3 809	- 272
(1) Placements au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres		

9.1.8. – Frais généraux des activités d'assurance par nature et par destination

Principes comptables

La norme IFRS 17 prévoit que les charges directement attribuables aux contrats d'assurance soient présentées au sein du PNB. Les frais généraux non attribuables sont quant à eux en charges générales d'exploitation ou en dotations aux amortissements et dépréciations.

Les frais généraux attribuables aux frais d'acquisition sont étalés sur la durée de vie des contrats selon des critères qui reflètent l'écoulement du temps. Dans le Groupe BRED, les frais d'acquisition sont principalement amortis au même rythme que la CSM donc selon les mêmes unités de couverture.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Ventilation des frais généraux par nature		
Charges de personnel	- 19 702	- 18 170
Impôts, taxes et contributions réglementaires	- 4 123	- 5 281
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	- 13 631	- 10 463
Autres frais administratifs	- 17 754	0
Total des charges générales d'exploitation	- 37 456	- 33 914
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	- 4 416	- 1 989
Montants attribués aux frais d'acquisition nets d'amortissement	- 915	- 508
Total des frais généraux des activités d'assurance par nature	- 42 787	- 36 411
Ventilation des frais généraux par destination		
Frais d'acquisition attribuables	- 1 530	- 1 316
Frais de gestion de sinistre attribuables	- 5 007	- 3 422
Frais d'administration attribuables	- 10 760	- 9 414
Frais de gestion financière attribuables	- 6 184	- 7 916
Autres frais généraux attribuables	- 19 306	- 14 343
Frais généraux non attribuables		0
Total des frais généraux des activités d'assurance par destination	- 42 787	- 36 411

9.2. – Notes relatives au bilan pour l'activité d'assurance

Principes comptables

Au bilan, les engagements relatifs aux contrats IFRS 17 sont présentés en fonction de la position à l'actif ou au passif de la valeur comptable des portefeuilles IFRS 17 et de la typologie des contrats (présentation distincte de la valeur comptable des portefeuilles IFRS 17 au titre des contrats d'assurance directe, et réassurance acceptée, de celle des traités de réassurance cédée).

La valeur comptable des engagements relatifs aux contrats IFRS 17 comprend également les montants des créances et dettes relatives aux opérations d'assurance et de réassurance cédée.

Le Groupe BRED applique l'option de présentation des placements financiers des activités d'assurance dans un poste distinct à l'actif du bilan avec pour corollaire une présentation des produits nets des placements liés aux activités d'assurance sur une ligne distincte du compte de résultat comme l'autorise la recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 (note 9.2).

Les principes comptables applicables aux placements financiers d'assurance (autres que les immeubles de placement) relèvent de la norme IFRS 9 et sont présentés en note 2.5.1 pour les principes comptables généraux et en note 5 pour les principes comptables spécifiques.

Les principes comptables applicables aux immeubles de placement d'assurance qui relèvent de la norme IAS 40 sont évoqués en note 9.2.4.

9.2.1. – Placements financiers des activités d'assurance

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 379 165	6 083 371
Instruments dérivés de couverture		0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 174 724	2 854 919
Immobilier de placement	64 919	73 196
Prêts et créances au coût amorti	33 569	35 991
Instruments de dettes sous forme de titres au coût amorti	0	0
Total des placements financiers des activités d'assurance	9 652 377	9 047 477

Les tableaux ci-dessous présentent l'échéancier des placements financiers des activités d'assurance :

Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Inférieur à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						6 379 165	6 379 165
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	18 156	72 685	1 133 948	1 949 935	-	3 174 724

Prêts et créances au coût amorti	-	-	-	996	-	32 573	33 569
Instruments de dettes sous forme de titres au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-
Total des placements financiers des activités d'assurance (hors immobilier de placement)	-	18 156	72 685	1 134 944	1 949 935	6 411 738	9 587 458

Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	Inférieur à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						6 083 371	6 083 371
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	50 850	240 302	930 428	1 615 128	18 211	2 854 919
Prêts et créances au coût amorti	-	-	11 143	-	-	24 848	35 991
Instruments de dettes sous forme de titres au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-
Total des placements financiers des activités d'assurance (hors immobilier de placement)	-	50 850	251 445	930 428	1 615 128	6 126 430	8 974 281

9.2.2. – Immeubles de placement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles de placement comptabilisés au coût historique						
Immeubles de placement comptabilisés à la juste valeur	64 919		64 919	73 196		73 196
Dont immeubles de placement en unités de compte						
Total immeubles de placement	64 919		64 919	73 196		73 196

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 64,9 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 73,2 millions au 31 décembre 2023.

La juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs s'élève à 0 million d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 million au 31 décembre 2023.

9.2.3. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propresPrincipes comptables

Voir note 5.4.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
Prêts ou créances	0	///	0	0	///	0
Titres de dettes	3 174 724	///	3 174 724	2 854 919	///	2 854 919
Titres de participation	///	0	0	///	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	///	0	0	///	0	0
Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 174 724	0	3 174 724	2 854 919	0	2 854 919
Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues	3 194	///	3 194	7 004	///	7 004
Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (avant impôt)	- 66 971	0	- 66 971	- 167 263	- 2 682	- 169 945

Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Instruments de capitaux propres décomptabilisés au cours de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
Titres de participations non cotés et non consolidés	0	0	0	0	0
Autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	31/12/2023				
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Instruments de capitaux propres décomptabilisés au cours de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
Titres de participations non cotés et non consolidés	0	0	0	0	0
Autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante « Réserves consolidées » durant la période concerne la (les) cession(s) et s'élève à 0 million d'euros au 31 décembre 2024.

9.2.4. – Actifs financiers à la juste valeur par résultatPrincipes comptables

Voir note 5.2.1.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction et assimilée (3)	Actifs financiers devant être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (1) (2)	Actifs financiers à la juste valeur sur option (4)	Total	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction et assimilée (3)	Actifs financiers devant être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (1) (2)	Actifs financiers à la juste valeur sur option (4)	Total
Titres	3 083 388	3 283 385	12 392	6 379 165	2 982 462	3 091 979	8 930	6 083 371
Instruments de dettes	3 083 388	567 754	12 392	3 663 534	2 982 462	632 213	8 930	3 623 605
Instruments de capitaux propres	0	2 715 631	0	2 715 631	0	2 459 766	0	2 459 766
Prêts ou créances	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés hors couverture	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3 083 388	3 283 385	12 392	6 379 165	2 982 462	3 091 979	8 930	6 083 371

(1) Les critères de classement des actifs financiers en juste valeur par le résultat en raison du non-respect du critère SPPI retenus par le Groupe BRED sont communiqués en note 2.5.1 ;

(2) Les instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le résultat comprennent les instruments de dette non basiques (non SPPI) pour 0 million d'euros, ainsi que les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'a pas été fait le choix de les évaluer par capitaux propres ;

(3) Dont placement en unité de compte (UC) pour un montant de 3,083 M€

(4) Uniquement dans le cas d'une « non-concordance comptable »

Au 31 décembre 2024, les actifs financiers classés à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des titres. Les actifs non basiques (non SPPI) correspondent essentiellement à des titres.

Actifs financiers à la juste valeur sur option et risque de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						31/12/2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Juste valeur des dérivés de crédit liés	Actifs financiers à la juste valeur sur option		Dérivés de crédit liés		Exposition maximale au risque de crédit	Juste valeur des dérivés de crédit liés	Actifs financiers à la juste valeur sur option		Dérivés de crédit liés	
			Variation de juste valeur imputable au risque de crédit de l'actif financier		Variation de juste valeur des dérivés de crédit liés				Variation de juste valeur imputable au risque de crédit de l'actif financier		Variation de juste valeur des dérivés de crédit liés	
			N	Cumulé	N	Cumulé			N-1	Cumulé	N-1	Cumulé
Instruments de dettes sous forme de titres	12 392	0	0	0	0	0	8 930	0	0	0	0	0
Prêts ou créances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	12 392	0	0	0	0	0	8 930	0	0	0	0	0

9.2.5. – Actifs au coût amortiPrincipes comptables

Voir note 5.5.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	996	11 143
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	32 573	24 848
Titres au coût amorti		
Dépréciations		
Total actifs au coût amorti	33 569	35 991

9.2.6. – Hiérarchie de la juste valeur des placements des activités d'assurance à la juste valeurPrincipes comptables

Voir note 10.1.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Total
		(Niveau 1)	(Niveau 2)			(Niveau 1)	(Niveau 2)	
Actifs financiers								
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	12 327	65	0	12 392	8 809	121	0	8 930
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	12 327	65	0	12 392	8 809	121	0	8 930
Autres actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option (2)	12 327	65	0	12 392	8 809	121	0	8 930
Instruments de dettes	441 171	106 410	20 173	567 754	503 989	101 871	26 353	632 213
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0

Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	441 171	106 410	20 173	567 754	503 989	101 871	26 353	632 213
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique (3)	441 171	106 410	20 173	567 754	503 989	101 871	26 353	632 213
Instruments de capitaux propres	1 196 741	616 814	902 076	2 715 631	2 916 464	992 239	1 533 525	5 442 228
Actions et autres titres de capitaux propres	1 196 741	616 814	902 076	2 715 631	2 916 464	992 239	1 533 525	5 442 228
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction (4)	1 196 741	616 814	902 076	2 715 631	2 916 464	992 239	1 533 525	5 442 228
Instruments de dettes	2 879 370	88 523	206 831	3 174 724	2 448 027	164 368	242 524	2 854 919
Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	2 879 370	88 523	206 831	3 174 724	2 448 027	164 368	242 524	2 854 919
Instruments de capitaux propres	3	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	3	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (5)	2 879 373	88 523	206 831	3 174 724	2 448 027	164 368	242 524	2 854 919
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur	4 529 612	811 812	1 129 080	6 470 501	5 877 289	1 258 599	1 802 402	8 938 290

(1) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs

(2) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs

(3) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs

(4) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs

(5) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs

Le niveau de juste valeur des passifs financiers des filiales d'assurance est inclus dans le tableau de la note 10.1.1.

9.2.6.1. – Analyse des placements des activités d'assurance classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

— Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Reclassements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			
			Au compte de résultat		En capitaux propres	
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture		
Actifs financiers niveau 3						
Instruments de dettes						
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						
Instruments de capitaux propres						
Actions et autres titres de capitaux propres						
Instruments dérivés						
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Autres						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction						
Instruments dérivés						
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Instruments de dettes						
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						
Autres actifs financiers						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option						
Instruments de dettes	26 353	-	- 6 180	-	-	-
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes	26 353		- 6 180	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	26 353	-	- 6 180	-	-	-
Instruments de capitaux propres	882 001	-	- 23 957	-	-	-
Actions et autres titres de capitaux propres	882 001	-	- 23 957	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	882 001	-	- 23 957	-	-	-
Instruments de dettes	242 524	-	-	-	-	4 032
Prêts						
Titres de dettes	242 524		-			4 032
Instruments de capitaux propres						
Actions et autres titres de capitaux propres						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	242 524	-	-	-	-	4 032
Dérivés de taux						
Dérivés actions						

Dérivés de change					
Dérivés de crédit					
Autres dérivés					
Instruments dérivés de couverture					
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur	1 150 878	-	- 30 137	-	4 032

(En milliers d'euros.)	Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2024
	Achats / Émissions	Ventes / Remboursements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
Actifs financiers niveau 3						
Instruments de dettes						
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						
Instruments de capitaux propres						
Actions et autres titres de capitaux propres						
Instruments dérivés						
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Autres						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction						
Instruments dérivés						
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Instruments de dettes						
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						
Autres actifs financiers						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option						
Instruments de dettes	-	-	-	-	-	20 173
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes	-	-	-	-	-	20 173
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	-	-	-	-	-	20 173
Instruments de capitaux propres	153 657	- 109 625	-	-	-	902 076
Actions et autres titres de capitaux propres	153 657	- 109 625	-	-	-	902 076
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	153 657	- 109 625	-	-	-	902 076
Instruments de dettes	-	- 39 900	-	175	-	206 831
Prêts						
Titres de dettes	-	- 39 900	-	175	-	206 831
Instruments de capitaux propres						
Actions et autres titres de capitaux propres						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	- 39 900	-	175	-	206 831
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Instruments dérivés de couverture						
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur	153 657	- 149 525	-	175	-	1 129 080

Les passifs financiers des filiales d'assurance de niveau 3 sont inclus dans le tableau de la note 10.1.2.

— Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	01/01/2023 retraité	Reclassements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		
			Au compte de résultat		En capitaux propres
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	
Actifs financiers niveau 3					
Instruments de dettes					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
Instruments de capitaux propres					
Actions et autres titres de capitaux propres					
Instruments dérivés					
Dérivés de taux					
Dérivés actions					

Dérivés de change					
Dérivés de crédit					
Autres dérivés					
Autres					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-
Instruments dérivés					
Dérivés de taux					
Dérivés actions					
Dérivés de change					
Dérivés de crédit					
Autres dérivés					
Instruments de dettes					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
Autres actifs financiers					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	-	-	-	-	-
Instruments de dettes	18 036		8 317		
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes	18 036		8 317		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	18 036	-	8 317	-	-
Instruments de capitaux propres	465 032		- 99 779		
Actions et autres titres de capitaux propres	465 032		- 99 779		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	465 032	-	- 99 779	-	-
Instruments de dettes	240 774				- 32 462
Prêts					
Titres de dettes	240 774				- 32 462
Instruments de capitaux propres					
Actions et autres titres de capitaux propres					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	240 774	-	-	-	- 32 462
Dérivés de taux					
Dérivés actions					
Dérivés de change					
Dérivés de crédit					
Autres dérivés					
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur	723 842	-	- 91 462		- 32 462

(En milliers d'euros.)	Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2023
	Achats / Émissions	Ventes / Remboursements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
Actifs financiers niveau 3						
Instruments de dettes						
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						
Instruments de capitaux propres						
Actions et autres titres de capitaux propres						
Instruments dérivés						
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Autres						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés						
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Instruments de dettes						
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						
Autres actifs financiers						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes						26 353
Prêts sur les établissements de crédit						
Prêts sur la clientèle						
Titres de dettes						26 353
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	-	-	-	-	-	26 353
Instruments de capitaux propres	252 454	- 85 270		1 001 088		1 533 525
Actions et autres titres de capitaux propres	252 454	- 85 270		1 001 088		1 533 525
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	252 454	- 85 270	-	1 001 088	-	1 533 525
Instruments de dettes	50 000	- 15 788				242 524
Prêts						
Titres de dettes	50 000	- 15 788				242 524
Instruments de capitaux propres						

Actions et autres titres de capitaux propres						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	50 000	- 15 788	-	-	-	242 524
Dérivés de taux						
Dérivés actions						
Dérivés de change						
Dérivés de crédit						
Autres dérivés						
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur	302 454	- 101 058	-	1 001 088	-	1 802 402

9.2.6.2. – Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur
Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

— Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	De	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
	Vers	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Actifs financiers							
Instruments de dettes							
Prêts sur les établissements de crédit							
Prêts sur la clientèle							
Titres de dettes							
Instruments de capitaux propres							
Actions et autres titres de capitaux propres							
Instruments dérivés							
Dérivés de taux							
Dérivés actions							
Dérivés de change							
Dérivés de crédit							
Autres dérivés							
Autres							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction							
Instruments dérivés							
Dérivés de taux							
Dérivés actions							
Dérivés de change							
Dérivés de crédit							
Autres dérivés							
Instruments de dettes							
Prêts sur les établissements de crédit							
Prêts sur la clientèle							
Titres de dettes							
Autres actifs financiers							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option							
Instruments de dettes							
Prêts sur les établissements de crédit							
Prêts sur la clientèle							
Titres de dettes							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique							
Instruments de capitaux propres							
Actions et autres titres de capitaux propres							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction							
Instruments de dettes			175	2 851			
Prêts			175	2 851			
Titres de dettes							
Instruments de capitaux propres							
Actions et autres titres de capitaux propres							
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							
Dérivés de taux							
Dérivés actions							
Dérivés de change							
Dérivés de crédit							
Autres dérivés							
Instruments dérivés de couverture							
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur			175	2 851			

Les transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur des passifs financiers des filiales d'assurance sont inclus dans le tableau de la note 10.1.3.

— Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	De	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
	Vers	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Actifs financiers							
Instruments de dettes		-	-	-	-	-	-
Prêts sur les établissements de crédit		-	-	-	-	-	-

Prêts sur la clientèle		-	-	-	-	-	-
Titres de dettes		-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres		-	-	-	-	-	-
Actions et autres titres de capitaux propres		-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés		-	-	-	-	-	-
Dérivés de taux		-	-	-	-	-	-
Dérivés actions		-	-	-	-	-	-
Dérivés de change		-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit		-	-	-	-	-	-
Autres dérivés		-	-	-	-	-	-
Autres		-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction		-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés		-	-	-	-	-	-
Dérivés de taux		-	-	-	-	-	-
Dérivés actions		-	-	-	-	-	-
Dérivés de change		-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit		-	-	-	-	-	-
Autres dérivés		-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes		-	-	-	-	-	-
Prêts sur les établissements de crédit		-	-	-	-	-	-
Prêts sur la clientèle		-	-	-	-	-	-
Titres de dettes		-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers		-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option		-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes		-	-	-	-	-	-
Prêts sur les établissements de crédit		-	-	-	-	-	-
Prêts sur la clientèle		-	-	-	-	-	-
Titres de dettes		-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique		-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	116 294	-	-	1 001 088	-	-	-
Actions et autres titres de capitaux propres	116 294	-	-	1 001 088	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	116 294	-	-	1 001 088	-	-	-
Instruments de dettes	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres titres de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de taux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés actions	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de change	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total des placements des activités d'assurance à la juste valeur	116 294	-	-	1 001 088	-	-	-

9.2.6.3. – Juste valeur des placements des activités d'assurance évalués au coût amorti au bilan

— Principes comptables

Voir note 10.2

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (Niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (Niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (Niveau 3)	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (Niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (Niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (Niveau 3)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	996	0	996	0	11 143	0	11 143	0
Prêts et créances sur la clientèle	32 573	0	32 573	0	24 848	0	24 848	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des placements des activités d'assurance au coût amorti	33 569	0	33 569	0	35 991	0	35 991	0

Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs.

9.2.7. – Actifs et passifs d'assurance

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs d'assurance	151 509	157 740
Contrats d'assurance émis – Approche générale		
Contrats d'assurance émis – VFA		

Contrats d'assurance émis – Hors PAA		
Contrats d'assurance émis – PAA	35 231	43 028
Contrats de réassurance cédée – PAA	116 278	114 712
Contrats de réassurance cédée – Approche générale		
Passifs d'assurance	9 172 424	8 614 059
Contrats d'assurance émis – Approche générale	73 313	60 148
Contrats d'assurance émis – VFA	8 913 597	8 352 589
Contrats d'assurance émis – Hors PAA	8 986 910	8 412 737
Contrats d'assurance émis – PAA	153 754	147 475
Contrats de réassurance cédée – PAA	22 850	12 797
Contrats de réassurance cédée – Approche générale	8 910	41 050
Total	9 020 915	8 456 319

9.2.7.1. – Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis par élément Approche générale et Approche par commission variable (VFA)

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par élément : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	Total
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 01/01/2024	7 948 924	142 825	260 840	8 352 589
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	7 948 924	142 825	260 840	8 352 589
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	7 948 924	142 825	260 840	8 352 589
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 16 028	- 8 624	- 18 885	- 43 537
Amortissement de la marge sur services contractuels			- 15 822	- 15 822
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier		- 8 624		- 8 624
Écarts d'expérience	- 16 028		- 3 063	- 19 091
Variations liées aux services futurs	38 926		- 37 823	1 103
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 43 773		44 876	1 103
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	82 699		(82 699)	0
Effets des variations d'hypothèses entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires				
Variations liées aux services passés	27 200			27 200
Résultat des activités d'assurance	50 098	- 8 624	(56 708)	- 15 234
Produits ou charges financiers d'assurance	380 810			380 810
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en résultat net	330 175			330 175
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en capitaux propres	50 635			50 635
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	430 908	- 8 624	- 56 708	365 576
Flux de trésorerie (1)	280 159			280 159
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	- 77 913	- 6 813	- 1	- 84 727
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 582 078	127 388	204 131	8 913 597
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	8 582 078	127 388	204 131	8 913 597
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 31/12/2024	8 582 078	127 388	204 131	8 913 597

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance

(2) Dont - 77,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par élément : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	Total
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 01/01/2023	7 572 781	123 687	202 657	7 899 125
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0

Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	7 572 781	123 687	202 657	7 899 125
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	7 572 781	123 687	202 657	7 899 125
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 13 886	- 6 241	- 16 885	- 37 012
Amortissement de la marge sur services contractuels			- 17 940	- 17 940
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier		- 6 241		- 6 241
Écarts d'expérience	- 13 886		1 055	- 12 831
Variations liées aux services futurs	- 75 207		75 067	- 140
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 59 894		59 894	0
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	- 15 173		15 173	0
Effets des variations d'hypothèses entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires	- 140			- 140
Variations liées aux services passés	25 178			25 178
Résultat des activités d'assurance	- 63 915	- 6 241	58 183	- 11 974
Produits ou charges financiers d'assurance	515 525			515 525
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en résultat net	380 955			380 955
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en capitaux propres	134 570			134 570
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	451 610	- 6 241	58 183	503 551
Flux de trésorerie (1)	- 69 650			- 69 650
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	- 6 384	25 379		18 995
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	7 948 356	142 825	260 840	8 352 021
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	7 948 356	142 825	260 840	8 352 021
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 31/12/2023	7 948 356	142 825	260 840	8 352 021

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance

(2) Dont - 6,4 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

9.2.7.2. – Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats de réassurance cédée par élément Approche générale

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par élément : Approche générale			
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	Total
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 01/01/2024	- 41 050	0	0	- 41 050
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	0	0	0	0
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 41 050	0	0	- 41 050
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 5 761	- 1 741	- 3 544	- 11 046
Amortissement de la marge sur services contractuels	0	0	- 3 544	- 3 544
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	0	- 1 741	0	- 1 741
Écarts d'expérience	- 5 761	0	0	- 5 761
Variations liées aux services futurs	- 6 775	1 989	4 786	0
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 2 263	1 390	873	0
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	- 4 512	599	3 913	0
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	0	0	0
Variations liées aux services passés	5 975	0	0	5 975
Effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée	0	0	0	0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 6 561	248	1 242	- 5 071
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 409	182	60	- 167
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en résultat net	- 471	171	60	- 240
dont écart de change	0	0	0	0
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres	62	11	0	73
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	- 6 970	430	1 302	- 5 238
Flux de trésorerie (1)	42 504	0	0	42 504
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et autres mouvements (2)	- 3 394	- 430	- 1 302	- 5 126
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 31/12/2024	- 8 910	0	0	- 8 910
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	0	0	0	0
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 8 910	0	0	- 8 910

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée
 (2) Dont - 34 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par élément : Approche générale			
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	Total
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 01/01/2023	4 651		22 737	27 388
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	22 699		22 737	45 436
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 18 048			- 18 048
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 28 808	- 1 675	- 3 239	- 33 722
Amortissement de la marge sur services contractuels			- 3 239	- 3 239
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier		- 1 675		- 1 675
Écarts d'expérience	- 28 808			- 28 808
Variations liées aux services futurs	- 6 546	1 229	5 316	- 1
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 3 168	1 441	1 726	- 1
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	- 3 378	- 212	3 590	0
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice			0	0
Variations liées aux services passés	19 713			19 713
Effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée	0			0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 15 641	- 446	2 077	- 14 010
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 312	- 49	- 10	- 371
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en résultat net	- 405	165	- 10	- 250
dont écart de change				
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres	93	- 214		- 121
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	- 15 953	- 495	2 067	- 14 381
Flux de trésorerie (1)	44 665			44 665
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et autres mouvements (2)	- 74 413	495	- 24 804	- 98 722
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 31/12/2023	- 41 050	0	0	- 41 050
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale				
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 41 050			- 41 050

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée

(2) Dont - 74,4 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

9.2.7.3. – Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis par couverture – Approche générale et Approche par commission variable (VFA)

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Passifs pour couverture future		Passifs pour sinistres survenus	Total
	Passifs pour couverture future hors contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires		
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 01/01/2024	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Produits des activités d'assurance	- 62 427			- 62 427
Charges afférentes aux activités d'assurance	915	1 103	45 175	47 193
Prestations et charges encourues – survenance en cours			17 975	17 975
Charges d'acquisition	915			915
Prestations et charges encourues – survenances passées			27 200	27 200
Constataion et reprise de composante de perte des contrats déficitaires		1 103		1 103
Résultat des activités d'assurance	- 61 512	1 103	45 175	- 15 234
Produits ou charges financières d'assurance émis	381 913	- 1 103		380 810
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	331 278	- 1 103		330 175
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres	50 635			50 635
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	320 401	0	45 175	365 576
Composants investissements (combinés aux remboursements des primes)	- 516 639		516 639	0
Flux de trésorerie (1)	834 825	0	- 554 666	280 159
Primes reçues	841 634			841 634
Flux de trésorerie d'acquisition réglés au titre des groupes de contrats existants sur la période	- 6 809			- 6 809

Prestations et charges payées, hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement			-554 666	- 554 666
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	-87 951		- 1 714	- 89 665
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 811 076	0	97 583	8 908 659
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	8 811 076		97 583	8 908 659
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à la clôture au 31/12/2024	8 811 076	0	97 583	8 908 659

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance

(2) Dont -88,0 million d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Passifs pour couverture future		Passifs pour sinistres survenus	Total
	Passifs pour couverture future hors contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires		
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 01/01/2023	7 800 552	0	98 573	7 899 125
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	7 800 552	0	98 573	7 899 125
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	7 800 552	0	98 573	7 899 125
Produits des activités d'assurance	- 52 216			- 52 216
Charges afférentes aux activités d'assurance	508	- 140	39 874	40 242
Prestations et charges encourues – survenance en cours		0	14 696	14 696
Charges d'acquisition	508			508
Prestations et charges encourues – survenances passées			25 178	25 178
Constataion et reprise de composante de perte des contrats déficitaires		- 140		- 140
Résultat des activités d'assurance	- 51 708	- 140	39 874	- 11 974
Produits ou charges financières d'assurance émis	515 385	140	0	515 525
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	380 815	140	0	380 955
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres	134 570		0	134 570
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	463 677	0	39 874	503 551
Composants investissements (combinés aux remboursements des primes)	- 688 569		688 569	0
Flux de trésorerie (1)	665 785	0	- 735 435	- 69 650
Primes reçues	661 349			661 349
Flux de trésorerie d'acquisition réglés au titre des groupes de contrats existants sur la période	4 436			4 436
Prestations et charges payées, hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement			- 735 435	- 735 435
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	18 995	0	568	19 563
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA				
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – Approche générale et Approche VFA	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à la clôture au 31/12/2023	8 260 440	0	92 149	8 352 589

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance

(2) Dont 19,0 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

9.2.7.4. – Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis par couverture – approche par PAA (approche simplifiée)

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)				
	Passifs pour couverture future		Passifs pour sinistres survenus		Total
	Passifs pour couverture future hors composante de perte des contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires	Ajustement au titre du risque non-financier	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 01/01/2024	- 39 344		126 915	16 876	104 447
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	- 43 028				- 43 028
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	3 684		126 915	16 876	147 475
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 35 785	0	126 915	16 876	108 006
Produits des activités d'assurance	- 233 609				- 233 609
Charges afférentes aux activités d'assurance	62 472	0	136 815	- 1 107	198 180
Prestations et charges encourues – survenance en cours			87 749	- 275	87 474
Charges d'acquisition	62 472	0	0	0	62 472
Prestations et charges encourues – survenances passées			49 066	(832)	48 234
Constataion et reprise de composante de perte des contrats déficitaires					0
Résultat des activités d'assurance	- 171 137	0	136 815	- 1 107	- 35 429
Produits ou charges financières d'assurance			1 371		1 371
Produits ou charges financières d'assurance comptabilisés en résultat net			1 371		1 371

Produits ou charges financières d'assurance comptabilisées en capitaux propres					
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 171 137	0	138 186	- 1 107	- 34 058
Composantes investissement					0
Flux de trésorerie (1)	175 526	0	- 128 608	0	46 918
Primes reçues	233 609				233 609
Flux de trésorerie d'acquisition affectés aux groupes de contrats existants sur la période	- 58 083				- 58 083
Prestations et charges payées hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement			- 128 608		- 128 608
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	- 5 665		6 882		1 216
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 37 363	0	141 158	15 769	119 565
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	- 35 231				- 35 231
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	- 5 389		143 375	15 768	153 754
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 31/12/2024	- 40 620		143 375	15 768	118 523

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance

(2) Dont - 5,7 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)				
	Passifs pour couverture future		Passifs pour sinistres survenus		Total
	Passifs pour couverture future hors composante de perte des contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires	Ajustement au titre du risque non-financier	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 01/01/2023	- 10 748		98 528	10 138	97 918
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	- 27 795				- 27 795
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	17 047		197 056	20 276	234 379
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	17 047	0	98 528	10 138	125 713
Produits des activités d'assurance	- 222 994				- 222 994
Charges afférentes aux activités d'assurance	60 830	0	142 441	5 841	209 112
Prestations et charges encourues – survenance en cours			5 251		5 251
Charges d'acquisition	60 830	0	0	0	60 830
Prestations et charges encourues – survenances passées			137 190	5 841	143 031
Constatation et reprise de composante de perte des contrats déficitaires					0
Résultat des activités d'assurance	- 162 164	0	142 441	5 841	- 13 882
Produits ou charges financiers d'assurance			2 662		2 662
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en résultat net			1 331		1 331
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisées en capitaux propres					
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 162 164	0	143 772	5 841	- 12 551
Composantes investissement			2 465		2 465
Flux de trésorerie (1)	193 775	0	- 131 825	0	61 950
Primes reçues	222 994				222 994
Flux de trésorerie d'acquisition affectés aux groupes de contrats existants sur la période	- 29 219				- 29 219
Prestations et charges payées hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement			- 131 825		- 131 825
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	- 63 944		13 975	897	- 49 072
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 15 286	0	126 915	16 876	128 505
Actifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	- 43 028				- 43 028
Passifs d'assurance – Contrats d'assurance émis – PAA	3 684		126 915	16 876	147 475
Valeur comptable nette des contrats d'assurance au 31/12/2023	- 39 344	0	126 915	16 876	104 447

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance

(2) Dont - 63,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

9.2.7.5. – Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats de réassurance cédée par couverture – Approche générale

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche générale		
	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus	Total
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 01/01/2024	- 61 356	20 307	- 41 049
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale			
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 61 357	20 307	- 41 050
Produits des cessions		16 477	16 477
Produits des cessions – survenance en cours		10 502	10 502
Produits des cessions – survenances passées		5 975	5 975
Produits des cessions – Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires			0
Charges des cessions	- 21 548		- 21 548
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 21 548	16 477	- 5 071
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 376	209	- 167
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net	- 422	182	- 240
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres	46	27	73
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	- 21 924	16 686	- 5 238
Composantes investissement			
Flux de trésorerie (1)	42 504		42 504
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement			0
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	42 504		42 504
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements (2)	8 638	- 13 765	- 5 127
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédés au 31/12/2024	- 32 138	23 228	- 8 910
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale			
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 32 138	23 228	- 8 910

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée

(2) Dont 8,6 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche générale		
	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus	Total
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 01/01/2023	12 102	15 286	27 388
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	30 150	15 286	45 436
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 18 048		- 18 048
Produits des cessions		19 713	19 713
Produits des cessions – survenance en cours			
Produits des cessions – survenances passées		19 713	19 713
Produits des cessions – Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires			0
Charges des cessions	- 33 722		- 33 722
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 33 722	19 713	- 14 009
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 1 084	713	- 371
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net	- 543	293	- 250
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres	- 541	420	- 121
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	- 34 806	20 426	- 14 380
Composantes investissement			
Flux de trésorerie (1)	44 665		44 665
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement			0
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	44 665		44 665
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements (2)	- 83 317	- 15 405	- 98 722
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédés au 31/12/2023	- 61 356	20 307	- 41 049
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale			
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – Approche générale	- 61 356	20 307	- 41 049

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée

(2) Dont - 83,3 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.6. – Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats de réassurance cédée par couverture – Approche PAA (approche simplifiée)

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)			
	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Total
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 01/01/2024	- 12 261	101 818	12 358	101 915
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	536	101 818	12 358	114 712
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	- 12 797			- 12 797
Produits des cessions		157 961	- 645	157 316
Produits des cessions – survenance en cours		86 116	- 343	85 773
Produits des cessions – survenances passées		71 845	(302)	71 543
Produits des cessions – Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires				0
Charges des cessions	- 173 796			- 173 796
dont effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée				0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 173 796	157 961	- 645	- 16 480
Produits ou charges financiers d'assurance afférents aux contrats de réassurance cédée		665		665
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net		665		665
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres				
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 173 796	158 626	- 645	- 15 815
Composantes investissement				
Flux de trésorerie (1)	173 796	- 146 713		27 083
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement		- 146 713		- 146 713
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	173 796			173 796
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements (2)	- 10 589	- 9 165		- 19 754
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédés au 31/12/2024	- 22 850	104 566	11 713	93 429
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA		104 566	11 712	116 278
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	- 22 850			- 22 850

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée

(2) Dont - 10,6 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

(En milliers d'euros.)	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)			
	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Total
Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédée au 01/01/2023	22 430	72 011	8 664	103 105
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	26 700	72 011	8 664	107 375
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	- 4 270			- 4 270
Produits des cessions		166 373	3 694	170 067
Produits des cessions – Survenance en cours				
Produits des cessions – Survenances passées		166 373	3 694	170 067
Produits des cessions – Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires				0
Charges des cessions	- 163 643			- 163 643
dont effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée				0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 163 643	166 373	3 694	6 424
Produits ou charges financiers d'assurance afférents aux contrats de réassurance cédée		567		567
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net		567		567
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres				
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 163 643	166 940	3 694	6 991
Composantes investissement				
Flux de trésorerie (1)	163 643	- 154 740		8 903
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement		- 154 740		- 154 740
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	163 643			163 643
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements (2)	- 34 691	17 607		- 17 084

Valeur comptable nette des contrats de réassurance cédés au 31/12/2023	- 12 261	101 818	12 358	101 915
Actifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	536	101 818	12 358	114 712
Passifs d'assurance – Contrats de réassurance cédée – PAA	- 12 797			- 12 797
(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée				
(2) Dont - 34,7 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements				

9.2.7.7. – Montants transitoires des contrats d'assurance émis

(En milliers d'euros.)	Contrats d'assurance émis : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			Total
	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	
Produits des activités d'assurance		- 62 427		- 62 427
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1 ^{er} janvier 2024		260 840		260 840
Variations liées aux services futurs		- 37 823		- 37 823
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice		44 876		44 876
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels		- 82 699		- 82 699
Variations liées aux services rendus au cours de la période		- 18 885		- 18 885
Marge sur services contractuels amortie en résultat		- 15 822		- 15 822
Autres éléments de revenu		- 3 063		- 3 063
Résultat des activités d'assurance		- 56 708		- 56 708
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis dont écarts de change				
Total des variations comptabilisées dans le résultat global		- 56 708		- 56 708
Autres mouvements		- 1		- 1
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 31 décembre 2024		204 131		204 131

(En milliers d'euros.)	Contrats d'assurance émis : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			Total
	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	
Produits des activités d'assurance		- 52 216	0	- 52 216
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1 ^{er} janvier 2023		202 657	0	202 657
Variations liées aux services futurs		75 067	0	75 067
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice		59 894	0	59 894
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels		15 173	0	15 173
Variations liées aux services rendus au cours de la période		- 16 885	0	- 16 885
Marge sur services contractuels amortie en résultat		- 17 940	0	- 17 940
Autres éléments de revenu		1 055	0	1 055
Résultat des activités d'assurance		58 183	0	58 183
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis dont écarts de change		0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global		58 183	0	58 183
Autres mouvements		0	0	0
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 31 décembre 2023		260 840	0	260 840

9.2.7.8. – Montants transitoires des contrats de réassurance cédée

(En milliers d'euros.)	Contrats de réassurance cédée : Approche générale			Total
	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	
Charges des cessions		- 49 535		- 49 535
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1 ^{er} janvier 2024		147 160		147 160
Variations liées aux services futurs		24 068		24 068
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice		6 037		6 037
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels		18 031		18 031

Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires – hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice				
Variations liées aux services reçus au cours de la période		- 21 721		- 21 721
Marge sur services contractuels amortie en résultat		- 21 721		- 21 721
Produits et charges afférents aux activités de réassurance cédée		2 347		2 347
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée dont écarts de change		323		323
Total des variations comptabilisées dans le résultat global		2 670		2 670
Autres mouvements		9 944		9 944
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 31 décembre 2024		159 774		159 774

(En milliers d'euros.)	Contrats de réassurance cédée : Approche générale			
	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	Total
Charges des cessions		- 65 725		- 65 725
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1 ^{er} janvier 2023		153 472		153 472
Variations liées aux services futurs		11 379		11 379
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice		10 525		10 525
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels		854		854
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires – hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice				
Variations liées aux services reçus au cours de la période		- 20 935		- 20 935
Marge sur services contractuels amortie en résultat		- 20 935		- 20 935
Produits et charges afférents aux activités de réassurance cédée		- 9 556		- 9 556
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée dont écarts de change		26		26
Total des variations comptabilisées dans le résultat global		- 9 530		- 9 530
Autres mouvements		3 218		3 218
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 31 décembre 2023		147 160		147 160

9.2.7.9. – Reconnaissance de la marge sur services contractuels en résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	> 10 ans	Total	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	> 10 ans	Total
Contrats d'assurance émis								
Approche générale et Approche par commission variable (VFA)	43 753	27 322	133 056	204 131	54 607	38 291	167 942	260 840
Contrats de réassurance cédée								
Approche générale								
Total	43 753	27 322	133 056	204 131	54 607	38 291	167 942	260 840

Il s'agit d'un total net qui va prendre en compte la CSM des contrats d'assurance émis qui représente un gain et la CSM des contrats de réassurance cédée qui peut représenter un coût ou un gain de réassurance.

9.2.8. – Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les informations sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7 sont incluses en note 5.2.2.

9.2.9. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les informations sur les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7 sont incluses en note 5.12.

9.2.10. – Dettes représentées par un titre

Les informations sur les dettes représentées par un titre des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7, sont incluses en note 5.11.

9.2.11. – Dettes subordonnées

Les informations sur les dettes subordonnées des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7 sont incluses en note 5.15.

9.3. – Expositions aux risques

Certaines informations relatives à la gestion du risque de crédit requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le chapitre 6 « Facteurs et gestion des risques – Risques assurance, gestion d'actifs, conglomerat financier ». Il en va de même pour certaines informations relatives aux risques de concentration, de marché et de liquidité requises par la norme IFRS 7.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les Commissaires aux comptes.

9.3.1. – Dépréciation au titre du risque de crédit

Les dépréciations au titre du risque de crédit sont présentées en note 9.2.7 et en note 7.

9.3.2. – Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements***9.3.2.1. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres***

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	2 805 136	3 789	46 287	2 870	37 764	36 502
Nouveaux contrats originés ou acquis	14 194	2 466	0	0	0	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	37 921	0	516	0	0	0
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	0	0	- 43 365	- 2 121	- 36 457	- 36 429
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	- 73	- 73
Transferts d'actifs financiers	1 234	0	0	0	- 1 234	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	1 234	0	0	0	- 1 234	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution du cours de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Solde au 31/12/2024	2 858 485	6 255	3 438	749	0	0

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	0	0	2 889 187	43 161
Nouveaux contrats originés ou acquis	0	0	0	0	14 194	2 466
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	0	0	0	0	38 437	0
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	0	0	0	0	- 79 822	- 38 550
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	- 73	- 73
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution du cours de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Solde au 31/12/2024	0	0	0	0	2 861 923	7 004

9.3.2.2. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

Néant

9.3.2.3. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	0	0	0	0
Nouveaux contrats originés ou acquis	11 143	0				
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)						
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période						
Réduction de valeur (passage en pertes)						
Transferts d'actifs financiers						
Transferts vers S1						
Transferts vers S2						
Transferts vers S3						
Changements de modèle						
Variations liées à l'évolution du cours de change						
Autres mouvements						
Solde au 31/12/2024	11 143	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2023	0	0	0	0	0	0
Nouveaux contrats originés ou acquis					11 143	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)						
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période						
Réduction de valeur (passage en pertes)						
Transferts d'actifs financiers						
Transferts vers S1						
Transferts vers S2						
Transferts vers S3						
Changements de modèle						
Variations liées à l'évolution du cours de change						
Autres mouvements						
Solde au 31/12/2024	0	0	0	0	11 143	0

9.3.2.4. – Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

(En milliers d'euros.)	Statut 1		Statut 2		Statut 3	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2022 retraité	9 377	0	0	0	0	0
Nouveaux contrats originés ou acquis	15 471	0	0		0	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation						
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)						
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période						
Réduction de valeur (passage en pertes)						
Transferts d'actifs financiers						
Transferts vers S1						
Transferts vers S2						
Transferts vers S3						

Changements de modèle						
Variations liées à l'évolution du cours de change						
Autres mouvements						
Solde au 31/12/2024	24 848	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (POCI)		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2022 retraité	0	0	0	0	9 377	0
Nouveaux contrats originés ou acquis	0	0	0	0	15 471	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation						
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)						
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période						
Réduction de valeur (passage en pertes)						
Transferts d'actifs financiers						
Transferts vers S1						
Transferts vers S2						
Transferts vers S3						
Changements de modèle						
Variations liées à l'évolution du cours de change						
Autres mouvements						
Solde au 31/12/2024	0	0	0	0	24 848	0

9.3.3. – Risque de liquidité

Échéancement des flux de trésorerie des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de réassurance cédée

Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024 (1)						Total
	<1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	>5 ans	
Contrats d'assurance émis – passif	0	0	0	0	0	0	0
Contrats de réassurance cédée - passif	0	0	0	0	0	0	0

(1) Ce tableau présente pour l'ensemble des contrats d'assurance émis et de réassurance cédée qui sont des passifs, l'échéancier prévisionnel de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs (Best Estimate).

Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	31/12/2023 (1)			
	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs liés à des contrats d'assurance émis	49	35	32	117
Passifs liés à des contrats de réassurance cédée	- 30 320	27 749	2 583	13

(1) Cet échéancier reprend l'intégralité des agrégats Contrats d'assurance émis – Passif et Contrats de réassurance cédée – Passif figurant au bilan.

Les montants payables à vue correspondent au total des encours des contrats d'assurance, en phase de constitution, pour lesquels les assurés disposent d'une option de rachat ou qui sont transférables à un assureur tiers, ainsi que la valeur des comptes de créances et dettes relatifs à ces contrats. Les contrats concernés correspondent aux contrats d'épargne-retraite ainsi qu'aux contrats obsèques. Au 31 décembre 2024, les montants payables à vue au titre de ces contrats s'élèvent à 0 millions d'euros contre 0 millions d'euros au 31 décembre 2023. La valeur comptable IFRS des contrats auxquels ces montants payables à vue se rapportent s'élève à 0 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Note 10. – Juste valeur des actifs et passifs financiers

L'essentiel

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BRED pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. À défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

Détermination de la juste valeur

Principes généraux

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment), du risque de non-exécution (DVA – Debit Valuation Adjustment) et du coût de liquidité (ou FVA – Funding Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

Hiérarchie de la juste valeur

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'État ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - les volatilités implicites,
 - les spreads de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)**Instruments dérivés de niveau 2**

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices iTraax, iBoxx...

Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes.

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, BP Développement ;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs, par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 10.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)

La marge dégagée lors de la comptabilisation initiale d'un instrument financier ne peut être reconnue en résultat qu'à la condition que l'instrument financier puisse être évalué de manière fiable dès son initiation. Sont considérés comme respectant cette condition les instruments traités sur un marché actif et les instruments valorisés à partir de modèles reconnus utilisant uniquement des données de marché observables.

Pour les autres instruments, valorisés à l'aide de données non observables ou de modèles propriétaires, la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) est différée et étalée en résultat sur la période anticipée d'observabilité des paramètres de valorisation.

Lorsque les paramètres de valorisation utilisés deviennent observables ou que la technique de valorisation utilisée évolue vers un modèle reconnu et répandu, la part de la marge neutralisée à l'initiation de l'opération et non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Dans les cas exceptionnels où la marge dégagée lors de la comptabilisation initiale est négative (Day one loss), la perte est prise immédiatement en résultat, que les paramètres soient observables ou non.

Au 31 décembre 2024, le groupe n'a aucun Day one profit à étaler.

Cas particuliers

Juste valeur des titres de BPCE

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE. Les filiales de BPCE sont principalement valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable des titres BPCE dans les comptes de BRED SA s'élève à 934 483 283,1 €.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti (titres)

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture.

10.1. – Juste valeur des actifs et passifs financiers**10.1.1. – Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers**

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
Actifs financiers				
Instruments de dettes	2 249 799	633 202	143 054	3 026 055
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	2 249 799	633 202	143 054	3 026 055
Instruments de capitaux propres	8 673 388	7 499	328	8 681 215
Actions et autres titres de capitaux propres	8 673 388	7 499	328	8 681 215
Instruments dérivés	859 023	1 623 743	11 423	2 494 189
Dérivés de taux	0	887 058	9 297	896 355
Dérivés actions	858 859	102 021	1 821	962 701
Dérivés de change	164	633 432	305	633 901
Dérivés de crédit	0	1 232	0	1 232
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)	11 782 210	2 264 444	154 805	14 201 459
Instruments dérivés	0	556	0	556
Dérivés de taux	0	556	0	556
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique	0	556	0	556
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	0	0	0	0
Instruments de dettes	37	146 550	584 448	731 035
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	146 471	0	146 471
Titres de dettes	37	79	584 448	584 564
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non standard	37	146 550	584 448	731 035
Instruments de capitaux propres	44	0	46 506	46 550
Actions et autres titres de capitaux propres	44	0	46 506	46 550

Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	44	0	46 506	46 550
Instruments de dettes	20 428 020	656 930	555 226	21 640 176
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	20 428 020	656 930	555 226	21 640 176
Instruments de capitaux propres	0	32 044	1 230 432	1 262 476
Actions et autres titres de capitaux propres	0	32 044	1 230 432	1 262 476
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	20 428 020	688 974	1 785 658	22 902 652
Dérivés de taux	0	358 211	2 406	360 617
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	36 180	0	36 180
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	394 391	2 406	396 797
Total des actifs financiers à la juste valeur	32 210 311	3 494 915	2 573 823	38 279 049

(En milliers d'euros.)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
Passifs financiers				
Dettes représentées par un titre	96 310	0	0	96 310
Instruments dérivés	833	1 767 919	16 177	1 784 930
Dérivés de taux	0	946 399	16 147	962 546
Dérivés actions	0	160 265	0	160 265
Dérivés de change	833	657 988	30	658 851
Dérivés de crédit	0	3 267	0	3 267
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)	97 143	1 767 919	16 177	1 881 240
Instruments dérivés	0	102	0	102
Dérivés de taux	0	102	0	102
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique	0	102	0	102
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	93 555	0	0	93 555
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	93 555	0	0	93 555
Dérivés de taux	0	335 686	1	335 687
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	6 213	0	6 213
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	341 899	1	341 900
Total des passifs financiers à la juste valeur	190 698	2 109 920	16 178	2 316 797

(1) Hors couverture économique.

Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
Actifs financiers				
Instruments de dettes	1 888 491	712 277	87 226	2 687 994
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	1 888 491	712 277	87 226	2 687 994
Instruments de capitaux propres	7 398 105	4 249	328	7 402 682
Actions et autres titres de capitaux propres	7 398 105	4 249	328	7 402 682
Instruments dérivés	961 433	1 527 268	77 424	2 566 125
Dérivés de taux	0	1 171 912	6 466	1 178 378
Dérivés actions	960 712	0	69 770	1 030 482
Dérivés de change	721	354 728	1 188	356 637
Dérivés de crédit	0	628	0	628
Autres dérivés	0	0	0	0

Autres	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)	10 248 029	2 243 794	164 978	12 656 801
Instruments dérivés	0	27 021	0	27 021
Dérivés de taux	0	27 021	0	27 021
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique	0	27 021	0	27 021
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	0	0	0	0
Instruments de dettes	36	137 319	612 378	749 733
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	137 245	0	137 245
Titres de dettes	36	74	612 378	612 488
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non standard	36	137 319	612 378	749 733
Instruments de capitaux propres	0	0	3 978	3 978
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	3 978	3 978
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction	0	0	3 978	3 978
Instruments de dettes	13 903 011	727 894	587 996	15 218 902
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	13 903 011	727 894	587 996	15 218 902
Instruments de capitaux propres	18 326	27 277	1 176 729	1 222 332
Actions et autres titres de capitaux propres	18 326	27 277	1 176 729	1 222 332
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	13 921 337	755 171	1 764 725	16 441 234
Dérivés de taux	0	451 516	0	451 516
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	9 092	0	9 092
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	460 608	0	460 608
Total des actifs financiers à la juste valeur	24 169 402	3 623 913	2 546 059	30 339 375

(En milliers d'euros.)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
Passifs financiers				
Dettes représentées par un titre	86 596	0	0	86 596
Instruments dérivés	85	1 514 405	154 735	1 669 225
Dérivés de taux	0	1 161 025	16 147	1 177 172
Dérivés actions	0	5 771	137 809	143 580
Dérivés de change	85	344 793	657	345 535
Dérivés de crédit	0	2 816	122	2 938
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)	86 681	1 514 405	154 735	1 755 821
Instruments dérivés	0	16 932	0	16 932
Dérivés de taux	0	16 932	0	16 932
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique	0	16 932	0	16 932
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	97 993	0	0	97 993
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	97 993	0	0	97 993
Dérivés de taux	0	356 879	0	356 879
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	30 035	0	30 035
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	386 914	0	386 914
Total des passifs financiers à la juste valeur	184 674	1 918 251	154 735	2 257 660

(1) Hors couverture économique.

10.1.2. – Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeurAu 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2024
		Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Actifs financiers										
Instruments de dettes	87 226	588	- 47	0	137 221	- 70 054	0	- 11 880	0	143 054
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	87 226	588	- 47	0	137 221	- 70 054	0	- 11 880	0	143 054
Instruments de capitaux propres	328	0	0	0	0	0	0	0	0	328
Actions et autres titres de capitaux propres	328	0	0	0	0	0	0	0	0	328
Instruments dérivés	77 424	5 537	78 613	0	0	- 150 022	- 129	0	0	11 423
Dérivés de taux	6 466	3 411	50	0	0	- 501	- 129	0	0	9 297
Dérivés actions	69 770	1 821	79 765	0	0	- 149 535	0	0	0	1 821
Dérivés de change	1 188	305	- 1 202	0	0	14	0	0	0	305
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	164 978	6 125	78 566	0	137 221	- 220 076	- 129	- 11 880	0	154 805
– Détenus à des fins de transaction (1)										
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
– Couverture économique										
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
– Sur option										
Instruments de dettes	612 378	21 459	6 659	0	8 216	- 64 264	0	0	0	584 448
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	612 378	21 459	6 659	0	8 216	- 64 264	0	0	0	584 448
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	612 378	21 459	6 659	0	8 216	- 64 264	0	0	0	584 448
– Non standard										
Instruments de capitaux propres	3 978	1 361	0	0	40 910	- 247	0	0	504	46 506
Actions et autres titres de capitaux propres	3 978	1 361	0	0	40 910	- 247	0	0	504	46 506
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 978	1 361	0	0	40 910	- 247	0	0	504	46 506
– Hors transaction										
Instruments de dettes	587 996	- 2 766	351	4 317	245 746	- 280 417	0	0	- 1	555 226
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	587 996	- 2 766	351	4 317	245 746	- 280 417	0	0	- 1	555 226
Instruments de capitaux propres	1 176 729	1 495	3	26 429	43 460	- 21 190	- 1	0	3 507	1 230 432
Actions et autres titres de capitaux propres	1 176 729	1 495	3	26 429	43 460	- 21 190	- 1	0	3 507	1 230 432
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 764 725	- 1 271	354	30 746	289 206	- 301 607	- 1	0	3 506	1 785 658
Dérivés de taux	0	1 018	0	0	0	1 388	0	0	0	2 406
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	1 018	0	0	0	1 388	0	0	0	2 406

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2024
		Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Passifs financiers										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	154 735	2 395	- 153 431	0	0	12 607	- 129	0	0	16 177
Dérivés de taux	16 147	2 365	118	0	0	- 2 354	- 129	0	0	16 147
Dérivés actions	137 809	0	- 152 919	0	0	15 110	0	0	0	0
Dérivés de change	657	30	- 657	0	0	0	0	0	0	30
Dérivés de crédit	122	0	27	0	0	- 149	0	0	0	0

Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)	154 735	2 395	- 153 431	0	0	12 607	- 129	0	0	16 177
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un tire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1

(1) Hors couverture technique.

Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	31/12/2022	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2023
		Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Actifs financiers										
Instruments de dettes	30 660	71	1 987	0	87 052	- 31 685	0	- 859	0	87 226
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	30 660	71	1 987	0	87 052	- 31 685	0	- 859	0	87 226
Instruments de capitaux propres	2 839	- 2	1 061	0	330	- 1 061	0	- 2 839	0	328
Actions et autres titres de capitaux propres	2 839	- 2	1 061	0	330	- 1 061	0	- 2 839	0	328
Instruments dérivés	13 370	78 804	214 375	0	0	- 225 745	- 3 380	0	0	77 424
Dérivés de taux	12 892	5 859	395	0	0	- 9 300	- 3 380	0	0	6 466
Dérivés actions	0	71 756	213 761	0	0	- 215 747	0	0	0	69 770
Dérivés de change	478	1 189	- 479	0	0	0	0	0	0	1 188
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	698	0	0	- 698	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	46 869	78 873	217 423	0	87 382	- 258 491	- 3 380	- 3 698	0	164 978
– Détenus à des fins de transaction (1)										
Instruments dérivés	117	- 197	- 123	0	0	203	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	117	- 197	- 123	0	0	203	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	117	- 197	- 123	0	0	203	0	0	0	0
– Couverture économique										
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
– Sur option										
Instruments de dettes	665 432	- 56 751	- 4 315	0	36 988	- 28 977	0	0	1	612 378
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	665 432	- 56 751	- 4 315	0	36 988	- 28 977	0	0	1	612 378
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	665 432	- 56 751	- 4 315	0	36 988	- 28 977	0	0	1	612 378
– Non standard										
Instruments de capitaux propres	3 443	0	637	0	0	- 50	0	0	- 52	3 978
Actions et autres titres de capitaux propres	3 443	0	637	0	0	- 50	0	0	- 52	3 978
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 443	0	637	0	0	- 50	0	0	- 52	3 978
– Hors transaction										
Instruments de dettes	811 259	- 37 661	21 510	7 746	121 790	- 336 617	0	0	- 31	587 996
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	811 259	- 37 661	21 510	7 746	121 790	- 336 617	0	0	- 31	587 996
Instruments de capitaux propres	1 098 565	164	0	44 298	44 265	- 6 223	0	0	- 4 340	1 176 729
Actions et autres titres de capitaux propres	1 098 565	164	0	44 298	44 265	- 6 223	0	0	- 4 340	1 176 729
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 909 824	- 37 497	21 510	52 044	166 055	- 342 840	0	0	- 4 371	1 764 725

Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	31/12/2022	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2023	
		Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable			De et vers un autre niveau
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Passifs financiers										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Instruments dérivés	22 146	92 699	123 124	0	0	- 79 854	- 3 380	0	154 735	
Dérivés de taux	21 157	6 702	430	0	0	- 8 762	- 3 380	0	16 147	
Dérivés actions	0	85 303	123 031	0	0	- 70 525	0	0	137 809	
Dérivés de change	989	657	- 989	0	0	0	0	0	657	
Dérivés de crédit	0	37	0	0	0	85	0	0	122	
Autres dérivés	0	0	652	0	0	- 652	0	0	0	
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22 146	92 699	123 124	0	0	- 79 854	- 3 380	0	154 735	
– Détenus à des fins de transaction (1)										
Instruments dérivés	2	0	- 301	0	0	299	0	0	0	
Dérivés de taux	2	0	- 301	0	0	299	0	0	0	
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2	0	- 301	0	0	299	0	0	0	
– Couverture économique										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
– Sur option										
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

(1) Hors couverture technique.

Au 31 décembre 2024, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement :

Au 31 décembre 2024, la valorisation des titres BPCE comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres s'élève à 934 483 283,1 €.

Au cours de l'exercice, 264,3 millions d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont 25,3 millions d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2024.

Au cours de l'exercice, 30,7 millions d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 30,7 millions d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2024.

10.1.3. – Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024						
	De	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
	Vers	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Actifs financiers							
Instruments de dettes		0	0	783	0	0	11 880
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	783	0	0	11 880
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0

Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)		0	0	783	0	0	11 880
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non standard		0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	57 629	0	36 691	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	57 629	0	36 691	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	5 038	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	5 038	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	57 629	5 038	36 691	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	De Vers	Exercice 2024					
		Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Passifs financiers							
Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique		0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture		0	0	0	0	0	0

(1) Hors couverture technique.

(En milliers d'euros.)	De Vers	Exercice 2023					
		Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Actifs financiers							
Instruments de dettes		14 059	0	12 153	0	0	859
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		14 059	0	12 153	0	0	859
Instruments de capitaux propres		17	0	0	0	0	2 839
Actions et autres titres de capitaux propres		17	0	0	0	0	2 839
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)		14 076	0	12 153	0	0	3 698
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non standard		0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Hors transaction		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		8 223	0	49 767	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		8 223	0	49 767	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		8 223	0	49 767	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture		0	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	De Vers	Exercice 2023					
		Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2
Passifs financiers							
Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Détenus à des fins de transaction (1)		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Couverture économique		0	0	0	0	0	0

Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture		0	0	0	0	0	0
(1) Hors couverture technique.							

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

10.1.4. – Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du Groupe BRED est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « juste valeur par capitaux propres non recyclables ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux d'actualisation figure parmi les paramètres les plus significatifs. En revanche, le taux de croissance à l'infini n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur au 31 décembre 2024.

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 618 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à hauteur du pourcentage de détention de la BRED Banque Populaire.

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 581 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à hauteur du pourcentage de détention de la BRED Banque Populaire.

Les actifs du Groupe BRED classés en niveau 3 de juste valeur sont sensibles à l'évolution des économies françaises et européennes. Hors titres BPCE, la sensibilité estimée est de 151 millions d'euros.

La sensibilité prépondérante (taux, inflation, actions...) cumulée des instruments dérivés classés en niveau 3 s'établit à - 71 millions d'euros à la hausse de 100 bps des facteurs sous-jacents et à 80 millions d'euros à la baisse de 100 bps des facteurs sous-jacents.

10.2. – Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 10.1.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers au coût amorti	55 815 102	268 567	20 174 417	35 372 119	53 180 062	393 858	20 758 753	32 027 451
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 539 505	0	6 996 581	2 542 924	8 987 058	0	6 804 328	2 182 731
Prêts et créances sur la clientèle	43 626 510	0	11 223 967	32 402 543	41 710 890	0	12 188 032	29 522 858
Titres de dettes	2 649 088	268 567	1 953 869	426 652	2 482 115	393 858	1 766 394	321 863
Autres								
Passifs financiers au coût amorti	97 787 171	0	82 857 054	14 930 117	91 437 390	0	78 011 671	13 425 719
Dettes envers les établissements de crédit	24 245 641	0	23 902 292	343 349	20 818 511	0	20 466 962	351 549
Dettes envers la clientèle	65 690 541	0	51 156 403	14 534 138	61 426 328	0	48 369 817	13 056 510
Dettes représentées par un titre	7 845 533	0	7 792 903	52 630	9 185 203	0	9 167 543	17 660
Dettes subordonnées	5 456	0	5 456	0	7 349	0	7 349	0

Note 11. – Impôts

11.1. – Impôts sur le résultat**Principes comptables**

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- d'une part, les impôts courants, qui sont le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt doit être payé (recouvré) ;
- d'autre part, les impôts différés (voir 11.2).

Lorsqu'il est probable qu'une position fiscale du groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est-à-dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courant ».

Répartition de la charge d'impôts entre impôts courants et impôts différés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts courants	- 137 555	- 164 036
Impôts différés	46 774	54 598
Impôts sur le résultat	- 90 781	- 109 438

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. Dans ce cadre, le Groupe BPCE applique l'exemption de comptabilisation d'impôts différés prévues par l'amendement à la norme IAS 12 de mai 2023 moyennant la fourniture d'informations complémentaires. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE, sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, en conséquence le Groupe BRED n'est pas assujetti à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE.

À noter toutefois le cas particulier des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

	Exercice 2024		Exercice 2023	
	(En milliers d'euros.)	Taux d'impôt	(En milliers d'euros.)	Taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	391 003		319 102	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0		0	
Participations ne donnant pas le contrôle	6 408		13 410	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	- 17 056		- 31 027	
Impôts	90 781		109 439	
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	471 135		410 923	
Effet des différences permanentes (1)	46 675		62 911	
Résultat fiscal consolidé (A)	517 810		473 834	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		25,83 %		25,83 %
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	- 133 750		- 122 391	
Effet de la variation des impôts différés non constatés				
Impôts à taux réduit et activités exonérées	41		- 243	
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	5 603		4 646	
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	16 459		- 1 881	
Effet des changements de taux d'imposition				
Autres éléments	20 867		10 430	
Charge (Produit) d'impôts comptabilisée	- 90 781		- 109 439	
Taux effectif d'impôt (Charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)		- 17,53 %		- 23,10 %

(1) Les différences permanentes sont présentées en base et retraitées du résultat fiscal consolidé. Ainsi, l'effet des différences permanentes est exclu de l'écart entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique.

11.2. – Impôts différés

Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

L'International Accounting Standards Board (IASB) en charge de l'élaboration des normes comptables internationales IFRS, a publié le 23 mai 2023 la version finale de l'amendement à la norme IAS 12 traitant de la comptabilisation des impôts. Il traite le point spécifique des impacts comptables attendus de l'application de l'entrée en vigueur des règles fiscales dites du « Pilier 2 » de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %. Les amendements à la norme proposés visent une exemption de comptabilisation d'impôts différés associés à cette imposition complémentaire avec en contrepartie des informations à fournir en note annexe. Ce texte s'applique aux comptes annuels arrêtés à compter du 1^{er} janvier 2023, soit pour le Groupe BRED, aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2023.

Le Groupe BRED est intégré aux travaux du Groupe BPCE qui s'est doté d'une structure projet afin d'assurer le suivi des différentes réglementations associées ainsi que la conformité aux règles Pilier 2 et aux besoins d'informations complémentaires introduits par ces amendements à IAS 12. À ce stade du projet, il apparaît que le nombre de juridictions qui seraient concernées par l'application d'un top-up tax devrait être limité et les enjeux financiers non significatifs. Compte

tenu du caractère non significatif de son exposition potentielle, le groupe ne publiera pas les données d'exposition à cette imposition complémentaire dans le cadre de cet arrêté.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés issus des décalages temporaires comptables-fiscaux	231 972	174 303
Provisions pour passifs sociaux	21 151	14 292
Provisions pour activité d'épargne-logement	4 266	4 845
Provisions sur base de portefeuilles	43 427	47 114
Autres provisions non déductibles	80 891	57 446
Impôts différés sur pertes fiscales reportables	4 309	7 102
Impôts différés non constatés	- 4 309	- 5 268
Autres sources de différences temporaires	82 237	48 772
Impôts différés sur réserves latentes	- 7 181	- 9 369
Actifs financiers à la juste valeur par OCI NR (1)	- 235	- 294
Actifs financiers à la juste valeur par OCI R (1)	- 6 746	- 4 360
Couverture de flux de trésorerie	2 713	- 4 156
Écarts actuariels sur engagements sociaux	- 2 913	- 559
Risque de crédit propre	0	0
Impôts différés non constatés	0	0
Impôts différés sur résultat	- 30 517	- 44 558
Impôts différés nets	194 274	120 376
Comptabilisés		
À l'actif du bilan	204 434	307 858
Au passif du bilan	- 10 161	- 187 482

(1) Les impôts différés associés à ces instruments sont présentés nets des impôts différés correspondant à l'annulation des provisions pour dépréciation en normes françaises.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés en date d'arrêté que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération des économies d'impôt sur un horizon déterminé. Le Groupe BRED applique le principe suivant : les business plans fiscaux sont basés sur les trois premières années du plan stratégique.

Ces économies seront réalisées par l'imputation des décalages fiscaux et pertes reportables sur les bénéfices imposables futurs estimés à l'intérieur de cet horizon.

Note 12. – Autres informations

12.1. – Information sectorielle

12.1.1. – Informations sectorielles relatives au compte de résultat

Quatre pôles d'activités sont identifiés à la BRED Banque Populaire :

- la banque commerciale en France regroupant l'ensemble des activités des agences, des cercles patrimoniaux, des centres d'affaires, de la Banque de Grande Clientèle et des filiales liées à ces métiers ainsi que l'ALM (gestion actif-passif) ;
- la banque commerciale à l'international ;
- la Direction des marchés de capitaux ;
- le pôle Gestion consolidée des investissements.

(En milliers d'euros.)	Banque commerciale France* & ALM			Banque à l'international		
	2024	2023	Evol. 2024/2023	2024	2023	Evol. 2024/2023
Produit net bancaire	684 459	751 533	-8,9 %	208 942	192 779	8,4 %
Frais de gestion	- 501 589	- 495 064	1,3 %	- 117 177	- 112 966	3,7 %
Résultat brut d'exploitation	182 870	256 469	-28,7 %	91 764	79 813	15,0 %
Coefficient d'exploitation	73,3 %	65,9 %	7,4 pts	56,1 %	58,6 %	- 2,5 pts
Coût du risque sur encours sains (strates 1 et 2)	- 75 363	8 164	///	- 3 881	7 750	///
Coût du risque sur encours dépréciés (strate 3)	- 85 566	- 71 016	20,5 %	- 9 742	- 7 862	23,9 %
Coût du risque	- 160 929	- 62 852	X 2,6	- 13 623	- 112	X 121,9
Résultat d'exploitation	21 940	193 617	- 88,7 %	78 142	79 701	- 2,0 %

Résultat des entreprises MEE	0	0		17 056	30 912	- 44,8 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	///	0	0	///
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	///	0	0	///
Résultat avant impôts	21 940	193 617	- 88,7 %	95 198	110 613	- 13,9 %

(*) Hors BGC et filiales, désormais intégrées dans nouvelle BFI.

(En milliers d'euros.)	Banque de Financement et d'Investissement			Gestion consolidée des investissements		
	2024	2023	Evol. 2024/2023	2024	2023	Evol. 2024/2023
Produit net bancaire	395 374	308 040	28,4 %	179 183	83 945	113,5 %
Frais de gestion	- 159 675	- 160 826	- 0,7 %	- 56 794	- 53 677	5,8 %
Résultat brut d'exploitation	235 698	147 214	60,1 %	122 389	30 267	304,4 %
Coefficient d'exploitation	40,4 %	52,2 %	- 11,8 pts	31,7 %	63,9 %	- 32,2 pts
Coût du risque sur encours sains (strates 1 et 2)	0	0	///	- 63	- 13 167	- 99,5 %
Coût du risque sur encours dépréciés (strate 3)	- 14 511	- 27 643	///	- 6 372	154	///
Coût du risque	- 14 511	- 27 643	///	- 6 435	- 13 013	X 0,5
Résultat d'exploitation	221 188	119 572	85,0 %	115 954	17 254	572,0 %
Résultat des entreprises MEE	0	0	NA	0	115	- 100,0 %
Gains ou pertes sur autres actifs	52 970	0	///	- 19 059	780	///
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	///	0	0	///
Résultat avant impôts	274 158	119 572	129,3 %	96 895	18 150	433,9 %

(*) Hors BGC et filiales, désormais intégrées dans nouvelle BFI.

Les données 2023 sont présentées au proforma, compte tenu de la BFI nouvellement créée en fin d'année 2024, pour des questions de cohérence et de comparabilité.

12.1.2. – Informations sectorielles par zone géographique

L'analyse géographique des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

Produit net bancaire (1)

en milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
France	1 274 019	1 158 263
Autres pays européens	69 387	62 889
Amérique du Nord	0	0
Reste du monde	124 552	115 144
Total actif	1 467 957	1 336 296

(1) La présentation de ces annexes a été revue pour une meilleure lisibilité.

Total des actifs sectoriels (1)

en milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
France	109 860 771	105 059 540
Autres pays européens	3 828 213	3 324 729
Amérique du Nord	0	0
Reste du monde	3 834 153	2 444 663
Total actif	117 523 136	110 828 932

(1) La présentation de ces annexes a été revue pour une meilleure lisibilité.

12.2. – Informations sur les opérations de location

12.2.1. – Opérations de location en tant que bailleur

Principes comptables

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent.

La norme IFRS 16 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent, individuellement ou collectivement, de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété du bien sous-jacent au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter le bien sous-jacent à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option devient exerçable pour que, dès le commencement du contrat de location, le preneur ait la certitude raisonnable d'exercer l'option ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien sous-jacent même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements de loyer s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur du bien sous-jacent ;
- les biens loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

La norme IFRS 16 donne également trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement, peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur, relatives à la résiliation, sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de prolonger la location moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À la date de début du contrat, les biens objets d'un contrat de location-financement sont comptabilisés au bilan du bailleur sous forme d'une créance d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location. L'investissement net correspond à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de loyer à recevoir, du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie du bien sous-jacent revenant au bailleur. Les loyers retenus pour l'évaluation de l'investissement net comprennent plus spécifiquement les paiements fixes déduction faite des avantages incitatifs à la location à payer et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Conformément à la norme IFRS 16, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat. Dans ce cas un nouveau plan d'amortissement est établi et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations éventuelles au titre du risque de contrepartie des créances relatives aux opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 et selon la même méthode que pour les actifs financiers au coût amorti (note 4.1.10). Leur incidence sur le compte de résultat figure en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement sont retenus comme des produits financiers comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Ces produits financiers sont reconnus sur la base du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égal :

- l'investissement net ; et
- la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux constitués des coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Contrats de location simple

Un contrat qui n'est pas qualifié de contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

Produits des contrats de location-bailleur

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	0	0
Paiements de loyers variables non inclus dans l'évaluation de l'investissement net	0	0
Plus ou moins-values de cession sur biens donnés en location-financement	0	0
Produits de location-financement	0	0
Produits de location	853	933
Paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	0	0
Produits de location simple	853	933

Échéancier des créances de location-financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						Total
	Durée résiduelle						
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	
Contrats de location financement							
Paiements de loyers non actualisés (Investissement brut)	110 500	92 724	70 823	46 267	27 180	8 491	355 985
Paiements de loyers actualisés (Investissement net)	110 430	92 666	70 779	46 238	27 163	8 486	355 762
Dont montant actualisé de la valeur résiduelle non garantie	-	-	-	-	-	-	-
Produits financiers non acquis	70	58	44	29	17	5	223
Contrats de location simple	-	-	-	-	-	-	-
Paiements de loyers	849	777	693	684	-	-	3 003

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						Total
	Durée résiduelle						
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	
Contrats de location financement							
Paiements de loyers non actualisés (Investissement brut)	122 086	82 288	60 329	42 508	20 760	8 395	336 366
Paiements de loyers actualisés (Investissement net)	115 963	78 161	57 303	40 376	19 719	7 974	319 496
Dont montant actualisé de la valeur résiduelle non garantie	-	-	-	-	-	-	-
Produits financiers non acquis	6 123	4 127	3 026	2 132	1 041	421	16 870
Contrats de location simple	-	-	-	-	-	-	-
Paiements de loyers	952	845	713	693	171	-	3 374

12.2.2. – Opérations de location en tant que preneurPrincipes comptables

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien ;
- le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telle que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état dans la mesure où les termes et les conditions du contrat de location l'exigent, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat. Pour les entités faisant partie du mécanisme de solidarité financier qui centralisent leurs refinancements auprès de la Trésorerie Groupe, ce taux est déterminé au niveau du Groupe et ajusté, le cas échéant, dans la devise applicable au preneur.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits « 3/6/9 », la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du groupe.

À l'issue du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

Les contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » sont considérés avoir une durée résiduelle de neuf mois, correspondant à la période en cours à laquelle s'ajoute la période de préavis de résiliation.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information ad hoc, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

Effets au compte de résultat des contrats de location-preneur

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charge d'intérêt sur passifs locatifs	- 936	- 661
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation	- 22 811	- 21 637
Paiements locatifs variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs	-	- 231
Charges de location relatives aux contrats de location reconnus au bilan	- 23 747	- 22 529

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges de location au titre des contrats de courte durée	- 358	- 618
Charges de location portant sur des actifs de faibles valeurs	- 936	- 805
Charges de location relatives aux contrats de location non reconnus au bilan	- 1 294	- 1 423

Échéancier des passifs locatifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					31/12/2023				
	Montants des paiements futurs non actualisés					Montants des paiements futurs non actualisés				
	<6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	<6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs locatifs	9 241	8 340	46 274	8 045	71 900	10 189	9 653	43 593	11 000	74 435

Engagements sur contrats de location non encore reconnus au bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Montants des paiements futurs non actualisés				Montants des paiements futurs non actualisés			
	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Contrats de location dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition	-	-	-	-	-	-	-	-

Les paiements minimaux futurs portant sur des contrats pour lesquels le groupe est engagé mais dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition, ne sont pas reconnus au bilan suivant IFRS 16 avant leur date de mise à disposition. Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux attendus sur ces contrats.

Produits tirés de contrats de location reconnus au bilan

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits de sous-location – location simple	72	70
Produits de sous-location – location-financement	0	0

Lorsque le Groupe est amené à sous-louer tout ou partie d'un bien lui-même pris en location, le contrat de sous-location est analysé en substance à l'instar de l'approche retenue par les bailleurs.

Les produits relatifs à de tels contrats sont présentés de manière identique à l'approche retenue par le bailleur : en produits des autres activités pour les contrats qualifiés de location simple et en produits d'intérêts pour les contrats qualifiés de location-financement.

Résultat des transactions de cession bail

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Profits (ou pertes) résultant de transactions de cession bail	0	0

12.3. – Transactions avec les parties liées

Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence et BPCE.

12.3.1. – Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation sauf exceptions (cf. 3.3.2).

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les coentreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées).

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées
Crédits	4 315 269			238 668	4 225 917			295 780
Autres actifs financiers	1 186 443			-	1 141 228			-
Autres actifs	313			-	640			24 892
Total des actifs avec les entités liées	5 502 025			238 668	5 367 785			320 672
Dettes	5 808 628			22 191	6 714 524			33 356
Autres passifs financiers								
Autres passifs								
Total des passifs envers les entités liées	5 808 628			22 191	6 714 524			33 356
Intérêts, produits et charges assimilés	- 103 962			10 790	- 95 753			9 037
Commissions	- 7 570			-	- 9 047			-
Résultat net sur opérations financières	54 970			-	52 238			-
Produits nets des autres activités								
Total du pnb réalisé avec les entités liées	- 56 562			10 790	- 52 562			9 037
Engagements donnés								
Engagements reçus	28 029			0	126 000			0
Engagements sur instruments financiers à terme								
Total DES engagements avec les entités liées	28 029			0	126 000			0

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 14 « Périmètre de consolidation ».

12.4. – Partenariats et entreprises associées**Principes comptables**

Voir note 3

12.4.1. – Participations dans les entreprises mises en équivalence**12.4.1.1. – Partenariats et autres entreprises associées**

Les principales participations du groupe mises en équivalence concernent les coentreprises et les entreprises associées suivantes :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
ACLEDA BANK Plc	196 172	171 338
BCEL Public	7 644	6 168
Banque Calédonienne d'Investissement	190 802	197 111
SOCREDO Banque Polynésienne	43 287	41 685
Autres	0	0
Sociétés financières	437 904	416 302
Aurora		4 658
Autres	1	0
Sociétés non financières	1	4 658
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	437 905	420 960

12.4.1.2. – Données financières des principaux partenariats et entreprises associées

Les données financières résumées des coentreprises et/ou des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes, elles sont établies sur la base des dernières données disponibles publiées par les entités concernées :

(En milliers d'euros.)	Entreprises associées		
	Banque Calédonienne d'Investissement (BCI)	ACLEDA BANK Plc	SOCREDO Banque Polynésienne
Dividendes reçus	3 576	1 544	369
Principaux agrégats			
Total actif	3 528 436	9 647 843	3 501 408
Total dettes	3 146 067	8 177 209	3 143 163
Compte de résultat	-	-	-
PNB	81 217	488 235	94 333
Résultat d'exploitation	- 7 286	161 985	24 877
Impôt sur le résultat	1 677	- 33 262	- 7 067
Résultat net	- 3 894	128 724	13 569
Rapprochement avec la valeur au bilan des entreprises mises en équivalence			
Capitaux propres des entreprises mises en équivalence	382 369	1 470 634	358 245
Pourcentage de détention	49,90 %	12,13 %	15,00 %
Valeur des participations mises en équivalence	190 802	178 346	53 737
Écarts d'acquisition	0	17 826	0
Autres	0		- 10 450
Valeur des participations mises en équivalence	190 802	196 172	43 287

Les données financières résumées pour les coentreprises et les entreprises sous influence notable non significatives au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

— Au 31 décembre 2024

Entreprises non significatives

(En milliers d'euros.)	Coentreprises	Entreprises associées
Valeur comptable des participations mises en équivalence	0	7 645
Montant global des quotes-parts dans :		
Résultat net (A)	0	1 722
Dont activités abandonnées		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (B)	0	- 13 720
Résultat global (A) + (B)	0	- 11 998

— Au 31 décembre 2023
 Entreprises non significatives

(En milliers d'euros.)	Coentreprises	Entreprises associées
Valeur comptable des participations mises en équivalence	0	10 826
Montant global des quotes-parts dans :		
Résultat net (A)	0	2 171
Dont activités abandonnées		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (B)	0	- 13 902
Résultat global (A) + (B)	0	- 11 731

12.4.1.3. – Nature et étendue des restrictions importantes

Le Groupe BRED n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

12.4.2. – Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
ACLEDA BANK Plc	15 495	15 948
BCEL Public	1 722	2 056
Banque Calédonienne d'Investissement	- 2 131	10 797
SOCREDO Banque Polynésienne	1 970	2 111
Autres		0
Sociétés financières	17 056	30 912
Autres	0	115
Sociétés non financières	0	115
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	17 056	31 027

12.5. – Intérêts dans les entités structurées non consolidées

12.5.1. – Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe BRED détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur / structuteur / arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ; ou
- tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le Groupe BRED.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe BRED à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le Groupe BRED restitue dans la note 14.3 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou Asset Management) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les hedge funds etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou commercial paper).

Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités

Il s'agit d'un ensemble regroupant le restant des activités.

12.5.2. – Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte. Il est à noter que l'exposition maximale au risque de perte ne prend pas en compte les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Cette exposition se limite, dans le cas particulier des instruments dérivés optionnels, aux ventes d'options.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

Au 31 décembre 2024

Hors placements des activités d'assurance (En milliers d'euros.)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	445 644	4 460	0
Instruments dérivés de transaction			4 460	
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)				

Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique		445 644		
Instruments financiers classés en juste valeur sur option				
Instruments de capitaux propres hors transaction				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				16 530
Actifs financiers au coût amorti		34 892	625 144	
Actifs divers				
Total actif	0	480 536	629 604	16 530
Passifs financiers à la juste valeur par résultat				
Provisions				
Total passif				
Engagements de financement donnés		87 745	404 444	
Engagements de garantie donnés			241 667	
Garantie reçues				
Notionnel des dérivés				
Exposition maximale au risque de perte		87 745	646 111	0

Placements des activités d'assurance (En milliers d'euros.)	Titrisation	Gestion d'actifs	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	2 516 345	0
Instruments dérivés de transaction			
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)		2 516 345	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option			
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances			
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance			
Actifs divers			
Total actif	0	2 516 345	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions			
Total passif			
Engagements de financement donnés			
Engagements de garantie donnés			
Garantie reçues			
Notionnel des dérivés			
Exposition maximale au risque de perte	0	0	0

(En milliers d'euros.)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Taille des entités structurées	0	193 522 306	1 275 715	1 069 466

Au 31 décembre 2023

Hors placements des activités d'assurance (En milliers d'euros.)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	465 659	4 609	0
Instruments dérivés de transaction	0	0	4 609	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0		0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Non basique	0	465 659	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres hors transaction	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	18 157
Actifs financiers au coût amorti	0	38 357	473 395	0
Actifs divers	0	0	0	0
Total actif	0	504 016	478 004	18 157
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0

Total passif	0	0	0	0
Engagements de financement donnés	0	4 410	346 128	0
Engagements de garantie donnés	0	0	269 566	0
Garantie reçues	0	0	0	0
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	0	508 426	1 093 698	18 157

Placements des activités d'assurance (En milliers d'euros.)	Titrisation	Gestion d'actifs	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	1 781 332	0
Instruments dérivés de transaction	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	1 781 332	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	0	0	0
Prêts et créances	0	0	0
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	0	0	0
Actifs divers	0	0	0
Total actif	0	1 781 332	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	0	0	0
Provisions	0	0	0
Total passif	0	0	0
Engagements de financement donnés	0	0	0
Engagements de garantie donnés	0	0	0
Garantie reçues	0	0	0
Notionnel des dérivés	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	0	1 781 332	0

(En milliers d'euros.)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Taille des entités structurées	0	145 134 118	1 093 698	1 069 466

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- autres activités, le total bilan.

Au cours de la période, le groupe n'a pas accordé de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

12.5.3. – Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le Groupe BRED n'est pas sponsor d'entités structurées.

12.6. – Implantations par pays

Le Groupe BRED n'est pas tenu de présenter cette information qui est présente dans le rapport de BPCE.

12.7. – Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre des missions réalisées par les Commissaires aux comptes relevant du même réseau que les Commissaires aux comptes responsables du contrôle des comptes de BRED sont pour les exercices 2023 et 2024 :

Montants (En milliers d'euros.)	KPMG				DELOITTE				Total			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Missions de certification des comptes (1)	1 369	1 269	85,2 %	85,5 %	755	868	63,8 %	88,1 %	2 124	2 137	76,1 %	86,5 %
Émetteur	333	262			316	250			649	512		
Filiales intégrées globalement	1 036	1 007			439	618			1 475	1 625		
Services autres que la certification des comptes	238	216	14,8 %	14,5 %	428	117	36,2 %	11,9 %	666	333	23,9 %	13,5 %
Émetteur	176	76			414	75			590	151		
Filiales intégrées globalement	62	140			14	42			76	182		
Total	1 607	1 484	100 %	100 %	1 183	985	100 %	100 %	2 790	2 470	100 %	100 %
Variation (en %)	8,2 %				20,0 %				13,0 %			

(1) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du Commissaires aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

La hausse des honoraires de certification des comptes sur BRED SA en 2024 provient d'une part de l'impact des nouvelles diligences IAS 600 qui s'imposent aux Commissaires aux comptes et d'autre part de sujets complexes non récurrents ayant eu lieu en 2024 : cession de Vialink, restructuration d'Aurora et acquisition de Madagascar.

La baisse des honoraires sur les missions de certifications des comptes des filiales pour Deloitte provient majoritairement de la hausse ponctuelle des honoraires sur Prepar Vie et Iard liés à la mise en place d'IFRS 17 qui avait eu lieu en 2023. Les services autres que la certification des comptes consistent essentiellement en des travaux de revue de reportings réglementaires, des travaux de revue du rapport en matière de durabilité, des travaux de revue de conformité ainsi que des missions de conseil sur des sujets réglementaires.

La hausse de ces montants pour BRED SA provient d'une part des travaux sur le nouveau rapport CSRD relatif à la publication d'informations en matière de durabilité pour lequel les honoraires seront récurrents, et d'autre part de missions sur des sujets réglementaires confiées aux Commissaires aux comptes.

Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable.

Note 13. – Modalités d'élaboration des données comparatives

Non applicable en 2024 pour le Groupe BRED.

Note 14. – Détail du périmètre de consolidation**14.1. – Opérations de titrisation****Principes comptables**

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société ad hoc qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelé en 3.2.1.

Opérations de titrisation internes au Groupe BRED

(En millions d'euros.)	Nature des actifs	Date de création	Échéance prévue	Nominal à l'origine	Solde au 31/12/2024
ELIDE 2017_1	Prêts immobiliers résidentiels	02/02/2017	déc-37	1 842	313
ELIDE 2017_2	Prêts immobiliers résidentiels	27/04/2017	oct-41	1 051	254
ELIDE 2018	Prêts immobiliers résidentiels	29/05/2018	sept-46	1 390	496
ELIDE 2021	Prêts immobiliers résidentiels	25/03/2021	mars-49	2 920	1 803
ELIDE 2022	Prêts immobiliers résidentiels	24/11/2022	nov-50	2 500	1 955
ELIDE 2024	Prêts immobiliers résidentiels	23/05/2024	janv-52	2 000	1 892
Sous-total ELIDE				11 703	6 713

14.2. – OPCVM garantis

Les OPCVM garantis sont des fonds dont l'objectif est d'atteindre, à l'expiration d'une période donnée, un montant déterminé par application mécanique d'une formule de calcul prédéfinie, reposant sur des indicateurs de marchés financiers, et de distribuer le cas échéant des revenus déterminés de façon identique. L'objectif de gestion de ces fonds est garanti par un établissement de crédit.

L'analyse de l'économie d'ensemble de ces structures au regard des critères définis par la norme IFRS 10 permet de démontrer que le groupe ne détient pas le pouvoir sur les activités pertinentes (la latitude de gestion étant limitée) et n'est pas exposé aux rendements variables (un dispositif robuste de suivi des risques ayant été mis en place) et ne consolide donc pas ces structures.

14.3. – Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées

Le Groupe BRED n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

14.4. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

	Nationalité	% de contrôle	% d'intérêt
Consolidation par intégration globale			
Société mère			
BRED Banque Populaire – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F		
Entreprises à caractère financier – Établissements de crédit			
Banque Franco Lao – 11 Lane Xang avenue – Hatsady Village – Chantabouly District Ventiana Capital – Lao Pdr – Laos	E	70,00	70,00
BCI Mer Rouge – Avenue Mahamoud HAID, Plateau de Marabou – BP 2122 – Djibouti	E	51,00	51,00
BIC BRED – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
BIC BRED Suisse – Boulevard du théâtre 8, 1204 Genève – Suisse	E	100,00	100,00
BRED Bank Fidji Ltd – Tapoo city Building 5th Floor- Suva – Fiji Islands	E	90,00	90,00
BRED Bank Cambodge – 30 Norodom bld, SANGRAT PHSAR THMEY 3 KHAN DAUN PENH Phnom Penh – Cambodge	E	100,00	100,00
BRED Cofilease – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
BRED Gestion – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
BRED Vanuatu Lini Highway – PMB 9 088 Port Vila – République du Vanuatu	E	85,00	85,00
EPBF – 181, Chaussée de la Hulpe – 1170 Bruxelles – Belgique	E	100,00	100,00
SBE – Immeuble Village 1- 33 Place Ronde – 92800 Puteaux la Defense	F	90,00	50,00
Socama BRED – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	6,20
Sofider – 3 rue Labourdonnais – 97400 Saint-Denis de La Réunion	F	100,00	100,00
BRED Solomon Island – Kukum Highway Plaza – PO Box 1639 Honiara – Solomon Islands	E	85,00	85,00
BRED Madagasikara Banque Populaire – 14, rue général Rabehivitra – 101 Antananarivo – Madagascar	E	70,00	70,00
Établissements financiers autres qu'établissements de crédit			
Cofibred – 18 quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
NJR Invest – 181, Chaussée de la Hulpe – 1170 Bruxelles – Belgique	E	100,00	100,00
Promepar Asset Management – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
Soredom – 12 bd du général de Gaulle – 97200 Fort-de-France	F	100,00	100,00
Autres entreprises à caractère financier			
Adaxtra Capital – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
BRED IT – 44, Smooth Life Tower 20th and 21th Floor, North Sathom Road, Silom Sub District, Bang Rak District, Bangkok – Thaïlande	E	100,00	100,00
Cofeg – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
FCC Elide – 41, avenue de l'opéra – 75002 Paris	F	100,00	100,00
Foncière du Vanuatu – 1st Floor Kumul Highway - Port Vila – République du Vanuatu	E	100,00	100,00
IRR Invest – 181, Chaussée de la Hulpe – Boîte 10 – 1170 Bruxelles – Belgique	E	100,00	100,00
Perspectives Entreprises – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00
Prepar Courtage – 33 place Ronde Imm village 1 Quartier Valmy CS 90241 92981 Paris la Defense Cedex	F	100,00	100,00
SPIG – 18, quai de la Rapée – 75012 Paris	F	100,00	100,00

Ingépar – Imm – village 1 Quartier Valmy – 33 Place Ronde CS 40245 92981 Paris la Defense Cedex	F	100,00	100,00
Entreprises non financières – Assurances			
Prepar lard – Imm village 1- Quartier Valmy 33 Place Ronde CS 90241, 92981 Paris la Defense Cedex	F	100,00	100,00
Prepar-Vie – Imm. Village 1 – Quartier Valmy 33 Place Ronde CS 90241, 92981 Paris la Defense Cedex	F	99,98	99,98
Consolidation par mise en équivalence			
Établissements de crédit			
ACLEDA – 61 Preah Monivong Blvd – Kahn Daun Penh – Phnom Penh – Cambodge	E	12,13	12,13
BCEL – 1, Pangkam street – Bang Xiengnheun, Vientiane, Laos	E	10,00	10,00
BCI – 54, avenue de la Victoire BP K 5 – 98849 Noumea	F	49,90	49,90
Socredo – 115, rue Dumont d'Urville – BP 130 – 98713 Papeete – Tahiti – Polynésie	F	15,00	15,00

14.5. – Entreprises non consolidées au 31 décembre 2024

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et ;
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Les principales participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes, avec pour chacune, l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation (1)	Part de capital détenue	Motif de non-consolidation (2)	Montant des capitaux propres (3) (En milliers d'euros.)	Montant du résultat (3) (En milliers d'euros.)
BPCE	France	5,0 %	Absence de contrôle	18 522 613	1 455 069
BP Développement	France	2,2 %	Absence de contrôle	208 494	193 483

(1) Pays d'implantation.

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

(3) Montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu à la date de clôture et selon le référentiel comptable applicable en fonction du pays d'implantation.

Les entreprises exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation (1)	Part de capital détenue	Motif de non-consolidation (2)
Cofibred 8 SAS	FRANCE	100 %	Entité non significative
VINCEM	FRANCE	17 %	Entité non significative
I2F Nouvelle Calédonie Noumea	NOUVELLE CALEDONIE	34 %	Entité non significative
Cofibred 6	SUISSE	100 %	Entité non significative
BRD (Cambodia) Ltd	CAMBODGE	100 %	Entité non significative
BRD Laos	LAOS	100 %	Entité non significative
EURL Labourdonnais	FRANCE	100 %	Entité non significative
Iliade I	BELGIQUE	100 %	Entité non significative
Bay dvpt ltd	VANUATU	50 %	Entité non significative
ATLANTIQ	FRANCE	25 %	Entité non significative
Ingeparticipation 1	FRANCE	100 %	Entité non significative
Ingeparticipation 2	FRANCE	100 %	Entité non significative
SAS Foncière Hérouville	FRANCE	100 %	Entité non significative
FRP II SAS	FRANCE	100 %	Entité non significative
FRP V SAS	FRANCE	100 %	Entité non significative
FRP VI SAS	FRANCE	100 %	Entité non significative
FRP VII SAS	FRANCE	100 %	Entité non significative

(1) Pays d'implantation.

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), non significativité (N.S.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

VIII. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BRED Banque Populaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation des prêts et créances (statuts 1, 2 et 3)**Risque identifié**

Le groupe BRED BANQUE POPULAIRE est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe BRED BANQUE POPULAIRE constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes attendues (encours en statuts 1 et 2) ou avérées (encours en statut 3).

Les règles de dépréciation pour risques au titre des pertes attendues imposent la constitution d'un premier statut de dépréciation matérialisant une perte attendue à 1 an dès l'origination d'un nouvel actif financier classé au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres et sur les engagements hors-bilan ; et d'un second statut matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détermination de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour déterminer :

- les critères de dégradation significative du risque de crédit ;
- les mesures de pertes attendues sur la base des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (LGD) ;
- les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues.

Ces éléments de paramétrage sont intégrés à différents modèles développés par le groupe BPCE pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que votre Banque comptabilise dans ses comptes consolidés.

Ces dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (la probabilité de défaut, le taux de pertes en cas de défaut, des informations prospectives...).

Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par le groupe BRED BANQUE POPULAIRE.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations et provisions pour les encours en statuts 1 et 2, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.

Notre réponse

Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2 :

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ;
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
 - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9 ;
 - ont effectué des contre-calculs sur les principales typologies d'encours de crédits ;
 - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9 ;
 - ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans le groupe BRED BANQUE POPULAIRE. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par le groupe des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.

Dépréciation des encours de crédit en statut 3

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions classées en statut 3, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe requise par la norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2024.

Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 1 162 M€ dont 355 M€ au titre des encours S1/S2 et 808 M€ au titre du S3.

Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à – 195,5 M€, contre -103,8 M€ au 31 décembre 2023.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 5.5.3 et 7 de l'annexe qui mentionnent également les incidences du contexte économique toujours incertain sur le risque de crédit

Valorisation des titres BPCE

Risque identifié

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

La valeur des titres de l'organe central, classés en titres à la juste valeur par OCI non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres. L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central. Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison :

- de la classification de cet instrument financier en niveau 3 de juste valeur ;
- de la significativité de cette estimation comptable dans les comptes consolidés du Groupe BRED Banque Populaire.

Notre réponse

Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.

Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise des équipes d'experts en évaluation de chaque cabinet.

Les travaux menés ont consisté principalement en :

- une prise de connaissance des modalités de valorisation selon l'approche en actif net réévalué tel que présentée ci-contre ;
- la comparaison du résultat de cette approche avec celle issue d'une analyse de comparables boursiers sur la base des données concernant les banques françaises cotées.

La juste valeur des titres BPCE dans les comptes consolidés s'élève à 934,5 M€ au 31 décembre 2024.

Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer à la note 10 de l'annexe.

Valorisation des instruments financiers de niveau 2 et 3 au sens d'IFRS 13

Risque identifié

Les autres titres ou instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers comptabilisés au bilan pour leur juste valeur. La contrepartie de la réévaluation au bilan en date d'arrêté de ces instruments financiers est comptabilisée en résultat ou en contrepartie des capitaux propres en fonction de leur catégorie comptable. Par ailleurs, le groupe BRED Banque Populaire peut être amené à mettre en place des opérations de couverture au moyen de différents instruments financiers.

Nous avons considéré que la valorisation des instruments dérivés ainsi que la valorisation des titres non cotés, constituaient un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du jugement dans leur valorisation, qui porte notamment sur :

- l'utilisation de modèles de valorisation internes – développés par BRED Banque Populaire ou le groupe BPCE ;
- la détermination de paramètres de valorisation non nécessairement observables sur le marché pour les instruments financiers à terme, ou de paramètres de type taux d'actualisation, taux de croissance long terme pour les titres non cotés ;
- la prise en compte de trajectoires financières ;
- l'estimation des ajustements de valorisation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité ou des risques liés à l'activité par exemple ;
- la réalisation des tests d'efficacité des relations de couverture.

Notre réponse

Nous avons évalué les processus et les contrôles mis en place par le Groupe pour identifier et valoriser les instruments financiers, notamment la gouvernance des modèles de valorisation et le contrôle des résultats comptabilisés sur ces opérations.

En lien avec nos spécialistes de la modélisation du risque et des techniques quantitatives, nous avons :

- réalisé des valorisations indépendantes sur un échantillon d'instruments dérivés et analysé les écarts éventuels ;
- analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leurs évolutions dans le temps. Nos analyses ont notamment porté sur la gouvernance et les méthodologies retenues sur les réserves de marché et les ajustements de valeur ;
- analysé les processus internes et modalités de documentation des relations de couverture et réalisé des tests indépendants sur une sélection de relations de couverture.

Les modalités de détermination de la juste valeur des instruments financiers sont décrites dans la note 10 de l'annexe ainsi que dans la note 10.1 qui présente la ventilation de la juste valeur des actifs et passifs, selon la complexité des modèles de valorisation utilisés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la BRED BANQUE POPULAIRE par l'assemblée générale du 21 mai 1999 pour le cabinet KPMG SA et du 31 mai 2023 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG Audit SA était dans la 26ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 2ème année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 28 avril 2025
Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Sophie Meddouri

Deloitte & Associés
Charlotte Vandeputte

C. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social sur simple demande.